

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA VIOLENCIA : RÉCITS DE GUERRE
ET DE RÉFUGIÉS INTERNES EN COLOMBIE

MÉMOIRE PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE DE
LA MAÎTRISE EN INTERVENTION SOCIALE

PAR
ROBINSON AREVALO

FÉVRIER 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

AVANT-PROPOS

Au printemps 2000, je suis parti en voyage exploratoire à Paris. En y faisant une promenade sur les Champs-Élysées, j'ai vu l'Arc de Triomphe. Ce fut alors pour moi un moment précieux que de découvrir subitement cette œuvre monumentale, occasionnée par les batailles d'un homme au destin peu commun : Napoléon Bonaparte. Sans trop savoir pourquoi, cette « rencontre » m'a alors poussé à réfléchir sur mes propres possibilités personnelles et je me suis mis à penser à la façon que je pouvais trouver d'aider mes compatriotes colombiens. Même si, depuis que j'avais quitté mon pays, je n'avais encore jamais fait de travail social, ce fut néanmoins dans cette direction que je me dirigeai, m'engageant dès cet instant dans une aventure qui allait me faire passer par plusieurs étapes. Au début de ma réflexion, je pensais retourner vivre définitivement en Colombie, un travail communautaire m'y attendant dans la ville de Cartagena de Indias au nord du pays. Dans cette ville magique pour la plupart de gens, j'avais été marqué quelque temps plus tôt par les signes de la guerre qui sangle depuis de nombreuses années le pays. Je me devais désormais de surmonter mes peurs et d'affronter une réalité pour aider ces personnes qui vivaient dans la misère. Mon premier 'séjour' en Colombie a finalement duré 8 mois, après quoi, en raison de certains obstacles politiques, je n'ai pu y continuer mon travail.

Je suis alors rentré à Montréal où j'ai entamé ma maîtrise en Intervention sociale. Il n'était pas très facile pour moi d'étudier dans une autre langue, ni dans une autre culture. Heureusement, il existe en chacun de nous une force interne qui m'a aidé à passer toutes les étapes du processus d'immigration et d'intégration. S'intégrer est en effet une démarche plus difficile à réaliser qu'on ne peut parfois le croire ; beaucoup de questionnements sur soi-même et sur les autres viennent fréquemment, surtout concernant les limites que nous avons comme humains pour être solidaires les uns envers les autres. Ce processus personnel a d'ailleurs contribué à alimenter mes questionnements concernant mon mémoire de recherche ; dans une perspective

élargie en effet, j'ai pu prendre conscience de certains aspects caractéristiques de l'immigration sur mon propre terrain de vie. Sans les intégrer directement à ma recherche, ils ont néanmoins contribué à soutenir ma réflexion, indubitablement. Au moment de choisir plus précisément mon sujet de mémoire, je me suis rappelé des visages que j'avais vus en Colombie de gens issus des déplacements forcés résultants de la guerre ; ils me semblaient attendre une réponse de ma part.

J'ai donc réalisé ce mémoire en hommage à tous les gens sur la terre qui sont forcés de laisser leur territoire sans le vouloir, contraints par des circonstances économiques, sociales, politiques etc., et à ceux qui doivent vivre dans un monde qui ne leur appartient pas. Comme je me reconnais dans cette étude pour avoir moi-même traversé toutes sortes d'étapes, changé maintes fois de directions dans ma vie et mis du temps avant d'en adopter une, je peux dire que cela été pour moi long et dur, mais heureusement, aujourd'hui, il m'est possible de dire que j'existe et que j'ai été capable de survivre et de trouver une issue concluante comme immigrant. Je souhaite donc à quiconque lira ce mémoire de voir aussi derrière tous les problèmes la possibilité d'une issue heureuse grâce au travail et à la persévérance.

Je souhaite également que ce mémoire facilite aux lecteurs la compréhension et l'approche de ce phénomène pas toujours bien connu que représente le déplacement forcé des personnes dans un pays en guerre et qu'ils puissent ainsi réaliser la nature des problèmes d'adaptation sociale vécus par les personnes déplacées (réfugiés internes) à cause de la situation de guerre en Colombie. Il s'agit là de personnes qui sont souvent oubliées et qui même oublient parfois qu'elles appartiennent à la race humaine.

Des remerciements à faire, j'en ai des millions. Beaucoup de gens cachés dans ma mémoire m'ont poussé sans le vouloir pour que je puisse finir, dans ma solitude, dans mon obscurité interne et dans le fond de mon cœur ; ils seront toujours là. Ma famille est indiscutablement la première cible de mes remerciements : ma mère Cela, mon

frère et mes sœurs, Carlos, Mildred et Mireille ; sans eux, je n'aurais pas toujours été capable de vivre sur cette terre. Également, un bon remerciement à M. François Huot, mon directeur de mémoire, qui a accepté la tâche de m'orienter ; j'ai été aidé par ses grandes capacités humaines et intellectuelles qui ont dû aussi supporter mes hauts et mes bas émotifs, un grand merci. Merci aux gens qui de façon indirecte ou directe m'ont aidé pour que je finisse ce travail, un bravo et un grand merci à Alice Finaz qui a été en charge de m'aider à la révision de mes textes, à Guillermo Léon qui avec ses conseils m'a ouvert les yeux et encouragé ; à toutes les amies qui ont été intéressées.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	I
TABLE DES MATIERES	IV
RESUME	VII
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1	6
CONTEXTE SOCIAL ET POLITIQUE DU A LA GUERRE CIVILE EN COLOMBIE	6
1.1 LOCALISATION ET DESCRIPTION DU PROBLEME	6
1.2 LE PROCESSUS DU CONFLIT POLITICO-SOCIAL DE COLOMBIE AU LONG DES DERNIERES DECENNIES DU XX ^E SIECLE.....	9
1.3 DES ORIGINES DU DEPLACEMENT DES PAYSANS DE LA GUERRE CIVILE DE COLOMBIE	12
1.4 LE DEVELOPPEMENT DU DEPLACEMENT MASSIF DE PERSONNES, PROVOQUE PAR « LA VIOLENCIA » DE LA GUERRE CIVILE COLOMBIENNE.....	16
1.5 CAUSES DE DEPLACEMENT DE PERSONNES LORS DE LA GUERRE COLOMBIENNE VERS LES CENTRES URBAINS	20
CHAPITRE 2	23
LES REFUGIES, CARACTERISTIQUES ET PROBLEMES.	23
2.1 L'ADAPTATION PSYCHOCULTURELLE.....	23
2.2 LES ADAPTATIONS PSYCHOCULTURELLES D'UNE PERSONNE DEPLACEE	24
2.3 L'ACCULTURATION, UN PROCESSUS DE MIGRATION OBLIGATOIRE.....	27
2.4 LES ECHANGES CULTURELS RESULTANT DES PRESSIONS PSYCHOCULTURELLES	29
CHAPITRE 3	39
QUESTION DE RECHERCHE ET ASPECTS METHODOLOGIQUES	39
3.1 CHOIX EPISTEMOLOGIQUE	39
3.2 LA QUESTION DE LA RECHERCHE	40
3.3 DEVELOPPER LA QUESTION DE RECHERCHE	42
3.4 METHODE D'ETUDE	43
3.5 LES ENTREVUES.....	44

3.6 LES GRILLES DE QUESTIONS	48
3.7 ÉCHANTILLON.....	49
3.8 METHODES D'ANALYSE.....	50
3.9 CONSIDERATIONS ETHIQUES	52
CHAPITRE 4.....	55
LA VIE DES REFUGIES COLOMBIENS	55
4.1 LES ENTREVUES	55
4.2 RECITS DES ENTREVUES	56
4.2.1 <i>Cas d'une famille entassée. (Dans le secteur Las moras)</i>	56
4.2.2 <i>Cas d'une femme monoparentale. (Dans le secteur Las moras)</i>	58
4.2.3 <i>Cas d'une femme politique. (Dans le secteur Las moras)</i>	60
4.2.4 <i>Cas d'un paysan (Dans le secteur Las moras)</i>	63
4.2.5 <i>Cas d'une activiste communautaire. (Dans le secteur de Villa Pinzon)</i>	64
4.2.6 <i>Cas d'une leader naturelle. (Dans le secteur de Villa Pinzon)</i>	66
4.2.7. <i>Cas de Sonia, une veuve de la « violencia » (Dans le secteur du Sagrado Corazon de Jesus)</i>	68
4.2.8 <i>Cas d'une femme avec 9 enfants. (Dans le secteur du Sagrado Corazon de Jesus)</i>	76
4.2.9 <i>Cas d'un vendeur de sucreries dans la rue. (Dans le secteur du Sagrado Corazon de Jesus)</i>	78
4.2.10 <i>Cas d'un paysan survivant à la guerre (dans le secteur du Sagrado Corazon de Jesus)</i> ..	81
CHAPITRE 5.....	87
ANALYSE DE LA RECHERCHE	87
5.1 CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION ETUDIEE A CARTAGENA	87
5.1.1 <i>Les adultes</i>	88
5.1.2 <i>Les groupes familiaux</i>	89
5.1.3 <i>Les communautés</i>	89
5.2 LES CATEGORIES D'ANALYSE	90
5.2.1 <i>Le déplacement forcé : des effets de discontinuité et d'échanges obligés</i>	91
5.2.2 <i>L'acculturation : la recherche de meilleurs opportunités de vies</i>	94
5.2.3 <i>L'intégration : l'attitude et la force de la volonté</i>	94
5.2.4 <i>L'ethnie : les Afrocolombiens et les minorités ethniques, un point faible du déplacement.</i>	97
5.2.5 <i>Le capital social : perdu ou cherché par les personnes déplacées</i>	98

5.2.6 <i>La santé</i>	100
5.2.7 <i>La misère : le choix entre la mort et la famine</i>	101
5.2.8 <i>La raison militaire : la recherche d'appui actif par la population</i>	101
5.2.9. <i>La présence institutionnelle : de mineure à majeure</i>	102
5.3 DES FACTEURS ETUDIES DU DEPLACEMENT	102
5.4 L'IMPACT PSYCHOSOCIAL DE LA « VIOLENCIA » AU NIVEAU INDIVIDUEL ET COLLECTIF	109
5.5 UNE ANALYSE PSYCHOSOCIALE : NECESSITE ET BIENFAITS D'UNE INTERVENTION SOCIALE AUPRES DES PERSONNES DEPLACEES	111
5.6 LE TRAUMATISME ET LA RESILIENCE.....	114
5.7 LA REPOSE DE LA PART DES ORGANISMES D' AIDE AUX PERSONNES DEPLACEES	115
CONCLUSION	120
BIBLIOGRAPHIE	125
ANNEXES	131
ANNEXE 1	131
ANNEXE 1.1	132
ANNEXE 2.....	133

RÉSUMÉ

Depuis plusieurs années, le déplacement de personnes en Colombie est plus qu'un problème ; c'est devenu une tragédie nationale. En effet, le nombre des personnes déplacées, celles qui ont été obligées de laisser leur foyer pour cause de violence et de pauvreté, a augmenté considérablement. Aujourd'hui, on peut ainsi évaluer à trois millions le nombre de personnes à l'extérieur de leur territoire d'origine à cause des divers types de violence pratiqués dans le pays depuis 1985. En Colombie, il existe deux types de déplacements : le déplacement dans les zones rurales et celui vers les zones urbaines dans lesquelles les personnes ont peur de s'enregistrer comme personnes déplacées. Ces personnes déplacées par la guerre en Colombie finissent en effet par migrer vers les zones de pauvreté des villes, accentuant du même coup les phénomènes d'exclusion et de la misère urbaine. Elles y rencontrent des difficultés d'adaptation, d'intégration et d'identité qui viennent s'ajouter la plupart du temps à des problématiques économiques de survie.

La question centrale de notre étude est : quels sont les problèmes d'adaptation sociale vécus par les personnes déplacées (réfugiés internes) à cause de la situation de guerre en Colombie ? Nous nous sommes référés aux recherches de différents spécialistes du phénomène migratoire des personnes déplacées. Leur vision a entraîné une analyse des effets des adaptations psychosociales qui peuvent se produire sur l'individu déplacé. Entre autres, nous nous appuyons sur les théories du sociologue Pierre Bourdieu qui explique le changement de capital culturel comme un pouvoir de classer les agents dans l'espace social.

Notre recherche est de fait en partie basée sur une méthode inspirée de l'ethnographie et/ou de l'observation participante, méthode développée par des anthropologues et des sociologues pour analyser en profondeur le comportement humain. À travers des entrevues avec 10 personnes déplacées, réalisées dans trois secteurs du quartier El Pozon de la ville de Cartagena, nous avons pu vérifier et identifier la nature des conflits d'adaptation sociale. Nous avons remarqué également que ces personnes déplacées passent par des processus psychosociaux et d'acculturation, que l'on interprète par le biais de spécialistes et grâce aussi à l'investigation sur le terrain.

INTRODUCTION

Depuis plusieurs années en Colombie, la situation de guerre civile intérieure oblige d'importants contingents de la population rurale à fuir leurs foyers situés en plein cœur des territoires. Dans un climat d'insécurité permanente, sévissent en effet la guérilla (groupes d'extrême gauche qui combattent dans les montagnes l'armée colombienne et les groupes paramilitaires), les paramilitaires (groupes d'extrême droite, nés de l'aide de l'élite colombienne pour combattre la guérilla, et formés par des ex-militaires hors-la-loi) et l'armée colombienne (armée créée pour la défense du peuple colombien et qui travaille en dehors des lois de la constitution nationale). Cette guerre fait que presque trois millions des personnes se sont déjà déplacées vers les grandes villes avec l'espoir d'y trouver une vie digne. Cette problématique des personnes déplacées s'accroît, suivant les tensions produites par la guerre interne de Colombie et ces personnes déplacées doivent apprendre à vivre au jour le jour avec les pauvres de la ville ... Vivant souvent au début dans des abris de fortune, elles continuent ainsi à subir les effets de la guerre.

La guerre intérieure en Colombie a des conséquences importantes. Les personnes vivant dans des zones de guerre ne peuvent endurer sans peine cette situation, étant victimes d'actes criminels, et craignant continuellement pour leurs vie, famille et emploi. Les victimes de la guerre quittent donc les régions dévastées pour se réfugier dans des zones plus sûres. Cartagena de Indias est l'un de ces endroits, considéré même parmi les plus sécuritaires parce que protégée par l'armée nationale en raison du tourisme national et international qui y affluent. Et même si Cartagena est une ville chère à vivre parfois, les personnes déplacées y trouvent malgré tout dans ses quartiers marginaux un espace pour habiter.

Ces personnes déplacées sont à considérer comme des réfugiés intérieurs. Leur problématique, bien qu'elle ne soit pas aussi documentée que celle sur les réfugiés internationaux, n'en est pas moins grave et importante. À titre d'exemple, de janvier à septembre 2002, le CICR a porté secours à quelque 150.000 personnes déplacées où se trouvant dans des zones en conflit sur l'ensemble du territoire colombien. Il s'agit d'un chiffre plus élevé que celui enregistré pour toute l'année 2001.

Ces mouvements de population ont des conséquences importantes dans les villes où les réfugiés arrivent : Bogotá, Cali, Medellín, Barranquilla, Cartagena... Les premières difficultés pour les personnes réfugiées sont de se faire une place (logement, école, travail, vie sociale et démocratique), de subir des phénomènes de rejet de la part de la population des villes, d'être en compétition dans l'accès aux différents (et maigres) services qui sont offerts, et de faire face à l'incapacité des ONG et des organismes de quartiers à faire face à la situation.

À travers mon expérience sur le terrain en Colombie, avec l'ONG ASCI fondée à Carthagène pour aider les personnes déplacées de la guerre, j'apporte un témoignage sur la situation des crises sociales existant dans les quartiers marginaux de la ville colombienne, et sur les problèmes sociaux liés à la pauvreté, la discrimination, et l'exclusion. Ainsi, ce cas d'étude m'a inspiré énormément. Étant en effet originaire de Colombie et étudiant en maîtrise d'intervention sociale, je considérais comme une obligation de regarder de près les phénomènes qui touchaient mes compatriotes. Cette étude est donc directement reliée à cette problématique vécue sur le terrain dans les caraïbes colombiennes, plus exactement dans le quartier marginal El Pozon de la ville de Cartagena de Indias.

Avec l'intention de développer un champ d'étude face à ce phénomène des déplacements forcés, j'ai pris des aspects fondamentaux comme objets de recherche en considérant également qu'il n'y a pas seulement la Colombie qui est traversée par

cette situation dans le monde. Ce mémoire devrait donc contribuer au travail d'autres chercheurs, ainsi qu'être une occasion de développer des connaissances qui seront utiles à des fins d'intervention.

Vivant moi-même un processus psychologique profond comme immigrant volontaire, je me suis rendu compte qu'il existait un rapport entre mon expérience et les processus vécus par une personne déplacée de la guerre. Je me suis ainsi posé beaucoup de questions pour arriver à comprendre la réalité interne de ces individus déplacés qui, dans la plupart des cas, ne sont pas capables d'exprimer librement leurs sentiments intérieurs. À partir de mes raisonnements, j'ai pu arriver à me concentrer sur l'importance des crises psychosociales des individus lors d'une situation de déplacement forcé et à formuler une question de recherche principale et les questions secondaires suivantes :

QP : Quels sont les problèmes d'adaptation sociale vécus par les personnes déplacées (réfugiés internes) à cause de la situation de guerre en Colombie ?

- En raison de leur extrême pauvreté, les personnes déplacées se font-elles expulser plus violemment de leurs régions d'origine ?
- Les personnes déplacées souffrent-elles d'un choc de détresse psychologique ?
- Le déplacement forcé est-il dû au caractère violent et endémique de la guerre ?
- Les personnes déplacées, au moment de quitter leur foyer, doivent-elles émigrer individuellement ?

Ce mémoire débute avec la problématique colombienne, laquelle est présentée chronologiquement pour qu'on puisse se familiariser au long de l'étude avec les vraies racines de l'histoire du déplacement massif des personnes en Colombie. Ce chapitre intitulé « *la Guerre civile en Colombie* » montre la localisation, la description et les origines du problème. En même temps, il situe géographiquement et historiquement le déplacement des paysans et des personnes lors de la guerre interne

du pays. On aborde donc l'histoire de la Colombie au XXème siècle, surtout les processus de « la violencia » reliée à la guerre civile qui saigne le pays depuis 45 ans. Présenté chronologiquement, ce processus donne lieu à des analyses des auteurs par rapport au phénomène des gens déplacés.

Le deuxième chapitre, intitulé « *les réfugiés, caractéristiques et problèmes* », est centré sur le déplacement forcé plus exclusivement, considérant que cette situation est vécue par les personnes déplacées de Colombie à cause du conflit entre les groupes armés hors la loi et du manque de représentativité et d'appui de la part du gouvernement central. Dans un contexte comme celui-ci, on prend position sur les difficultés que traversent les populations des quartiers marginaux qui ne maîtrisent pas le déplacement forcé. On regarde aussi les différents points d'étude de ce phénomène de mobilité sociale, comme l'acculturation dans un processus de migration obligatoire et les échanges culturels de pressions psychoculturelles.

Dans le chapitre trois, qu'on a intitulé « *Aspects méthodologiques* », on explique la question de recherche et les aspects méthodologiques utilisés, comme la méthode inspirée de l'ethnographie et/ou de l'observation participante, l'entrevue semi structurée pour la collecte des données, ou la grille de questions utilisée pour les entrevues de Cartagena (présentée en annexe à la fin du mémoire). La question de recherche principale, et les questions secondaires, le choix épistémologique, les considérations éthiques, et les méthodes d'analyse en font également partie. Enfin, la population interpellée pour la recherche et un échancier.

Le quatrième chapitre est la théorisation de toute la recherche. Ce chapitre est intitulé "*la vie des réfugiés colombiens*". On y entre directement dans la réalité par des témoignages concrets. D'une façon descriptive avec une narration ethnographique, on présente les entrevues faites à Cartagena, où le lecteur sera confronté à l'histoire de chaque interviewé.

On finalise avec le chapitre cinq, « *Analyses de la recherche* ». C'est une analyse personnelle et rétrospective sur les auteurs utilisés pour éclaircir le phénomène du choc psychoculturel produit sur une personne déplacée. On commence par les catégories trouvées lors la recherche, ce qui donne au lecteur la possibilité de comprendre pas à pas l'analyse. L'attention est mise sur des points tels que les facteurs étudiés du déplacement, l'analyse psychosociale, les caractéristiques de la population étudiée, la réponse des organismes d'aide aux personnes déplacées.

En conclusion du mémoire est donnée une interprétation personnelle de la recherche. C'est un point de vue ouvert sur les appréciations de l'auteur et sur sa contribution à l'identification du problème. On termine avec une biographie et les annexes.

Le cas des personnes déplacées de Cartagena m'a touché fortement. Il m'a encouragé à penser à elles comme sujet de mémoire et comme une voie pour ouvrir un chemin dans la recherche et laisser un écho dans l'histoire.

CHAPITRE 1

CONTEXTE SOCIAL ET POLITIQUE DÛ À LA GUERRE CIVILE EN COLOMBIE

1.1 Localisation et description du problème

Le champ d'étude de notre recherche couvre le phénomène des personnes déplacées dans la ville de Cartagena de Indias à cause de la guerre intestine de Colombie apparue au cours des dernières décennies. Cette ville est accueillante, énergique et agréable à vivre, c'est la station balnéaire préférée des Colombiens et des étrangers qui y séjournent pendant la période des vacances. Située au bord de la mer caraïbe, au nord de la Colombie, Cartagena a en outre été déclarée patrimoine mondial de l'UNESCO. Elle compte environ 1.000 000 d'habitants, a été fondée en 1533 par l'Espagnol Pedro de Heredia. À l'instar des autres grands centres urbains colombiens, Cartagena de Indias se confronte quotidiennement depuis 1999 à des problèmes socio-économiques engendrés par le déplacement massif de personnes victimes du conflit armé qui saigne le pays. Au cours de la dernière décennie, « *la Violencia* » s'est en effet répandue comme une réalité cruelle et familière pour tout un peuple dont le souhait le plus cher est désormais de retrouver les parfums oubliés de la Paix. Cartagena est une des rares villes de Colombie à être considérée « *ville de paix* » (non touchée par les combats de la guerre). Aussi un bon flux de personnes déplacées qui y converge, pensant y trouver des solutions rapides à leur problème.

D'autres grands centres urbains de Colombie se voient aussi assaillir par les

personnes déplacées et leurs familles. Impuissantes à contrôler totalement toutes ces vagues migratoires périodiques qui déferlent aux limites de leurs étendues urbaines, les villes s'avèrent de fait souvent peu capables de relever les défis logistiques demandés par l'accueil des nouveaux arrivants. À Cartagena, le problème de l'exode rurale est d'autant plus critique que celle-ci a transformé l'emplacement géostratégique de la ville en un point de convergence régional où affluent annuellement des milliers de personnes déplacées. Sur la région côtière colombienne, Cartagena devient ainsi l'un des principaux foyers d'accueil des familles déplacées par la guerre interne de Colombie.

L'arrivée des familles déplacées entraîne non seulement l'expansion des quartiers défavorisés de Cartagena, mais également l'émergence de nouveaux ensembles urbains improvisés, les personnes déplacées voyant les jours d'une manière organique indépendamment de tout schème de planification urbaine, sociale ou économique. Du jour au lendemain, ces communautés improvisées se voient confrontées au défi quotidien de la survie, et ce, dans un milieu urbain qu'ils devront apprivoiser eux-mêmes.

Au niveau de la distribution démographique, quantitativement, la population colombienne est stratifiée sur une échelle de 0 à 6, le 0 indiquant la classe sociale la plus défavorisée, et le 6 les plus riches. Cartagena est au rang 5 et ses habitants sont classifiés en six groupes socio-économiques¹. Sur ce nombre, on calcule que 55% des « *Cartageneros* » appartiennent aux strates 2, 1 et 0, alors que 30% appartiennent aux strates 1 et 0 (soit dans des conditions de pauvreté absolue, et sans revenu).

Nul besoin de mentionner que l'organisation et la planification communautaires au

¹ D.A.N.E. (Département des statistiques de Colombie), (2003), *Statistiques de Colombie*, Bogotá, Colombie.

sein de ces ensembles urbains sont plus que déficientes. Dès leur arrivée, les personnes déplacées sont en effet condamnées à l'aliénation, l'anonymat et à l'exclusion sociale, dans des circonstances souvent illicites (prises de terrains publics ou privés) entourant leur venue, et des manques de ressources et d'encadrement. L'ignorance condamne aussi les déplacés au mutisme. Dans un tel contexte, il devient impossible pour ces gens de faire valoir leurs droits civils et démocratiques devant les instances officielles concernées. Ce rôle nouveau au sein de la collectivité urbaine les rend de surcroît vulnérables aux niveaux économique, social et surtout institutionnel ; ces gens ignorent totalement qu'ils possèdent un poids démographique qui les investit d'un potentiel de représentativité sociale et politique. À tort, ils se considèrent comme des exclus, et, de peur d'être pénalisés par les autorités publiques, ils osent à peine exprimer leurs revendications pourtant urgentes. Cette situation problématique s'explique par un encadrement institutionnel inadéquat ou tout simplement absent au sein de ces communautés.

Ainsi, il existe deux villes dans Cartagena. Celle connue comme « *patrimoine mondial de l'humanité* » et celle, méconnue, des personnes *déplacées*. Au cours des dix dernières années, selon l'ex-ministre du travail, M. Angelino Garzon, environ 100 000 personnes ont débarqué aux alentours de la ville, en provenance du sud et de la côte Pacifique (ce qui est symptomatique d'une dégradation du conflit). Le maire de Cartagena en 2003, M. Carlos Díaz Redondo, libéral, confirmera cette estimation : 40 à 50 000 personnes ont été déplacées au cours des cinq dernières années au sud du département du Bolivar, posant de graves problèmes économiques et sociaux². Beaucoup de déplacés sont des paysans qui ont dû quitter leur terre ; sans travail, ils s'improvisent vendeurs ambulants, adhèrent au marché noir et parfois se retrouvent

² ASSEMBLÉE NATIONALE DE FRANCE, (2001), *Rapport, mission effectuée en Colombie*, Paris, France.

mêlés à la petite délinquance.

Immigrer pour répondre à un besoin essentiel de survie entraîne une mobilité sociale décroissante. Les difficultés importantes d'adaptation que traversent les personnes déplacées et leur fonctionnement dans la société peuvent être interprétés, d'une part, comme étant issus d'une difficulté d'adaptation de l'individu, et, d'autre part, comme une question de manque d'organisation capable de répondre aux besoins des personnes déplacées ou d'institutions qui vont jusqu'à nuire à leur intégration. Toutefois, en faisant un lien avec ces interprétations, on peut établir des mesures pour venir en aide à des personnes déplacées de la guerre, et trouver plusieurs causes au problème. Ainsi, même si on a signalé la cause du déplacement comme provenant spécifiquement de la guerre, on considère qu'on a trouvé avec cette recherche d'autres raisons qui ont enrichi l'investigation.

Comme chercheur, j'ai placé la réalité du problème de la personne déplacée par la guerre colombienne dans le contexte d'une absence de politiques gouvernementales pour trouver des solutions au conflit armé. En même temps, j'ai pu remarquer un compromis moral de la part des paysans déplacés qui s'empêchent de faire valoir leurs droits civils et constitutionnels à cause de la peur causée par le terrorisme de la guerre.

1.2 Le processus du conflit politico-social de Colombie au long des dernières décennies du XX^e siècle

Dans les années 80, la présidence de M. Belisario Betancourt, conservateur, a permis l'instauration du dialogue, poursuivi par M. Virgilio Barco, libéral, avec des mouvements de guérilla, qui ont aujourd'hui disparu en tant que groupes armés illégaux.

Le M 19 a déposé les armes et a signé un accord de paix avec le gouvernement le 9 mars 1990. Devenu "*l'Alliance démocratique - M 19*", il regroupe plusieurs forces de gauche, et participe à l'assemblée Constituante de 91, qui renouvelle la constitution nationale. Parmi ses 70 membres, élus le 9 décembre 1990 au suffrage universel (avec 70% d'abstention), celle-ci comptait 19 députés de "*l'Alliance démocratique - M 19*". L'ancien mouvement du M 19 a également pris part aux élections municipales de mars 1990 et à l'élection présidentielle de mai 1990. L'E.P.L. (Armée de libération nationale, deuxième groupe de guérilla plus important) et le P.R.T. (parti révolutionnaire des travailleurs)- fraction dissidente - ont signé un accord de démobilisation en janvier 1991, rendu les armes et participé à l'Assemblée Constituante. Le mouvement indigène <Quintín Lame> a été signé fin mai 1991, un accord de démobilisation et de remise d'armes. Les négociations avec les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (F.A.R.C.), le plus ancien mouvement d'idéologie marxiste dans le pays, et l'E.L.N. (Armée de libération nationale), d'inspiration "guévariste", ont commencé en juin 1991. Le chef des F.A.R.C., Manuel Marulanda Velez (surnommé « *Tirofijo* »), est à la tête d'une réelle puissance militaire, grâce à des financements privés en partie liés à la drogue, avec 15 000 hommes armés. Moins puissante, l'E.L.N., dont le principal responsable militaire est Nicolas Rodriguez, compte 4 000 à 5 000 hommes.

Au long du XXème siècle, la Colombie a vécu un même problème avec des caractéristiques semblables. Dans les années 90, une modification dans le déplacement forcé du côté des acteurs armés devient évidente. Il est devenu une stratégie sélective ciblant les *leaders* de gauche ou des mouvements populaires³. Ces acteurs armés (guérilla, paramilitaires, armée nationale) participent à la logique de la doctrine de la sécurité nationale, potentialisée comme une stratégie de contrôle

³ OSORIO, F. E., LOZANO, F., ORIUOLA, A. et PEREZ, M., (2000), *Entre la supervivencia y la resistencia*, Pontificia Universidad Javeriana, Bogotá, Colombie.

territorial qui cherche à imposer le pouvoir sur des populations entières.

Selon une commission de députés européens appelée Colombie-France, en mai 2003, les personnes colombiennes déplacées sont la conséquence directe de la violence exercée sur la population par un groupe armé, guérillas ou paramilitaires, aggravée par la carence de l'État. Pour les représentants de l'UNICEF, que la délégation a rencontrés, les paramilitaires sont la cause principale des déplacements de population. Or, ces déplacements massifs ne vont pas remplacer les déplacements sélectifs (personnes obligées parce que leur présence met en danger l'organisation armée). En fait, ils vont les compléter, rendant visible et public le phénomène, lequel perd tout caractère inapparent, souterrain tel que signalé au début des années 90⁴.

L'arrivée de nombreux membres de familles paysannes organisées et non organisées dans les parcs, les écoles et les espaces publics disponibles des municipalités a provoqué un effet de nouvelle dans les médias. C'est par cette voie d'ailleurs qu'ont été faites les demandes d'attention aux états local et national et aux ONG avec leur assistance humanitaire. En 1985, les zones agricoles colombiennes étaient encore protégées de la violence, mais toutes ces zones ont été affectées après cette date. Les avancements de la violence sont particulièrement spectaculaires dans la période récente dans les zones de paysannerie moyenne et les zones cafetières où les guérillas ont fait une irruption violente. On voit maintenant que 40% des villages producteurs de café doivent compter sur leur présence.

Les zones agricoles modernes ne sont pas protégées. Les guérillas et les groupes paramilitaires y sont installés solidement et le pourcentage de municipalités avec un

⁴OSORIO, F.E., LOZANO, F., (2000), "*Entre la supervivencia y la resistencia*", Pontificia Universidad Javeriana. Bogotá, Colombie.

indice élevé de violence est très grand⁵. La présence de la guérilla correspond de manière plus précise à l'implantation de ces pôles dans les départements de Caqueta, Guaviare, Vichada, Vaupes Sucre, Cordoba, Chocó, et Bolivar dont la capitale est Cartagena.

1.3 Des origines du déplacement des paysans de la guerre civile de Colombie

La guerre civile en Colombie dure depuis plus de 40 ans. On constate que « *la violencia* » règne toujours, en dépit des nombreuses promesses de paix. Le phénomène de déplacement des paysans colombiens est relié à l'histoire ; en 48, l'assassinat du leader libéral Jorge Eliecer Gaitan, qui a tenté de mobiliser les classes populaires contre l'oligarchie, marque le début de cette guerre civile « *la Violencia* » qui fera 300 000 morts⁶. Le nombre de personnes déplacées dans leur propre pays avoisine les 500. 000.

En 1964, s'appuyant sur les rescapés de ces premières guérillas, le Xe Congrès du Parti Communiste Colombien propose de restructurer un appareil armé révolutionnaire en formant les FARC (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie).

Dans un premier temps, « *la violencia* » apparaît avant tout comme politique ; le développement des groupes de guérillas (des groupes nés au départ pour défendre les paysans qui se faisaient voler leurs terres par l'oligarchie colombienne sous la protection du gouvernement⁷), dans son aspect le plus visible, semble répondre au

⁵ BLANQUER, Jean-Michel, PECAUT, Daniel, GROS, Christian, (2002), « *Las dos Colombias* », Editorial Norma, Bogotá, Colombie.

⁶ PECAUT, Daniel, PIZARRO, Eduardo, BLANQUER, Jean-Michel, CEPEDA, José Manuel, GIDHONDES, Pierre, (1996), *Crises et mutations politiques* - de l'IHEAL, Paris, France.

⁷ CABALLERO, Antonio, (2002), *Article* : « L'oligarchie au pouvoir » *Revue Semana*, Bogotá, Colombie.

manque de présence gouvernementale. Lorsque le Front National établi en 1958 n'a pas répondu aux nouvelles demandes sociales, les groupes de guérillas revendiquaient la possibilité de trouver pour les paysans la dignité d'avoir un meilleur *modus vivendi*. Ces groupes agissaient et continuent aujourd'hui d'être actifs de façon clandestine. Son leader actuel, le plus renommé, est Manuel Marulanda Velez, avec le surnom de « Tiro-fijo ».

Dans les années 50, les militaires, dans un coup d'état avec le général Gustavo Rojas Pinilla, prennent le pouvoir pour 4 ans. En 1970, le même général se présente pour les élections présidentielles. Il les perd pour fraude, et c'est alors le parti conservateur qui revient, avec Misael Pastrana. Pour protester contre la fraude électorale qui prive ainsi le général de sa victoire, le M 19, groupe de guérilla urbain de droite, est créé la même année ; il est issu de la bourgeoisie de Bogotá, loin des idéologies marxistes léninistes. À ce même moment, les partis politiques traditionnels, conservateur et libéral, à travers un pacte politique, créent El Frente Nacional ⁸(le front national) et divisent le pouvoir de la période présidentielle en tranches de 4 ans. Le pouvoir devient ainsi bipartite sans consultation publique. Le parti conservateur et le parti libéral vont alors pratiquer l'alternance au pouvoir pendant seize ans et de fait continueront à diriger seuls le pays.

Dans les années 80, la Colombie entre dans le monde des narcotrafiquants. Elle devient le pays le plus influencé par les narcotrafiquants et la corruption à tous les niveaux. Une partie du financement de la guérilla provient d'un impôt prélevé sur la coca, auquel s'ajoutera une politique d'enlèvements contre rançon (dite « retenue à la source »). La faiblesse du gouvernement pour arrêter cette influence dans la vie des Colombiens a fait alors naître les groupes d'autodéfense appelés « paramilitaires », qui combattent la guérilla. Nés à la fin des années 60, dans le cadre d'une politique

⁸ RUIZ, Daniel, (1998), « *Qui a limité durant 16 ans, l'exercice de la force de l'état* », Universidad Nacional. Bogotá, Colombie.

recommandée par les conseillers américains pour « casser » toute velléité de transformation sociale, ces paramilitaires d'extrême droite ou les Autodéfenses Unies de Colombie (A.U.C.)⁹, dirigées par Carlos Castaño (leader extrême des groupes paramilitaires, aujourd'hui disparu et peut-être mort), représentent dans le pays une force coercitive réelle qui combat la guérilla grâce à un arsenal militaire très important. Des représentants de la Croix-Rouge¹⁰ remarquent à cet égard la très bonne organisation de ces groupes armés qui, contrairement à la guérilla, ont mis au point un système de réseau entre les différents fronts de paramilitaires répartis dans le pays. En plus du commandement central, ces groupes connaissent un taux de croissance le plus élevé : 10.000 combattants à l'heure actuelle, alors qu'ils étaient deux ou trois mille en 1993. Une explication à cela est envisageable : le soutien aux paramilitaires qui était à l'origine le fait des classes aisées s'étend aujourd'hui aux classes moyennes. L'ex-ministre du travail de centre-gauche, M. Angelino Garzon, détaille cet état de fait : « Il existe d'abord des liens entre des agents de l'État et les paramilitaires. Par exemple, au cours des deux dernières années, une centaine d'anciens officiers de l'armée, exclus essentiellement pour des motifs de violation des droits de l'homme, ont intégré ces groupes armés. Ensuite, certaines parties du secteur privé économique financent les paramilitaires, qui sont également liés avec des trafiquants de drogue ; enfin, il arrive que des guérilleros d'extrême gauche rejoignent les A.U.C.»¹¹

Depuis une quarantaine d'années, les partis politiques traditionnels en Colombie subissent la concurrence des mouvements de guérilla d'extrême gauche que les paramilitaires d'extrême droite combattent depuis les années 80. En même temps,

⁹ ASSEMBLÉE NATIONALE DE FRANCE, (2001), *Rapport, mission effectuée en Colombie*, Paris, France.

¹⁰ ASSEMBLÉE NATIONALE DE FRANCE, (2001), *Rapport, mission effectuée en Colombie*, Paris, France.

¹¹ ASSEMBLÉE NATIONALE DE FRANCE, (2001), *Rapport, mission effectuée en Colombie*, Paris, France.

dans le dernier *Rapport annuel du Ministère de la défense de Colombie*¹², il est mentionné que les causes possibles du déplacement des paysans soient l'action criminelle anarchique des mouvements paramilitaires et de guérillas. À partir de 1985, les paramilitaires sont devenus le bras armé des narcotrafiquants, supplétifs de l'armée pour mener la « *guerre sale* » contre les bases sociales de la guérilla. Ainsi, les forces paramilitaires assassinent méthodiquement les militant(e)s de gauche, membres de syndicats, d'associations et de partis, journalistes ou intellectuels indépendants.

À ce propos, une commission gouvernementale colombienne a récemment conclu que "la criminalisation de la protestation sociale" est l'un des "*principaux facteurs qui permettent et encouragent les violations des droits de l'homme*"¹³. Les paysans colombiens vivent maintenant au milieu du feu provoqué par la guerre entre l'armée nationale, qui représente l'État, les guérillas et les groupes paramilitaires. Cette situation est préoccupante, car les gouvernements colombiens en sont venus à ne pouvoir régler les problèmes sociaux et économiques de leur pays que par le recours systématique aux forces armées. Par exemple, ce sont des avions militaires qui répandent les herbicides sans discernement sur de très vastes régions agricoles appartenant aux indigènes et aux paysans.

L'armée et les nombreux groupes paramilitaires travaillent en fait souvent main dans la main pour assurer le transport du matériel et du personnel des grosses compagnies minières et pétrolières américaines en plein cœur des territoires autochtones. Sans trop d'égards pour les ethnies locales et en ignorant souvent les engagements internationaux concernant la protection des ressources naturelles et des droits de la personne, ils poussent les paysans et les indigènes à migrer vers les grandes villes qui

¹² MINISTERIO DE LA DEFENSA, (2001), « *2ème rapport sur le droit international humanitaire* », Bogotá, Colombie.

¹³ CHOMSKY, Noam, (2002), "*De Vietnam al Amazonas*", Editorial Norma, Cali, Colombie.

les accueillent généralement dans la misère des bidonvilles. C'est en Colombie que l'on retrouve le plus grand nombre de personnes déplacées au monde après le Soudan et l'Angola. Ainsi, peut-on dire que la Colombie est un pays déstabilisé, dans lequel l'exercice de « *la violencia* » est le monopole des groupes subversifs et non de l'État.

1.4 Le développement du déplacement massif de personnes, provoqué par « la violencia » de la guerre civile colombienne

Le sociologue et chercheur colombien, Arturo Alape, dans un article apparu dans la revue *Semana de Bogotá*¹⁴, montre des statistiques terrifiantes par rapport aux phénomènes du déplacement. En première instance, il parle de la manifestation appelée « la violencia » bipartite (entre conservateurs et libéraux) durant la seconde moitié du siècle dernier : « *Le cas de la guerre des deux parties traditionnelles entre 1946 et 1957, avec des expressions focalisées entre 1958 et 1966, a coûté au pays entre 200.000 et 300.000 meurtres. Elle a aussi causé la migration forcée de plus de deux millions de personnes, ce qui est équivalent à un quart de la population, (à ce moment-là de 11 millions)*¹⁵ ». La conséquence directe de la violence bipartite est donc un dépeuplement de la campagne. Le territoire national a cessé d'être rural pour devenir en majorité urbain. On a évalué, dans les années 50, à 40.000 les exilés de la province du Nord de Santander, et le nombre de personnes arrivées à Bogotá jusqu'à 1953 montait à 60.000, selon Le Bureau National de Réhabilitation et de Sécurité de Colombie.¹⁶ Le même bureau soutient que jusqu'en 1953, 20.000 Colombiens s'étaient exilés au Venezuela et 5.000 au Panamá. Au moment de retourner à leurs terres, les exilés de la province de Cundinamarca vers Bogotá s'élèvent à 15.000

¹⁴ ALAPE, Arturo, (2003), Article: « *Desplazados sin tierra* », Revue *Semana*, Bogotá, Colombie.

¹⁵ LOZANO, F., (2003), « *De víctimas de la violencia a buscadores de la paz* », Universidad Javeriana, Bogotá, Colombie.

¹⁶ ANGARITA, C.E., (2000), « *Estado, Poder y Derechos Humanos en Colombia* », Corporación René García, Bogotá, Colombie.

personnes¹⁷.

Avec le croisement de diverses formes de violence dans les années 80, -des rebelles, des paramilitaires et des Forces Armées-, l'exode s'accroît à l'intérieur du pays. Entre 1985 et 1999, environ 1.843.000 Colombiens étaient déplacés par la force des armes et ils ont dû retourner à « l'itinéraire du désarroi », vers d'anciens et de nouveaux territoires pour sauver leur vie. *"Cela veut dire, que cinq pour cent de la population colombienne ou un Colombien sur vingt ont vécu la dramatique situation du déplacement par la « violencia»¹⁸*. Dans ce processus violent, le dépeuplement de la campagne et le changement de la carte de propriété de la terre ont été fondamentaux : *« Entre 1995 et 1999, ont été abandonnés 1.738.858 hectares appartenant à de petits et de moyens propriétaires, à des colons, des communautés de noirs et des populations indigènes. Le chiffre est en accord avec les rapports qui tiennent compte que dans les années 90, environ 1.700.000 hectares avaient cessé de produire pour différentes raisons, dont beaucoup d'entre elles étaient reliées à la « violencia » et au déplacement¹⁹ ».*

L'accroissement de personnes déplacées selon Codhes²⁰, dans les dernières années, est simplement terrifiant. En 1999, 228.000; en 2000, 317.000; en 2001, 342.000, et entre janvier et juin 2002, le nombre des personnes déplacées est monté à 204.000 (voir annexe 1). Un autre chiffre d'actualité : durant le premier mois de gouvernance du président actuel Alvaro Uribe Vélez, on calcule qu'il y a eu en Colombie 149.387 personnes en fuite pour survivre à la dégradation causée par le conflit armé. En 2001,

¹⁷ SALAZAR, M., HERNANDEZ, E., MONTOYA, A., (2003), " *Identificación de la Oferta para la Atención a la población desplazada por Violencia Política en Colombia*", Comité de la Cruz Roja, Bogotá, Colombie.

¹⁸ ROMERO, Flor Alba, (1998), "Población desplazada por violencia", *Bibliografía temática Universidad Nacional de Colombia*, Bogotá, Colombie.

¹⁹ BENITEZ, R., (1999), " *Procesos de paz en la teoría y en la práctica*", Hamburgo, Germany.

²⁰ CODHES-UNICEF, (2003), *Les droits humains et le déplacement de Colombie*, Bogotá, Colombie.

selon la Red de Solidaridad Social, RSS, les causes immédiates des déplacements étaient la menace généralisée (47%), les affrontements armés 23%, les massacres 9%, les assassinats sélectifs 11%, les attaques indiscriminées 4%, et le restant 6% d'autres raisons. Si on fait référence aux auteurs, pendant la même année, la RSS attribue le 50% de déplacements aux groupes d'autodéfenses (paramilitaires), le 20% aux guérillas, le 22% aux confrontations armées des paramilitaires et le 1.18% aux déplacements des forces militaires de l'état colombien avec la mission de combattre la subversion et les autodéfenses illégales; le 7% restant est inconnu.

Le Comité international de la Croix-Rouge, à Genève, fait un appel international en publiant dans sa revue d'actualité le témoignage suivant, que l'on peut voir comme un exemple de la situation critique que traversent actuellement les personnes déplacées de la guerre colombienne :

«Je suis sortie de chez moi le 29 novembre, accompagnée de ma fille, pour rendre visite à ma sœur à El Vergel. Il m'a semblé bizarre de ne rencontrer personne chemin faisant et de voir les portes des maisons fermées. Soudain, j'ai entendu des coups de feu, puis j'ai vu des hommes en tenue de camouflage. J'ai alors décidé de quitter le chemin et de prendre un raccourci.

Ma sœur n'était pas chez elle. Pendant que nous l'attendions, cinq hommes en treillis sont arrivés. Ils m'ont dit que nous devons quitter le village l'après-midi même ou le jour suivant, car ils étaient là pour faire du nettoyage...

Nous sommes alors allées chez des connaissances. J'y ai retrouvé ma sœur ainsi que de nombreuses autres personnes qui avaient reçu les mêmes ordres que moi. Il y avait un homme et une femme qui avaient assisté le jour même à l'exécution de leur fils. Ils ne cessaient de pleurer et de se lamenter. J'ai perdu, moi aussi, mon compagnon à cause de la guerre.

Après une nuit blanche, nous avons décidé de nous rendre à Granada. Nous ne savons pas ce que nous réserve le destin, mais vu les circonstances, revenir sur nos

*terres n'est pas la solution.»*²¹

Selon Daniel Pecaut dans le livre *Las dos Colombias*²², on peut distinguer **trois types de « violencia »** en Colombie. La première, politique avec les militaires, les guérillas et les paramilitaires, la deuxième construite autour de l'économie de la drogue, la troisième, articulée autour de tensions sociales, organisées ou pas. Rien d'étonnant, d'après un sondage publié par le Département national des statistiques DANE, qu'environ 45% des Colombiens souhaitent vivre à l'étranger pour fuir cette « violencia » qui ravage leur pays et soutient une situation économique rongée par le narcotrafic²³.

Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de la Colombie a atteint des proportions importantes : il y en aurait ainsi entre 450 000 et 1,6 million dans l'ensemble du pays, ces chiffres variant selon la méthode, la période et les critères utilisés. Malgré l'écart des estimations toutes les études indiquent qu'il s'agit d'un phénomène qui touche l'intégralité du pays et qu'il est en expansion²⁴. Bien que l'on parle plus souvent de déplacements massifs, ce sont surtout des petits groupes, familles ou individus, qui représentent l'essentiel de la population déplacée à l'intérieur du pays. Concentrés dans les zones urbaines, ils vivent dans des conditions de pauvreté extrême. Les principales causes de déplacement forcé à l'intérieur du pays sont l'intensification du conflit armé et les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire. Jusqu'à présent, les mesures prises pour s'attaquer aux causes du déplacement, protéger les personnes déplacées à l'intérieur du pays et renforcer

²¹ R.S.S.C. (Réseaux de la solidarité sociale de Colombie), (2004), « *l'impact du déplacement massif en Colombie* », Bogotá, Colombie.

²² BLANQUER, Jean-Michel, (2002), " *Las dos colombias presente, pasado y futuro de la violencia* ", Editorial Norma, Bogotá, Colombie.

²³ <http://www.monde-diplomatique.fr/1996/04/A/2623>, (1996).

²⁴ LEMOINE, Maurice, (2000), « Colombie dans une nation deux États », *Le Monde diplomatique*, Paris, France.

des solutions durables ont été inefficaces. Le nombre de réfugiés et de requérants d'asile dans les trois pays voisins les plus concernés (Équateur, Panama et Venezuela) ne permet pas d'avoir une idée de l'ampleur du mouvement de déplacement à l'intérieur du pays, mais le flot continu de personnes fuyant le conflit confirme les implications transfrontalières. « *On a observé des cas de mouvements transfrontaliers au Panama, en Équateur et au Venezuela. Plus récemment, quelque 3000 Colombiens qui vivent dans le nord du district de Santander ont fui au Venezuela en raison du conflit armé dans la région.* »²⁵

En juin 1998, suite à une demande du gouvernement de la Colombie, le HCRÇ a installé une présence limitée (un bureau de liaison opérant sous l'égide du bureau régional du HCR à Caracas, au Venezuela) à Bogotá en vue d'appuyer les institutions nationales qui s'occupent des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Les discussions relatives au contenu opérationnel du rôle du HCR en Colombie se sont conclues par la signature d'un mémorandum d'intention entre le gouvernement de Colombie et le Haut Commissaire en janvier 1999.

1.5 Causes de déplacement de personnes lors de la guerre colombienne vers les centres urbains

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, dans son livre *Les réfugiés dans le monde, l'enjeu de la protection*²⁶ explique qu'il n'existe pour personne de cause précise pour quitter son foyer ; il s'agit d'un ensemble de motivations, un mélange de peur, d'espoir, d'ambition et d'autres mobiles qu'il peut

²⁵ LEMOINE, Maurice, (2000), « Plan Colombie, passeport pour la guerre », *Le Monde diplomatique*, Paris, France.

²⁶ H.A.C.N.U.R. (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés), (2000), « *Les réfugiés dans le monde, l'enjeu de la protection* », Éditions la Découverte, Paris France.

être difficile, voir impossible, de démêler. Selon le HCR, ces phénomènes se produisent sous la pression de forces sous-jacentes étroitement imbriquées, d'ordre politique, économique, ethnique, écologique ou bien liées à la situation dans le domaine des droits de l'homme, et ils se compliquent davantage lorsqu'intervient une interaction entre les facteurs nationaux et les facteurs internationaux²⁷. Le HCR explique aussi que pratiquement tous les conflits générateurs de réfugiés en cours dans le monde, loin d'être des conflits entre états, sont des conflits à l'intérieur d'un pays, (problème colombien avec son conflit interne). « *Les états faibles sont particulièrement exposés à des violences internes, car les mécanismes crédibles qui permettraient de parvenir à un règlement pacifique des différends ou de chercher réparation en cas de violation des droits sont affaiblis ou hors d'état de fonctionner. Le conflit politique tourne à l'anarchie, l'État devenu simple protagoniste parmi d'autres, lutte pour s'emparer de dépouilles de plus en plus minces, et n'est plus en mesure d'assurer à la population une quelconque protection nationale* ».²⁸

Pour Véronique Lassailly-Jacob, dans le livre *Déplacés et réfugiés*, le phénomène migratoire des personnes déplacées a deux causes : la première est la catégorie des volontaires, la personne change d'endroit pour améliorer ses conditions de vie ; tandis que la deuxième serait involontaire, la personne est forcée par des circonstances imprévisibles, guerres, inondations, etc., cas plus spécifique du problème colombien. Cela veut dire que la personne agirait dans un contexte contraignant qui empêche ou réduit fortement toute possibilité de choix (situation des personnes déplacées de Cartagena). Lassailly-Jacob remarque par ailleurs que « *les violences issues de conflits politiques sont la principale cause d'exodes massives (exode colombienne)*. Elles s'associent de plus en plus à d'autres facteurs de crise, démographique,

²⁷H.A.C.N.U.R (Haut Commissariat des nations unies pour les réfugiés), (1993), *Rapport Annuel*, New York, USA.

²⁸ MARSHAL, Jean-Yves, « *Le déplacement : ses causes, sa dynamique* », (1993), Éditions la découverte, Paris, France.

économique et écologique qui ne permettent pas de dissocier facilement « réfugiés de la violence » et « réfugiés de la misère »²⁹, (phénomène des villes colombiennes).

Pour Flor Edilma Osorio Perez, chercheuse sur les droits humains et le déplacement à l'Université Javeriana de Bogotá, « *est déplacée une personne qui est obligée de migrer dans son propre territoire national, qui abandonne sa résidence et ses activités économiques normales, parce que sa vie, son intégrité physique ou sa liberté ont été vulnérabilisées ou elle se trouve dans des circonstances de menaces dues aux facteurs suivants causées par l'homme: Conflit armé interne, tensions intérieures, violence généralisée, violations massives, des droits humains ou autres circonstances provenant des situations antérieures qui mènent altérer l'ordre public* ». (Loi 387 de 1997)³⁰.

Il s'agit là de la définition d'une personne déplacée par la force, acceptée par l'état colombien, par l'ensemble des ONG et par ceux qui vivent ces situations-là.

²⁹ LASSAILLY-JACOB, Véronique, MARSHAL, Jean-Yves, QUESNEL, André, (1999), « *Déplacés et Réfugiés, la mobilité sous contrainte, Migrant malgré eux, une proposition de typologie* », Collection colloques et séminaires, Paris, France.

³⁰ OSORIO PEREZ, Flor Edilma, (2000), « *Le déplacement en Colombie* », Universidad Javeriana, Bogotá, Colombie.

CHAPITRE 2

LES RÉFUGIÉS, CARACTERISTIQUES ET PROBLÈMES.

2.1 L'adaptation psychoculturelle

Comme mentionné dans l'introduction de ce chapitre, on fait porter l'attention dans notre étude sur le déplacement forcé, et sur les difficultés que traversent les populations des quartiers marginaux qui ne maîtrisent pas le déplacement forcé. On regarde aussi les différents points d'étude liés à ce phénomène de mobilité sociale, comme l'acculturation dans un processus de migration obligatoire et les échanges culturels de pressions psychoculturelles, en considérant que parmi les phénomènes migratoires, les spécialistes distinguent le déplacement forcé des mouvements volontaires. L'attention portée sur le déplacement forcé tient compte que cette situation est vécue par les personnes déplacées de Colombie à cause du conflit entre les groupes armés hors la loi et du manque de représentativité et d'appui de la part du gouvernement central.

La vision du déplacement forcé entraîne une analyse de la notion des effets des adaptations sociales et psychologiques qui peuvent se produire sur l'individu déplacé. On associe cette contrainte au manque de capacité des personnes déplacées de contrôler la force externe qui a provoqué leur problème : la guerre dans la région où elles habitaient et l'adaptation sociale et culturelle dans le quartier de la ville où elles ont choisi de se réfugier. Dans un contexte comme celui-ci, on prend position sur les difficultés que traversent les populations des quartiers marginaux qui ne maîtrisent

pas le déplacement forcé, on regarde aussi les différents points d'étude de ce phénomène de mobilité sociale. En accord avec les circonstances historiques colombiennes, on ne peut pas classer les personnes déplacées de Colombie comme des déplacés volontaires. Cependant, on présente dans cette étude les interprétations de spécialistes qui aideront à bien saisir l'investigation.

2.2 Les adaptations psychoculturelles d'une personne déplacée

La législation internationale a créé trois groupes de réfugiés en fonction du statut qu'elle leur a reconnu : les « *réfugiés statutaires* », les « *réfugiés clandestins* » et les « *déplacés internes* ». Les déplacés internes sont ceux qui nous intéressent dans notre recherche, ceux qui sont pour Véronique Lassailly-Jacob identifiés comme « réfugiés de l'intérieur ». Il s'agit là de tous ceux qui, fuyant la violence, ont survécu par eux-mêmes en tant que « déplacés » dans leur propre pays, trouvant refuge dans les périphéries de villes comme Cartagena ou dans des régions isolées comme au Libéria ou au Soudan.

Les personnes déplacées sont souvent du même peuple ou de la même minorité, et elles sont vues comme telles par les agents de persécution. Cette définition selon Sophie Albert dans l'article 'Réfugiés de l'intérieur' ne comprend néanmoins pas la cause économique du déplacement. Les problèmes auxquels sont confrontées les personnes déplacées sont en effet de plusieurs natures. Selon l'auteur, tout d'abord, il y a le déplacement lui-même qui peut être un crime contre l'humanité ou un acte de persécution selon la situation et l'intention des déplaceurs. Il entraîne la perte de tous les biens, les séparations des membres de la famille proche, ainsi que les formes de violence dans lesquelles ils doivent vivre en arrivant à l'espace choisi pour habiter, comme le pillage et les attaques imprévisibles. Ensuite, le manque de ressources élémentaires, de soins, d'éducation pour les enfants ne leur permettent pas d'assurer leur subsistance et leur donnent des situations précaires. Albert mentionne que

lorsqu'il s'agit de la réinstallation des personnes déplacées, il se pose les problèmes de retour, de lieu de résidence, de reprise d'une activité économique, de leur sécurité et de leurs droits.

De son côté, l'auteur du livre *Les étrangers dans la ville*, Ida Simon-Barouh³¹, parle de la discontinuité que la personne éprouve dans son identité personnelle, la rupture entre le passé et ce qui est anticipé pour l'avenir. Le processus historique provenant de son propre milieu d'origine n'a plus ou presque plus de pertinence dans la nouvelle situation : « *L'avenir ne peut donc plus être perçu ou imaginé en terme familier et d'images connues et socialement partagées* ». En prenant cet exemple, on peut inclure la Colombie, pays multiracial et multiculturel qui contient les catégories auxquelles Madame Simon fait référence. On fait allusion en premier lieu à l'ethnique ou au racial, qui produisent des contraintes sociales différentes aux membres du groupe qui domine culturellement et qui définit la situation. Notamment, la Colombie est un pays multiculturel et multiracial qui a eu de problèmes de discrimination à tous les niveaux au long de son histoire : économiques, politiques, raciaux et culturels.

La deuxième catégorie appartient aux gens qui ont été déracinés de leur milieu social et qui ont été transplantés dans un autre. Mentionnons ici notre principal objet d'étude : les personnes déplacées des quartiers marginaux de Cartagena.

Pour Simon, ce déracinement a des implications à plusieurs niveaux ; la marginalité individuelle et collective d'une part, être nouveau dans un contexte social différent d'autre part. L'entendue de leurs expériences et des relations sociales s'en voit aussi diminuée. Ces éléments peuvent marquer un individu dans son adaptation sociale par rapport à la langue, l'accent, la religion, la condition économique, l'éducation, et le niveau de statut social. Dans son identité, l'individu forcé à se déplacer doit traverser

² SIMON BAROUH, Ida, et SIMON, Jean Pierre, (1998), « *Les étrangers dans la ville, l'insertion des immigrés : approche conceptuelle* », l'Harmattan, Paris, France.

un choc d'adaptation psychoculturel au début de son processus migratoire, puis parfois un état de détresse, jusqu'à ce que l'acceptation de la réalité se fasse. Cette notion, on la met en considération parce qu'on remarque le contexte culturel de la personne déplacée de Cartagena, et les crises de leurs histoires connues dans les entrevues faites pendant la recherche de ce mémoire, et qu'on verra plus loin en détail.

De la même manière, on voit les valeurs personnelles et les mécanismes de protection utilisés de façon individuelle pour survivre devant les différences culturelles du nouvel endroit choisi pour habiter.

Ce processus a été étudié et théorisé par Simon qui, d'abord, explique que la personne, en arrivant dans un nouveau contexte, doit reconstruire ses champs d'activités, ses réseaux de relations sociales et institutionnelles. « *Ce processus de reconstruction doit, premièrement, avoir lieu au niveau cognitif et symbolique, en même temps qu'au niveau des comportements et des décisions concrètes. On s'y engage avec le capital individuel et social à sa disposition, capital qui vient en général de son propre milieu social (Groupe famille, groupe ethnique, religion milieu professionnel, groupement politique) et cela va sans dire, de leurs caractéristiques personnelles* »³². Ces caractéristiques sont expliquées dans notre recherche à travers la considération des différents accents de l'espagnol en Colombie entre les régions et les villes. Il y a en même temps une discrimination remarquée par la couleur de la peau et la condition économique et intellectuelle de la personne.

L'identité et l'altérité vont ainsi représenter pour Simon un paradoxe chez le déplacé. Il s'agit en effet pour les personnes déplacées de devenir autres tout en restant elles-mêmes. La personne doit traverser un deuil, état de détresse spécifique qui caractérise

³² SIMON BAROUH, Ida, et SIMON, Jean Pierre, (1998), « *Les étrangers dans la ville, l'insertion des immigrés : approche conceptuelle* », l'Harmattan, Paris, France.

une personne déplacée durant les premières années de son installation en terre étrangère. Selon cet auteur, c'est là la réponse du mécanisme de défense de l'individu contre une situation originellement traumatisante et ses répercussions secondaires.

Ce même concept de deuil pour León et Rebecca Grinberg « implique tout un processus dynamique complexe, qui englobe la personnalité tout entière de l'individu, et englobe d'une manière consciente ou inconsciente, toutes les fonctions du Moi, ses attitudes, ses défenses, et en particulier ses relations avec les autres »³³. Dans cette recherche, les personnes déplacées involontaires de Cartagena doivent manifester le deuil comme un facteur déterminant d'affectation, à cause des conditions dans lesquelles elles ont réalisé leur déplacement. Le deuil déterminera le type d'anxiété pendant la mobilisation de la personne de façon prédominante. On peut ainsi dégager des concepts importants de l'interprétation des explications antérieures afin de bien comprendre les adaptations sociales et psychoculturelles que doit faire un individu déplacé dans une ville comme Cartagena.

2.3 L'acculturation, un processus de migration obligatoire

La recherche en psychologie sociale met en évidence l'acculturation comme un processus par lequel un groupe humain assimile une culture étrangère à la sienne³⁴. Le mot «*acculturation*», signifie le processus d'apprendre une nouvelle culture. Souvent, ceci signifie se déplacer vers une nouvelle société où la «*culture*» est différente, mais c'est également une partie de l'adaptation dont on a besoin pour faire face, tandis que notre propre communauté change autour de nous³⁵.

Le concept d'acculturation reflète les changements concernant les valeurs, les

³³ GRINGERG, León et Rebecca, (1986), *Psychanalyses du migrant et de l'exilé*, édition Cesura, Paris, France.

³⁴ ROBERT, Paul, (1984), *Dictionnaire*, La tipografica, Italie.

³⁵ BARTLE, Phil, (2004), *Internet*. bm038@scn.or.

attitudes, les croyances et les comportements que devraient avoir les personnes déplacées de Cartagena dans leur adaptation au nouveau contexte. Ces changements, selon Villancourt³⁶, ne touchent pas seulement les nouveaux arrivants. Ils opèrent aussi dans la société d'accueil, affirmation explicitement remarquée dans les quartiers marginaux de Cartagena, qui reçoivent les nouveaux arrivants malgré leur manque de ressources et de conditions nécessaires pour la prise en charge sociale et économique des nouveaux venus. De la même façon, l'influence réciproque ne peut cependant se réaliser qu'à partir du moment où les acteurs développent des liens significatifs.

Kozakai³⁷ révèle l'exemple du peuple japonais dans son occidentalisation. Celle-ci se caractérise par une fermeture au monde extérieur, en même temps qu'elle absorbe tranquillement les idées, les valeurs, et les objets étrangers. Tout ceci pour expliquer que la fermeture et l'ouverture ne s'opposent pas. Par ailleurs, l'acculturation vécue par le peuple japonais est l'effet en grande partie de son isolement historique. Dans un contexte pareil, on peut souligner que Kozakai fait référence aux mécanismes de défenses auxquels sont sujets les individus lors de leur déplacement forcé ou involontaire. Sous cet angle, l'individu construit une espèce de système immunitaire qui autorise les échanges d'énergies et d'information avec l'environnement extérieur, grâce à une fermeture relative et sélective. « *Les mécanismes de défense rendent possible l'intégration des objets étrangers sans mettre en péril l'intégrité identitaire* », affirme Kozakai.

L'interprétation du terme acculturation dépend en tout temps de l'auteur. On cherche avec ces interprétations à donner un aperçu général pour trouver une explication logique au phénomène que vivent présentement les personnes déplacées de Cartagena qui vivent dans de conditions précaires.

³⁶ VILLANCOURT, François, (1994), « *Le Réseau de soutien social et son impact sur le processus d'adaptation des immigrants* », Université du Québec à Montréal, Montréal.

³⁷ LOCKE, J., (1994), *Identité et différence*, La Découverte, Paris.

Une autre définition d'acculturation est présentée par Berry³⁸, qui l'explique comme une variable dépendante de la situation qu'a vécue l'individu dans son expérience de déplacement forcé ou pas. Il essaie de l'expliquer à partir de l'adaptation sociale qui s'applique parfaitement aux personnes déplacées qui arrivent à Cartagena. L'acculturation n'est pas un conflit culturel, elle est vue comme un facteur de stress pour les individus qui vivent ce phénomène : l'expérience in situ, à Cartagena, démontre que ces personnes déplacées sont en train de vivre des situations similaires.

2.4 Les échanges culturels résultant des pressions psychoculturelles

Pour Berry encore, les politiques concernent les groupes et les pressions mises sur eux par la culture dominante. Toutefois, l'accent est mis sur la capacité d'adaptation des individus et leur niveau de stress, lequel serait déterminé essentiellement par leurs attitudes. De la même façon, on trouve chez Berry les conséquences que peut développer un individu en tant que personne déplacée : l'attitude fait référence à la manière de se tenir, au comportement qui correspond à une certaine disposition psychologique de l'individu, à l'affectation de ce qu'on n'éprouve pas³⁹. Berry suggère, en ce qui concerne l'attitude dans le processus d'acculturation⁴⁰, un modèle d'adaptation présenté en quatre étapes : l'assimilation, l'intégration, la séparation (ou ségrégation) et la marginalisation. Une personne déplacée qui change du milieu culturel doit vivre un processus catégorisé de la façon suivante :

- l'assimilation qui va correspondre à l'état dans lequel se trouve un individu lorsqu'il a intégré le modèle culturel de la société d'accueil
- l'intégration serait l'état atteint par l'individu lorsqu'il a réalisé

³⁸ BERRY, J.W., (1986), *International Review of applied Psychologie.*, Pocket, New York.

³⁹ BERRY J. Kim U, POWER S., YOUNG M et BEJARI, (1986), *International Rreview of applied Psychologie.* New York.

⁴⁰ BERRY, John, (1986), *Applied Psychologie and international Review*, New York.

l'assimilation structurelle c'est-à-dire lorsqu'il a pénétré les structures occupationnelle et sociale ainsi que les organismes politiques, sociaux et culturels

- la séparation, qui s'apparente à l'intégration. Elle s'effectue sans que l'immigrant ou le déplacé n'aient développé de liens significatifs avec les institutions propres à la société d'accueil et avec ses membres.
- la marginalisation est l'état atteint par les immigrants lorsqu'ils n'ont pas réussi à s'intégrer. Cet état s'accompagne généralement d'un déséquilibre biologique, psychologique ou social.

En accord avec ces explications, on peut souligner que « *l'attitude* » des personnes déplacées de Cartagena serait reliée directement à l'origine culturelle, régionale, économique et éducative de l'individu. Pour tel motif, la personne affectée s'inscrira dans un processus d'acculturation, et en même temps, manifestera des attitudes différentes aux originaux.

Villancourt explique qu'il est possible de déterminer cette attitude d'acculturation dans deux domaines d'intérêt : le désir personnel d'entretenir des relations interethniques d'un côté, et le désir de préserver et de développer leur identité culturelle, leurs coutumes, etc., de l'autre. En troisième lieu, la personne passe par un processus d'adaptation qui est interprété comme l'action de s'adapter, et comme la modification qui en résulte⁴¹. Pour Simon, c'est l'accommodation au milieu physique de l'endroit d'accueil. Le concept englobe aussi l'aménagement de l'espace auquel procèdent les personnes déplacées dans le but de réduire la différence qualitative angoissante entre l'habitat nouveau et l'ancien.

Villancourt montre que ce processus individuel est la réaction de l'individu à la

⁴¹ ROBERT, Paul, (1999), *Dictionnaire Le Robert Micro*, La tipografica, Italie.

demande ou aux pressions internes de son organisme ou à celles de son environnement externe ; il réagit encore plus lorsque les demandes et les pressions constituent des stimuli stressants.

En quatrième lieu, l'intégration est exactement l'incorporation à un système. En même temps, elle est le processus d'intégration de l'individu, et est confrontée, dans la plupart des cas, à un apprentissage obligatoire de la nouvelle société d'accueil par la personne déplacée. C'est une période de resocialisation, comme expliqué par l'auteur⁴². Il s'agit de l'apprentissage de nouveaux codes de comportements, d'initiation aux manières d'agir, d'acquérir de nouvelles habitudes de vie, de connaissances (des normes, des règles, des services, du marché du travail, des activités sociales, etc.), d'habilités, etc.

Pour Douglas et Massey⁴³, dans une étude du processus d'intégration des Mexicains aux États-Unis, il existe des indicateurs d'intégration qui nous mènent à trois dimensions d'intégration : l'intégration personnelle, l'intégration sociale, l'intégration économique.

Il faut préciser que dans le cas des personnes déplacées par la force et par les circonstances dans lesquelles elles se circonscrivent, ces dimensions peuvent être vues comme des obligations dues à la force du même processus migratoire. Ce modèle montre donc le fort processus d'acculturation vécu par les personnes déplacées de Cartagena, sachant que ces individus doivent chercher une perspective plus ouverte que les conditions de précarités qu'ils sont en train de vivre. Ils doivent en effet en même temps passer par l'assimilation de la culture de la ville, par la force

⁴² VILLANCOURT, François, (1994), *Mémoire de la maîtrise en communication sociale*, Université du Québec à Montréal, Montréal.

⁴³ MASSEY et DOUGLAS S, (1987), *The social process of international migration from western Mexico*, University of California Press, Los Angeles, USA.

et le rythme imposés par la société d'accueil même.

Pourtant, tout n'est pas seulement une question technique, c'est aussi une question de logique : l'assimilation des personnes déplacées de Cartagena dans un nouvel espace social ne saurait être totale. En effet, il se présente entre eux des différences fondamentales religieuses, familiales etc. qui, d'une façon ou d'une autre, peuvent être incompatibles avec la société d'accueil. Tout peut changer : la religion, la morale, l'accent ou la coutume. Dans cette étude, on peut relier ces explications aux différences culturelles de la Colombie, lesquelles sont énormes en raison des mixages d'ethnies. Dans ce contexte, on peut comprendre les personnes déplacées de Cartagena qui souffrent d'un choc culturel, social et économique lors de leur installation.

En reprenant Simon, il apparaît que la valeur du capital culturel des personnes déplacées change dans la mesure où elles fonctionnent dans un nouveau marché économique, social et politique. Pour comprendre ceci, on peut s'appuyer sur l'idée du sociologue Pierre Bourdieu, qui explique ce changement du capital culturel comme un pouvoir de classer les agents dans l'espace social et d'instaurer de la discontinuité dans la continuité des niveaux de revenus, en créant des unités discrètes constituées autour des mêmes goûts culturels et reconnues par le niveau d'éducation. Il soulève le principe de la formation de groupes sociaux distincts qui vont se reconnaître à partir de la hiérarchisation des classes sociales⁴⁴.

La démonstration de Bourdieu indique qu'autour du goût et d'un fort capital culturel mesuré en termes de compétences ou de pratique culturelle, un individu dans un nouvel espace ira toujours confronter ses propres valeurs culturelles, qui sont attachées aux positions qu'il leur assigne. On aborde cette analyse en reconnaissant

⁴⁴ BOURDIEU, Pierre, (1984), *Symbolic violence*, Sage publications, London.

l'origine sociale et les pratiques culturelles des personnes déplacées et de leur culture légitime, ce qui permettra d'examiner les modes d'acquisition culturelle des individus.

Une interprétation de cette analyse peut se voir dans le contexte des échanges culturels, ethniques et sociaux de cette étude. Spécifiquement, on peut donner l'exemple des personnes interviewées dans cette recherche lors leurs témoignages. Elles y démontrent leur haut degré de peur face à la nouvelle vie liée à l'incertitude de commencer à zéro et à la crainte d'être discriminées pour cause d'analphabétisme. On remarque que ces personnes, dans la plupart de cas, sont des paysans qui n'ont jamais vécu dans une ville. Alors, on peut remarquer la peur liée à leurs conditions sociale, économique et culturelle, qui les affaiblissent face aux habitants de Cartagena. La manière avec laquelle ils ont acquis des pratiques culturelles spécifiques, selon Bourdieu (1984), est qu'ils ne sont pas conscients de la force qu'ils ont comme culture. Ces pratiques culturelles deviennent ensuite l'objet de luttes de pouvoir entre classes sociales hiérarchisées. De la même façon, elles deviennent alors des indicateurs qui les déterminent. Pourtant, les pratiques et compétences culturelles sont diversement valorisées selon les champs où elles s'inscrivent.

C'est ainsi que les classes sociales se définissent, chez Bourdieu, par l'intermédiaire de la double détermination des conditions de vie d'une part, et des pratiques culturelles (ou de goûts) d'autre part. Un exemple, c'est l'estime de soi des individus déplacés de Cartagena ; ils se voient d'une certaine façon avec un oeil discriminatoire dépendamment de leur origine, de leur accent, de leur travail et finalement de l'argent qu'ils ont pour survivre. C'est à partir de ce constat que Bourdieu affirme que les échanges peuvent exprimer des relations de pouvoir ; les êtres humains sont sensibles aux variations de l'accent, du vocabulaire, et de la syntaxe qui sont le reflet de différentes positions dans la hiérarchie sociale. On est attentif à la façon individuelle de parler, avec les différents degrés d'autorité et les mots sont utilisés en fonction de

qui les utilisent. Bourdieu emploie cette approche en séparant la langue à partir de la condition sociale, en tant que production, reproduction et utilisation. Cela permet d'établir un lien avec les niveaux de discrimination et de violence symbolique que peuvent vivre les personnes déplacées de Cartagena.

L'analyse se fait cependant à partir des échanges proposés dans la même dynamique sociale de la problématique. Une fois que les personnes déplacées arrivent dans un nouvel endroit pour y vivre, les capacités individuelles sont marquées par les conditions qui vont différer dépendamment du lieu, du temps, et des agents. Cela va être interprété par Bourdieu comme une espèce de violence symbolique qui est le produit des échanges sociaux et sera souligné dans la lutte normale de l'individu pour gagner un espace, un lieu et un niveau de représentativité dans la hiérarchie sociale. La violence symbolique peut ainsi apparaître comme une imposition, comme une norme sociale qui oblige les individus à insérer leur capital culturel dans la suprématie des classes sociales. Pour Bourdieu, le vrai principe de la magie sociale se retrouve dans l'exemple d'un porte-parole qui dévient une violence symbolique. Cette violence symbolique assume différentes formes dans la société, lesquelles seront régularisées à travers le marché, l'éducation, le système et l'état.

Cette analyse porte directement à réfléchir à la pensée des personnes déplacées de Cartagena. Pour elles, la seule manière d'appartenir et de se représenter en société, c'est avec de l'argent, ce qui, pour eux, va être un outil de leur valorisation comme individus. Cependant, on a remarqué que les personnes déplacées de cette étude donnent beaucoup d'importance au niveau intellectuel des gens, raison pour laquelle ils se sentent en condition d'infériorité quand il s'agit d'aller devant un bureau gouvernemental. Ils y sont gênés en raison du manque de connaissance de leur droits civils et ainsi de leur insécurité à les réclamer.

Les individus qui sont placés dans une position dominante peuvent dispenser avec

des stratégies directement le pouvoir sur les autres. La violence est construite dans l'institution de soi-même. Pour Bourdieu, elle appartient à la culture arbitraire, au système de pouvoir et aux relations entre les groupes et les classes. Ces relations servent à soutenir l'existence de la domination. Selon Bourdieu, si une culture reproduit son propre système d'éducation et en même temps devient arbitraire, c'est certain qu'elle reproduira la domination de groupes et des classes. On peut observer dans ce contexte les mouvements sociaux pour légitimer leurs rôles dans un espace hiérarchisé. Les personnes déplacées de Cartagena vivront alors les adaptations psychoculturelles imposées par la dynamique des classes sociales de l'endroit choisi pour vivre.

Si on se base sur les explications données par ces auteurs, on peut réfléchir sur la situation que traversent les personnes déplacées de cette recherche. On identifie leur choc psychoculturel, lequel n'est pas clair, seulement lorsqu'ils commencent à manifester des maladies psychosomatiques. Or, ces personnes déplacées dans leur processus d'adaptation sont souvent isolées normalement par la force de leur peur interne, peur qui est manifestée dans leur façon de cacher leur passé (témoignage lors les entrevues sur place à Cartagena, voir chapitre 4) et leur peur d'identifier les auteurs de leur déplacement.

La lutte des individus entre leur désir de s'en sortir, d'obtenir ce qu'ils sont venus demander, et leur peur de l'inconnu et du changement, fait que les habitants des quartiers marginaux de la ville de Cartagena prennent des attitudes particulières afin de se protéger et de se prémunir contre leurs craintes. « Déracinées, les personnes déplacées fuient pour sauver leur vie, pour échapper à toute forme de mort, personnelle ou familiale, économique ou politique, dans une volonté de survie, avec l'espoir de trouver ailleurs refuge, protection, vie décente, travail, dignité. Bref, une

vie supportable »⁴⁵. Cité comme un clair exemple de l'imposition, par la force, d'une idéologie, d'une structure de société à des peuples qui ne l'ont pas choisie, qui s'y refusent ou qui y résistent, le cas colombien demeure significatif dans l'étude psychosociale.

L'impact vécu dans les deux sens, par les habitants des villes et par les personnes déplacées, a développé la misère et la pauvreté extrêmes. Les personnes déplacées sont, dans la majorité de cas, des paysans qui dans les dix dernières années ont fui des menaces de crimes perpétrés par des groupes de guérillas, des paramilitaires et par l'armée colombienne. Aussi, ils ont fui des massacres perpétrés par les abus des exécutions extrajudiciaires de la force publique, et en même temps que la violence généralisée par le narcotrafic. Ces personnes ont été déplacées, humiliées et dépourvues de dignité. Elles souffrent de marginalité, de discrimination et elles ont peur de leur avenir ; sans le vouloir, elles deviennent aussi des cibles pour nourrir toute forme de délinquance ou d'indiscipline sociale, car elles sont en effet discriminées sans résolution de leur problématique.

En guise de synthèse à ce chapitre, on peut mentionner qu'on a constaté et prouvé que les personnes doivent traverser des adaptations sociales et psychologiques lors d'un déplacement forcé ou involontaire. De la même façon, on a constaté que les problèmes pour lesquels les personnes déplacées quittent leurs endroits de résidence, ou les problèmes qu'ils doivent affronter sont de plusieurs natures : l'expulsion de leur terre par des groupes armés, la perte de tous leurs biens, la séparation de membres de famille proches, la violence dans laquelle ils doivent vivre en arrivant à l'espace choisi pour habiter.

⁴⁵ JACQUES, André, (1985), *Les Déracinés, réfugiés et migrants dans le monde*, Éditions la Découverte, Paris.

Dans ce chapitre, on a parlé des contraintes sociales, comme l'ethnique ou la raciale, que doivent affronter les gens, déracinés de leur milieu social et transplantés dans un autre. Ces contraintes peuvent marquer un individu dans son adaptation sociale par rapport à la langue, l'accent, la religion, la condition économique, l'éducation, et le niveau de statut social. La personne déracinée doit traverser un deuil, état de détresse spécifique qui caractérise une personne déplacée, durant les premières années de son installation en terre étrangère. León et Rebecca Grinberg parlent de ce deuil comme d'un type d'angoisse pendant la mobilisation de la personne de façon prédominante. Ceci apporte des explications à l'investigation et permet de dégager des concepts pour l'interprétation des adaptations sociales et psychoculturelles que doit faire un individu déplacé dans une ville comme Cartagena.

Un concept important cité a été celui de l'acculturation, qui a permis d'interpréter les changements que traverse une personne déplacée concernant ses valeurs, ses attitudes, ses croyances et ses comportements. Selon Villancourt, ces changements touchent deux parties : les nouveaux arrivants et la société d'accueil. Berry explique aussi l'acculturation à partir de l'adaptation sociale, laquelle n'est pas un conflit culturel. Elle est plutôt vue comme un facteur de stress pour les individus qui vivent ce phénomène. De la même façon, on trouve citées chez Berry les conséquences que peut développer un individu en tant que personne déplacée et marquée dans son attitude. Il suggère quatre étapes : l'assimilation, l'intégration, la séparation, et la marginalisation.

À part avoir étudié des auteurs qui ont étudié le processus que doit traverser un individu déplacé, on s'est appuyé sur les interprétations de Bourdieu, qui, explicitement, fait référence au pouvoir du capital culturel dans la formation de groupes sociaux distincts qui vont se reconnaître à partir de la hiérarchisation des classes sociales. Pour lui, la confrontation de valeurs culturelles des individus dans leur propre espace est attachée aux positions qu'ils leur assignent, c'est-à-dire la

manière avec laquelle ils ont acquis des pratiques culturelles spécifiques, et qu'ils n'ont pas conscience de leur force comme culture. On mentionne l'exemple de l'estime de soi des personnes déplacées de Cartagena, la discrimination dont ils souffrent lors leur arrivée à la ville à cause de leur origine, leur accent, etc. Pour Bourdieu, les échanges expriment des relations de pouvoir qui se révèlent à travers la violence symbolique, qui apparaît comme une imposition. On peut ajouter ici l'indifférence de la société qui regarde le drame de la personne déplacée comme quelque chose de lointain. Malgré tout, on considère que ce problème n'a pas de solution rapide. Ceci confirme les études faites par les théoriciens au niveau psychosocial et les conflits du capital culturel mis en étude par Bourdieu, ainsi que le prouve dans cette étude l'analyse personnes déplacées de Cartagena.

CHAPITRE 3

QUESTION DE RECHERCHE ET ASPECTS METHODOLOGIQUES

Dans ce chapitre, on aborde les aspects méthodologiques et, dans un premier temps, on énonce la méthode d'étude inspirée de l'ethnographie et la question de recherche comme étant la clé principale de l'investigation. Dans un deuxième temps, on présente les variables identifiées. On identifie le besoin qui donne son origine à la problématique, et en même temps, la méthode d'étude suivie d'un questionnaire de développement sur la question de recherche, un choix épistémologique, et le type d'entrevue utilisée avec une grille de questions. On finalise avec l'échantillon et les considérations éthiques.

3.1 Choix épistémologique

J'ai été confronté à des choix méthodologiques, plusieurs questions sont venues, par exemple : Quelle recherche ? Quantitative ou qualitative ? À quel type d'analyse soumettre les données recueillies ? Et comment rendre ces analyses intéressantes pour le lecteur ? Définitivement, avoir un directeur de mémoire m'a aidé dans mes décisions finales. La quête de ces réponses fut l'occasion d'apprentissages marquants ainsi que des résultats de mon étude. Finalement, on a opté pour la technique de recherche qualitative, qui a permis de voir différents aspects dans la dynamique d'étude de la personne déplacée dans des circonstances forcées : les raisons, les conséquences, les problèmes et les enjeux psychoculturels. De la même façon, cela ensuite a conduit à affiner la méthode lors de la collecte et de l'analyse des données

et, en même temps, a permis d'étudier le faible taux de scolarisation, le mauvais accès aux services d'éducation de base, primaire et secondaire, et à l'assistance médicale des personnes déplacées.

Il a paru finalement fondamental d'utiliser la technique qualitative. En effet, il s'agissait de prouver scientifiquement l'investigation sur la nature de l'adaptation sociale que connaissent ces personnes déplacées dans leur nouveau milieu. Il a été aussi bien important de voir le rapport et le degré de responsabilité individuelle dans le phénomène. Par exemple, au moment de l'arrivée de ces personnes à Cartagena, leur rapport avec la société globale, (la ville de Cartagena) la communauté locale, (le quartier marginal) la famille (sa famille, s'ils sont arrivés en groupe familial ou s'ils ont été obligés d'être séparés) et avec lui-même comme individu (sa perception du milieu et son processus d'assimilation).

3.2 La question de la recherche

Dans le 1er et le 2ème chapitre, on englobe le contexte théorique conceptuel et historique de ce travail d'investigation. On remarque donc des éléments qui aident à former le cadre de connaissances nécessaires pour interpréter cette recherche. Comme on le voit dans le premier chapitre, Cartagena de Indias a été choisie comme laboratoire pour cette recherche, en raison de la grande problématique présente chez les personnes déplacées provenant de tous les coins de Colombie. Alors le processus historique de « la violencia » dans le pays a provoqué l'accroissement de la guerre, et par conséquent le conflit psychosocial des personnes déplacées dans les quartiers marginaux des villes.

Si on voit cette situation de près, on peut mentionner les différents points de vue des théoriciens de la recherche psychosociale vus au chapitre 2. Ils parlent du conflit de l'individu déplacé comme étant victime de corruption, d'adaptation, d'intégration,

d'assimilation, de migration, des droits civils, du deuil, de déracinement, de séparation, de marginalisation, de détresse, d'acculturation, de coutumes, de capital culturel.

Pour définir l'objet de ce travail de recherche, on commence avec la question générale, laquelle s'exprime comme suit :

- Quelle est la nature des problèmes d'adaptation sociale vécus par les personnes déplacées, (réfugiées internes) à cause de la situation de guerre en Colombie ?

Comme l'explique bien Mayer, la sélection de la question ou de sujet est souvent plus ardue. Pour moi, elle l'a été aussi. Il y avait différents points à analyser dans une problématique comme celle-ci. Alors, pour mieux comprendre la nature, les causes et les conséquences de ce problème social, on a décidé de privilégier les aspects psychologiques d'adaptabilité et culturels de l'individu. Cette question fait appel à mes interrogations personnelles sur la problématique des personnes déplacées dans les quartiers marginaux de Cartagena. Des scandales de corruption rapportés dans les médias colombiens se sont produits par rapport à l'aide gouvernementale envers ces personnes déplacées. Peu de ressources existent pour améliorer cette situation. Il n'y a ni présence étatique, ni parapublique, c'est l'absence de ressources pour aider ces gens-là qui m'a fait réfléchir.

J'ai eu à considérer différents aspects des personnes déplacées pour formuler la question de la recherche. Celles-ci ont donc porté l'attention spécifiquement sur la psychologie, la culture, et les côtés individuel et collectif des gens impliqués dans la problématique. De la même façon, on s'est intéressé à leurs difficultés d'adaptation à un nouveau milieu de vie.

Comme intervenant social, je considère que l'objectif général de la recherche est d'accompagner au niveau psychosocial les personnes déplacées dans leurs processus

de déracinement migratoire et d'installation dans leurs nouveaux espaces de vie pour qu'ils commencent à sentir leurs vraies valeurs comme des êtres humains, et qu'ils commencent à connaître leurs droits civils fondamentaux. Des questions secondaires ont été formulées pour donner un sens logique aux entrevues faites avec les personnes choisies dans cette recherche.

3.3 Développer la question de recherche

Il faut exprimer avec la question de recherche l'objet de l'investigation et à partir de là, on fera de nouvelles formulations de questions ponctuelles qui apporteront de solutions concrètes à la problématique expliquée dans le chapitre 1. Les sous-questions suivantes sont essentiellement tirées de la question générale qui prétend décortiquer le processus de la recherche de façon spécifique. Ces questions ne sont pas hors contexte de l'objet général du travail ; elles soumettent des actions à suivre pour arriver aux solutions de la problématique décrite.

Les questions présentées ci-après découlent du questionnaire des entrevues (voir annexe 2, grilles de questions) réalisées auprès des personnes déplacées ; ces questions présentent une référence au contexte général de la situation réelle des interviewés :

- En raison de leur extrême pauvreté les personnes déplacées, se font-elles expulser violemment de leurs régions d'origine ?
- Les personnes déplacées souffrent-elles d'un choc de détresse psychologique ?
- Le déplacement forcé est-il dû au caractère violent et endémique de la guerre ?
- Les personnes déplacées au moment de quitter leur foyer, doivent-elles émigrer individuellement ?

3.4 Méthode d'étude

La recherche est en partie basée sur une méthode qui s'inspire de l'ethnographie et/ou de l'observation participante, d'un point de vue général et conscient dans l'application des champs anthropologique et sociale. L'ethnographie est conçue comme la science qui étudie, décrit et classe les cultures et les populations. Le terme *ethnographie* issu de l'anthropologie est défini comme une branche de l'anthropologie qui a pour objet la description scientifique des cultures individuelles. Dans cette perspective, on distingue l'ethnographie comme une « *théorie de la description* », conception qui a conduit à former l'idée que l'ethnographie est seulement un reflet de la réalité concrète, un chiffre empirique, absolu et relatif, en accord avec des catégories arbitraires.

Dans le cadre de cette recherche, l'ethnographie constitue une alternative méthodologique qui diffère des méthodes traditionnellement employées. On peut dire que le terme ethnographie a été utilisé pour grouper et étiqueter toutes les études descriptives. A titre d'exemple, la méthodologie qualitative proportionne une image de la vie, des faits, des actions, de la culture, des groupes dans des scénarios spécifiques et contextuels. La méthode ethnographique va plus loin que le scénario de l'ambiance, incluant l'histoire, les coutumes, la langue dans une ambiance d'interaction sociale naturelle (non artificielle). Une caractéristique relevant de l'ethnographie, c'est l'incorporation d'expériences, d'attitudes, des pensées, des réflexions des participants⁴⁶.

Par la suite, la recherche demande un énoncé qui prétend arriver à l'objectif général, lequel a un besoin et dont l'interprétation est : « *Faire un pacte national où tous les*

⁴⁶ GUTIÉRREZ, L. Y, DENIS,, L., (1989), *La Etnografía como metodología de investigación*, Universidad Nacional Experimental "Simón Rodríguez", Caracas.

acteurs du conflit armé arrivent à un compromis avec la société civile pour arrêter la guerre ». Ce besoin, on l'interprète comme une hypothèse qui explique l'origine de la guerre et le déplacement de personnes comme étant la réponse aux inégalités sociale, économique et culturelle de la société. Envers l'exercice du pouvoir dominant et pas transformateur, les dominants se sont les vainqueurs et les transformateurs les perdants. La Colombie vit depuis 40 ans « la violencia », comme on l'a bien expliqué au premier chapitre. Cet aspect additionne des conflits sociopolitiques manifestés de la façon suivante :

A. la corruption des organismes étatiques qui est manigancée par l'élite économique de droite de Colombie

B. La lutte pour le pouvoir politique des acteurs du conflit armé comme : les groupes paramilitaires d'extrême droite, la guérilla d'extrême gauche et l'armée nationale de droite

C. La lutte de classes sociopolitiques dû au manque d'application des droits civils fondamentaux, produit d'une société marginalisée et exclue.

D. La réforme agraire proposée n'a pas été adaptée aux circonstances réelles des paysans, lesquels sont expropriés de leurs terres par l'élite de droite, les paramilitaires d'extrême droite et la guérilla d'extrême gauche.

On peut définir ces variables comme des éléments distractifs qui empêchent de trouver la paix en Colombie. De la même façon, elles cherchent par tous les moyens à ne pas permettre à la société civile de vivre en démocratie.

3.5 Les entrevues

Pour les entrevues, je me suis inspiré de l'ethnographie parce qu'on se rend compte que cette méthode tend vers la comparaison. La méthode ethnographique présume en effet que les actions sociales sont réalisées par les participants pris dans leurs façons

de percevoir, de comprendre, d'interpréter, de juger, et d'organiser leur monde. Dans la recherche, on tient compte donc du rôle de l'acteur et on insiste sur la compréhension des actions sociales dans cette perspective de l'acteur. Cette méthode mène à des descriptions analytiques et reconstructives de scènes culturelles et des groupes de façon intacte⁴⁷.

De la même façon, on s'est rendu compte que l'ethnographie regroupe pour le lecteur les croyances partagées, les pratiques, les éléments, les connaissances folkloriques et les comportements d'un groupe spécifique. L'idée de la recherche ethnographique intègre deux éléments : une observation du milieu et des entrevues avec des informateurs clés. Dans l'observation du milieu, on évalue la mesure dans laquelle on fait une recompilation de la scène culturelle étudiée. Ceci pour que le lecteur soit capable de visualiser la même scène dont a été témoin le chercheur⁴⁸. Avec les entrevues des informateurs clés, on transcrit de façon transparente les témoignages et les histoires racontées pour eux ; on a voulu être fidèle à l'investigation et aux interviewées en respectant, à leur demande, leurs vraies identités et leurs vrais lieux d'origine.

L'ethnographie permet une réflexion profonde et constante sur la réalité. Elle donne des significations à tout ce qu'on voit, écoute ou fait. Cette méthode développe des approximations hypothétiques et se redéfinit continuellement jusqu'à arriver à construire et à interpréter cette réalité dans une reconstruction théorique. Une de ses caractéristiques importantes est ainsi que l'ethnographie incorpore les expériences, les croyances, les attitudes, et les pensées des participants.

⁴⁷ SPRADLEY, J.P., (1979), *The ethnographic interview*, Holt, Rinehart and Wriston, New York.

⁴⁸ HAMMERSLEY, M., (1983), *Ethnography: Principles and practice*, Tavistock, New York.

Pour la présentation des entrevues, comme chercheur, j'ai décidé de les présenter sous la forme d'un récit journalistique et de les faire en première personne. L'idée est d'être présent comme auteur et chercheur et de donner une approche d'observation participante. J'utilise les conseils de Van Maanen⁴⁹ dans la narration, en décrivant des scènes observées au lecteur. Ce type d'observation m'a permis de décrire et comprendre l'environnement et les événements qui se déroulent. Massonat⁵⁰ explique que l'observation est plus qu'une technique ou une méthode de recueil de données, « elle est une démarche d'élaboration de savoirs ». Et selon Peretz, l'observation participante comprend trois activités principales : « une forme d'interaction sociale avec le milieu étudié pour être présent sur les lieux, des activités d'observation, et enfin, un enregistrement de données observées, c'est-à-dire principalement une prise de notes »⁵¹.

À partir de ces caractéristiques, j'ai retenu l'observation participante, ce qui m'a permis d'ouvrir mon champ d'action pour l'investigation. Au départ, j'avais choisi ce sujet de mémoire en considérant que j'avais des facilités pour me déplacer et m'héberger à Cartagena. Dans un deuxième temps, j'ai choisi la recherche qualitative, l'observation directe méthodique et des techniques qui ont enrichi l'investigation. Par la suite, j'ai fabriqué une grille de questions que j'ai utilisée sur le terrain lors des entrevues ; ces questions m'ont permis d'établir une organisation et d'avoir plus de clarté au moment de questionner les interviewées. Avec l'observation participante, j'ai dû suivre des étapes de recherche qui m'ont donné plus de sécurité et de tranquillité dans le moment de la recherche sur le terrain.

⁴⁹ VAN MAANEN, J., (1988), *Tales of the field*. University of Chicago press, Chicago.

⁵⁰ MASSONNANT, (1987), « observer », *les techniques d'enquête en sciences sociales : observer, interviewer, questionner*, Dunod, Paris.

⁵¹ PERETZ, H., (1998), *Les méthodes en sociologie : l'observation*, La Découverte, Paris.

Ces étapes d'abord ont concerné plus spécifiquement mes aptitudes à rencontrer sans problème les interviewées. Cela veut dire qu'il m'a fallu être patient, tolérant et sympathique dans un premier temps. Dans une deuxième étape, il s'agissait d'établir un lien plus familial avec les gens rencontrés ; le fait d'être colombien m'a permis alors de m'approcher facilement des interviewées. Dans une troisième instance, il a fallu regarder de près les actions, les groupes interviewés, les points de vue des personnes participantes ainsi que ma situation comme observateur, entre autres, pour les collectes de données.

Pour alimenter davantage mon analyse, je me suis également informé sur les mouvements migratoires au niveau mondial, et sur les problèmes psychosociaux des personnes déplacées, sur leurs histoires, leur sociologie, leurs ethnies, et les différentes cultures en Colombie. En somme, j'ai dû me préparer à différents niveaux pour avoir une critique plus ajustée à la réalité et être prêt à confronter les discours des participants.

On a choisi le type d'entrevue semi structurée, car, d'après Mayer, de façon générale, « l'entrevue de recherche est un tête-à-tête entre deux personnes. La relation entre le chercheur et la personne interrogée n'est pas une fin en soi – *« elle est asymétrique justement parce que la personne interrogée possède des informations que le chercheur ignore »*⁵². En considérant ces affirmations, ce type d'entrevue a aidé lors des entrevues pour trois aspects : le champ d'étude particulier, la population participante et les considérations de temps et de disponibilité. Elle a permis de réunir les mêmes questions pour tous les interviewés tout en offrant un degré de liberté sur l'ensemble des questions qui ont été élaborées avec anticipation. Une question assez

⁵² MAYER, Robert, (2002), *Méthodes de Recherche en intervention sociale*, Morin éditeur, Boucherville.

générale a permis d'introduire chacun des thèmes, ce qui a aidé à encadrer le contenu de l'entrevue, et finalement aidé au niveau de la profondeur dans les réponses qu'on a attendues du répondant.

De même, on a choisi l'entrevue à questions ouvertes. Cette entrevue est accompagnée d'un guide d'entretien comportant une série de questions ouvertes qui a pour objectif d'avoir de la part de l'interviewé plus de liberté dans ses réponses. On a été très méticuleux lors les entrevues pour donner au répondant la liberté de s'exprimer avec une marge de manœuvre.

3.6 Les grilles de questions

On présente ici la grille des questions posées aux personnes interviewées. Cette grille a été préparée avant d'aller à Cartagena pour avoir un ensemble et une unité de sens. La grille révèle notre questionnement pour la recherche. Elle a aussi donné la possibilité d'avoir plus de clarté et de rapidité pour les répondants dans leur compréhension du questionnaire de l'entrevue. En même temps, elle leur a donné plus de liberté pour les réponses. On a aussi fait cette grille avec l'intention de l'articuler directement avec la question de recherche. Il a fallu voir les différents points de vue de la question et approfondir dans la catégorisation du sujet d'étude ; il s'agissait de faire une subdivision de chaque catégorie comme outil de compréhension de la recherche. On voulait, en principe, aller au delà de la question même, et donner une valeur spécifique à la recherche. Cette valeur est ainsi vue dans le contenu et dans l'importance donnée aux entrevues par les personnes interviewées.

En définitive, la force des histoires racontées à Cartagena a fait orienter l'analyse vers une clarté et une structure adéquates pour prouver scientifiquement que les personnes déplacées ont des problèmes d'adaptation sociale lors leur arrivée à Cartagena.

3.7 Échantillon

Lorsque l'on s'est rendu compte que la population de cette étude était très grande et qu'il était de ce fait impensable d'interroger toutes les personnes, on a décidé de prendre un échantillon de 10 habitants. Alors, en prenant encore une fois comme repère Mayer, on a employé pour cette recherche le type d'échantillonnage appelé boule de neige.

Ma sœur qui habite à Cartagena, Mildred Arevalo, connaissait ma recherche. En prenant connaissance de mon voyage spécifique d'investigation, elle m'a fait la faveur de me mettre en contact avec la leader communautaire Colombia du quartier El Pozon, ce qui a préparé le terrain pour mon arrivée. On s'est donc adressé à une personne qui en a recommandé d'autres pour arriver graduellement aux personnes déplacées. (Cette démarche est expliquée en détail au chapitre 4, Conséquences). Cette manière de faire a permis de trouver 10 familles déplacées qui ont été référées par une personne qui les connaissait. De la même manière, chaque famille nous en présentait d'autres. Cela veut dire qu'on a interviewé finalement une personne par famille et par quartier, soit un total de 10 personnes en tout pour faire les entrevues.

Cette population interviewée est issue de l'un des quartiers marginaux de la ville de Cartagena qui reçoit le plus de personnes déplacées. On a choisi trois secteurs du quartier El Pozón : Sagrado Corazon de Jesus, Las moras, et Villa Pinzon.

Deux voyages à Cartagena ont été faits. Durant le premier, j'ai fait 6 entrevues qui m'ont permis d'ouvrir le terrain et de me faire connaître du quartier et des secteurs visités. Lors du deuxième voyage, et j'ai pu terminer avec les 4 personnes restantes ; j'ai fait 10 entrevues au total.

3.8 Méthodes d'analyse

La première étape une fois terminée, il s'agissait lors de mon arrivée à Montréal de commencer à transcrire les entrevues. Prendre l'enregistreuse et transcrire les entrevues a été long ; ceci m'a pris plus de deux semaines. Une fois cet exercice fait, il a fallu initier la préparation du matériel de l'analyse de données. On a commencé par découper les entrevues, identifier les objectifs de l'analyse, et d'une certaine façon à rendre anonyme le matériel ; il s'agissait ici de pouvoir donner une analyse claire et significative aux entrevues.

Plusieurs lectures du matériel recueilli ont été faites pour l'organiser, ce qui a permis de se familiariser avec les données et de commencer à retenir aussi les classifications par thèmes tout en les rendant plus spécifiques pour arriver aux unités de sens. Puis, un démembrement des entrevues a été fait pour pouvoir continuer à l'étape suivante qui était la définition des catégories d'analyses. On a classifié par catégories les entrevues, on a analysé les personnes déplacées interviewées, selon la méthode de l'ethnographie et de l'observation participante comme on l'a mentionné plus haut. Ce qu'on a fait, c'était observer et décrire les différents aspects des personnes choisis pour cette recherche. Cela veut dire qu'on a mis l'attention sur : l'éducation, la santé, l'économie, la psychologie, le capital social, l'immobilité sociale, la culture, l'ethnie, les coutumes, les moyens de vie, le cycle de vie, le réseau social de support, les ressources d'affrontement personnelles et collectives, les types de faits violents : magnitude et durabilité, la réparation que l'état colombien doit donner en argent à ces personnes déplacées victimes de la guerre. On a ainsi ramassé de l'information sur place et dans l'entourage géographique. En plus des recherches sur les aspects culturels du groupe sélectionné, ceci incluait l'alimentation, l'habitation, la façon de s'habiller, les éléments de transport, les coutumes politiques, la division du travail, les schémas de production et de commerce. Et sur leur entourage naturel et social : la présence ou non d'impunité, le lieu d'origine, la motivation derrière les décisions de

déplacement, le *comment* et le *avec qui* s'est passé le déplacement, le *comment* s'est passée leur arrivée à Cartagena, quelles ont été les difficultés rencontrées : adaptation, intégration, assimilation, attitude, deuil, acculturation, accent, identité, séparation, marginalisation...-... Dans ce contexte, on a identifié le déplacement comme une partie des effets psychologiques produits par le changement de vie et de situation des personnes déplacées.

La codification de cette catégorisation s'est faite quant à elle suivant la méthode inductive, à partir des similitudes de sens qui nous ont permis de constater dans les entrevues les concepts de violence, de bas niveau de scolarisation, de chômage, peur, paysans, solidarité, isolement, lesquels sont expliqués au chapitre quatre. Ensuite, on a regroupé ces concepts, et à travers l'approche fonctionnaliste, on y a reconnu les concepts d'adaptation, d'intégration, et de mobilité sociale. On s'est alors appuyé sur les questions de responsabilités sociales d'une démocratie expliquées de façon plus approfondie au chapitre 4. De la même façon, on a repéré des facteurs déterminant les sentiments des personnes déplacées par rapport à leur processus d'acculturation. Un de ceux-ci était le stress qu'ont ces personnes à faire face aux circonstances de difficulté dans lesquelles elles vivent.

Ces analyses ont fait porter l'attention sur la technique qualitative pour regarder de près les causes du déplacement, et identifier pleinement la peur des individus lors de leur déracinement. Cette peur devient plus grande dans le cas de manque d'espoir, de protection du gouvernement, avec la croissance du sentiment d'isolement, et avec le sentiment de se sentir oublié. On conclut en signalant que les personnes déplacées attendent toujours un espoir, une lumière pour se sortir de la situation de misère dans laquelle elles vivent.

3.9 Considérations éthiques

On a voulu pour cette recherche respecter la confidentialité des personnes interviewées. Ce qui nous a motivé à le faire, c'était de ne pas mettre en danger ces personnes, du au fait qu'elles ont été persécutées et forcées de quitter leur terre. Par des informations et des personnes contacts qui ont collaboré pour faire ces entrevues, on savait que dans le quartier où les personnes déplacées habitent - El Pozon -, il y a des groupuscules de la guérilla et des paramilitaires. La Colombie traversant un moment de crise politique, les quartiers marginaux des villes sont sous le contrôle de ces groupes et le quartier el Pozon de Cartagena n'échappe pas à cette situation-là. Il y a ainsi des secteurs dans ces quartiers qui sont devenus dangereux ; c'était une de mes préoccupations majeures que de pouvoir faire les entrevues sans risque de répression et avec une liberté d'expression de la part des volontaires qui s'y sont prêtées. Il s'agissait donc de préserver ces personnes en ne leur faisant pas courir de risques, ce qui a fait analyser plusieurs points, par exemple qu'on a dû finalement masquer les vrais noms des lieux d'origine des gens, ainsi que, en deuxième lieu, leurs propres noms. Ainsi tous les noms de villages et de personnes mentionnées dans les entrevues ont été changés par mesure de sécurité.

Les problèmes sociaux présents dans cette communauté d'étude, surtout au moment où elle arrive dans les quartiers marginaux de Cartagena, ont fait que les démarches pour trouver les personnes intéressées à participer à cette recherche ont duré plus de deux mois. Ça a été aussi un travail délicat que de convaincre ces personnes-là. La peur en particulier les faisait rester sur leurs gardes, ne leur permettant pas de se décider. Il a fallu donc employer des stratégies pour arriver à les convaincre. D'un côté, on a pris le temps de dialoguer et de faire une longue présentation de la recherche ; on leur a expliqué que cette investigation pouvait aider de futures personnes déplacées. D'autre part, on a contacté le leader communautaire d'un

mouvement de femmes du quartier El Pozon. Cette personne me connaissait depuis longtemps, par mon travail dans certains secteurs du quartier avec l'organisation ASCI.

Ma connaissance de l'endroit et l'aide de la leader ont facilité l'identification des personnes qui venaient d'arriver dans des circonstances forcées. La leader m'a en effet présenté et s'est portée garante de mon honorabilité. C'est elle qui a aussi parlé aux volontaires des raisons de ma présence ; je venais pour elle avec une double intention, la première étant de faire les entrevues pour mon mémoire et l'autre en tant que directeur de l'ONG ASCI.

Après les présentations pertinentes avec le premier membre de la famille choisi pour faire les entretiens, un long questionnaire posé par eux, et après aussi avoir juré que les entrevues étaient pour ma recherche, même s'ils ont hésité à cause des conditions expliquées en haut, ils ont accepté de se laisser interviewer. Dans ces circonstances, c'était bien important pour la recherche que ces personnes soient des volontaires ; et c'est ce qui a été manifesté à partir du moment où a été commencée l'investigation.

Un autre aspect qu'on a considéré pour cette recherche, c'était le degré de sensibilité que j'allais avoir face aux conditions de précarité que vivent les personnes déplacées qui ont donné les entrevues. En effet, leurs conditions sont inhumaines ; maisons en carton, absence de services publics essentiels, familles de plus de 20 membres entassées dans deux chambres... Garder une certaine distance face à des situations pareilles a été un des moments les plus difficiles de ma vie. Ne pas avoir non plus les outils financiers ou les contacts pour aider ces gens-là m'ont fait me questionner sur mes capacités et sur ma volonté d'homme pour leur venir en aide. Même si c'est un des efforts nécessaire pour l'intervenant social et le chercheur que de pouvoir séparer la réalité vécue de l'investigation, je me sentais néanmoins absent de ce que je voyais. Malgré tout mes sentiments ont été marqués par la tristesse des yeux et par

l'expression des âmes de ces gens qui n'ont presque plus d'espoir pour s'en sortir. En même temps, ils me regardaient en semblant espérer de moi une lumière pour les aider.

CHAPITRE 4

LA VIE DES REFUGIES COLOMBIENS

4.1 Les entrevues

Les démarches pour trouver les personnes déplacées intéressées à participer à ma recherche ont commencé le lendemain de mon arrivée à Cartagena, le 4 octobre 2003. Deux semaines avant mon départ, j'avais contacté madame Colombia Sanchez, la leader communautaire du quartier El Pozón, dans le secteur appelé la Esperanza. Je lui ai fait connaître mes intentions de trouver des personnes déplacées pour mes entrevues. Pour Madame Colombia, existait la possibilité que les personnes déplacées aient peur de parler. Néanmoins, elle m'a donné l'assurance qu'elle allait parler avec des gens qui venaient d'arriver dans le quartier.

Avec beaucoup d'incertitude et d'insécurité, j'ai entrepris alors mes démarches vers le quartier El Pozón où madame Colombia m'attendait avec impatience. Il était 10 heures du matin, heure du rendez-vous. Un groupe de 5 femmes m'attendait devant la porte d'une maison. Nous avons convenu de partir au même moment vers les secteurs où j'allais faire ma première entrevue.

J'ai décidé de commencer par les personnes trouvées de façon aléatoire dans les trois secteurs du quartier el Pozon : « Sagrado Corazon de Jesus », las moras, et villa pinzon. Finalement, j'ai réussi à interviewer les 10, soit un échantillon de 10 familles représentatives pour ma recherche. Je considérais, à ce moment-là, que cela était

pertinent parce que j'avais des problèmes à faire parler les gens. J'ai compris tout à coup pourquoi ; dans le quartier, il existait une rumeur qu'il y avait des groupes paramilitaires qui faisaient des tours pendant la nuit. Les habitants du quartier sont un mélange des toutes les provenances : guérilla, paramilitaires, infiltrés de l'armée colombienne. Ils ne savent pas qui est qui, et, pour cette raison, les gens ne veulent pas parler ouvertement.

Dans mon premier voyage, on a marché pendant une demi-heure pour trouver la première famille déplacée et on a contacté les gens dans les secteurs « las moras » et « villa pinzon ». Dans le deuxième voyage, c'était plus facile parce que je connaissais les secteurs visités, et le contact était rapide avec les dernières personnes interviewées du secteur « sagrado corazon de Jesus ».

Je présente ici-bas, les entrevues faites à Cartagena comme des cas avec une analyse psychosociale et me basant sur les théoriciens utilisés lors la recherche.

4.2 Récits des entrevues

4.2.1 Cas d'une famille entassée. (Dans le secteur Las moras)

Il s'agissait d'une maison faite en briques avec un toit de zinc. À l'intérieur, il y avait seulement deux chaises balançoires et une table. Un rideau faisait la séparation avec une chambre où l'on pouvait voir avec les rayons du soleil qui s'y infiltraient un lit mal fait et sale. La maison était habitée par trois familles qui partageaient le petit espace. Ils étaient environ 15 à appartenir à une même famille en provenance d'un village des proximités de Cartagena. Ils étaient agriculteurs et avaient été obligés de quitter leur village à cause des groupes paramilitaires. À mon arrivée, ils m'ont regardé avec stupeur, et le groupe de femmes qui m'accompagnait a été obligé de convaincre la famille de mes simples intentions de connaître une histoire de

déplacement pour mon mémoire.

Une femme a accepté de me parler. J'ai préparé mon enregistreuse.

Elle m'a raconté qu'elle venait de Maria La Baja, un village à deux heures de Cartagena. Elle était monoparentale, en 5^{ème} année de secondaire et vivait dans des conditions pareilles parce que toute sa famille, incluant son père et sa mère, avait été obligée de se déplacer suite à la situation de violence qui se présentait dans le village. Elle était couverte par les services publics essentiels, mais ses conditions d'habitation étaient insatisfaites. Elle habitait avec trois familles dans la même maison et ils y étaient entassés, problème qu'ils souhaitaient solutionner le plus tôt possible. Leur déplacement s'est produit dans des conditions d'urgence, ils n'ont pas eu la chance de se procurer de l'argent et ont été obligés de quitter le village avec les vêtements qu'ils portaient.

Ils étaient des agriculteurs et propriétaires de terres, situation qui leur permettait de manger tous les jours. Maintenant, à Cartagena, ils ne mangent pas tous les jours. Ils trouvent de l'argent de temps en temps quand ils ont la possibilité de travailler, ils ont reçu une aide de trois mois, une aide gouvernementale qui leur a permis de s'installer dans le quartier et d'avoir une certaine sécurité.

Leur problème maintenant était leur manque de stabilité d'emploi, la peur et la terreur vécues par les habitants du village et provoquées par les groupes armés, des guérillas, des paramilitaires qui tuent aux gens au gage, ont produit un déplacement massif ; ils ne savaient pas quand ils allaient se faire tuer. Néanmoins, il existe un espoir de pouvoir améliorer leur situation de vie, leur intégration au quartier leur a permis de se faire des amis, mais pas vraiment de s'intégrer aux activités proposées par les maisons communautaires ou par des groupes qui viennent en aide aux déplacés.

C'est un récit qui pousse à réfléchir sur le deuil, l'état de détresse spécifique qui caractérise une personne déplacée pendant les premières années de leur installation en terre étrangère. C'est la réponse du mécanisme de défense de l'individu contre une situation originelle traumatisante et ses récurrences secondaires. Ces explications ont été données par Simon, l'auteur explique aussi, le paradoxe chez le déplacé : l'identité et l'altérité, il s'agit dans notre cas, de personnes déplacées qui « deviennent autres en restant elles-mêmes ».⁵³

Une fois l'entrevue terminée, j'ai pris le chemin d'une autre maison, deux rues plus loin. Les rues ne sont pas pavées, ce qui provoque beaucoup de maladies aux enfants. Les moustiques et l'insalubrité font que ce ne sont pas les conditions les plus idéales. Je me suis approché de la deuxième maison pour l'entrevue où m'attendait une dame monoparentale, mon impression, à ce moment-là, était que les femmes avaient plus de disponibilité à parler que les hommes. Selon moi, c'est normal dans une situation où l'insécurité se reflète sur les visages des gens.

4.2.2 Cas d'une femme monoparentale. (Dans le secteur Las moras)

Mes appréhensions étaient, sous certains aspects, vraies, mais en même temps, j'étais accompagné d'un groupe de femmes, ce qui a davantage facilité mon approche avec les autres femmes plutôt qu'avec les hommes. Une autre chose importante à souligner, c'est que les hommes sont toujours présents lors des entrevues, de temps en temps ils interviennent, mais quand je les invite à continuer à parler, ils arrêtent.

Ma deuxième entrevue a commencé avec beaucoup de distances. Cette fois-ci, il s'agissait d'une dame qui venait de El Carmen, au sud du département et à trois

⁵³ BAROUH SIMON, Ida et SIMON, Jean Pierre, (1988), *Les étrangers dans la ville : le regard de sciences sociales*, l'Harmattan, Paris.

heures de Cartagena. La peur, la terreur, encore une fois la guerre entre les groupes paramilitaires, la guérilla et l'armée colombienne, avaient conduit son déplacement. Pour elle, la loi n'existait plus, leur perte de confiance des autorités gouvernementales les a fait se sentir isolés et perdus dans l'incertitude de rester en vie.

Cette femme était analphabète, je m'en suis rendu compte parce que j'étais obligé de répéter les questions. En effet, elle ne comprenait pas souvent mes questions. Elle était nerveuse, j'ai quand même répété les questions et j'ai continué avec mon questionnaire. Elle s'est tranquillement ouverte à moi et s'est mise à me raconter, un peu plus à l'aise, que la sortie de El Carmen avait été rapide. La vie à Cartagena, même si elle était tranquille, devenait compliquée à cause du manque de travail et de l'instabilité du salaire. L'unique possibilité de travailler était d'aller au seul endroit qu'elle connaissait, c'est-à-dire au plus gros marché public de Cartagena, où les gens connaissaient son mari. Elle me raconta aussi qu'auparavant, ils venaient les dimanches y vendre les produits agricoles qu'ils avaient dans la ferme quand ils vivaient à El Carmen.

Avec 11 enfants, elle pouvait envoyer seulement les plus grands à l'école, parce qu'elle n'avait pas d'argent pour tous les envoyer. Ses mots de terreur m'indiquaient qu'elle allait pleurer ; effectivement elle a commencé à pleurer : *« Savez-vous, monsieur, que la grande différence entre vivre ici et à mon village, c'est qu'ici je n'ai pas peur. Là-bas, il y avait beaucoup d'incertitude à vivre au jour le jour. Nous ne pouvions savoir si, le lendemain, nous allions être en vie. Ici, je me sens en sécurité, mais mal à l'aise parce que nous n'avons pas de travail. Nous devons payer les services publics domiciliaires, et nous n'avons pas d'argent »*.

J'ai décidé de ne pas continuer avec l'entrevue, parce qu'elle se sentait mal, et je ne pouvais pas l'aider à solutionner ses problèmes d'argent.

« Ce cas fait percevoir qu'il s'agit d'une femme avec de sentiments profonds

d'abandon, et fait réfléchir sur le déracinement forcé dont elle a souffert. La femme est dans une période de deuil comme affirme León et Rebecca Grinberg, lequel « *implique tout un processus dynamique complexe, qui enserre la personnalité tout entière de l'individu, et englobe d'une manière consciente ou inconsciente, toutes les fonctions du Moi, ses attitudes, ses défenses, et en particulier ses relations avec les autres* ». ⁵⁴

Cartagena est une ville d'une beauté impressionnante, pourtant, les classes sociales sont très marquées, et la pauvreté augmente de plus en plus, surtout avec la grande charge de personnes déplacées qui trouvent dans la ville un refuge de sécurité.

J'ai décidé ce jour-là de terminer mes entrevues. La chaleur était forte et les autres personnes contactées restaient loin de l'endroit où je devrais prendre l'autobus pour mon retour vers l'appartement où je séjournais.

4.2.3 Cas d'une femme politique. (Dans le secteur Las moras)

Le lundi 9 octobre, je suis retourné dans le même quartier. Le groupe de femmes qui m'avait appuyé dans ma recherche, m'attendait toujours devant la même porte. Nous avons pris un autre chemin, cette fois-ci, il fallait trouver quatre personnes disponibles. Les groupes de femmes m'avait parlé de la possibilité de trouver un homme qui se montrerait disponible, parce que mon intérêt particulier était d'avoir un échantillon égalitaire entre hommes et femmes. Cependant, nous sommes tombés sur une femme dans le même secteur de « Las moras » que j'ai trouvée très intéressante, parce qu'elle connaissait bien la situation politique dans laquelle elle vivait. Avant de commencer l'entrevue elle m'a expliqué comment, dans son village d'origine, les

⁵⁴ GRINGERG, León et Rebecca, (1986), *Psychanalyses du migrant et de l'exilé*, Cesura éd., Lyon.

groupes d'extrême droite se croisaient avec les troupes de l'armée colombienne pour assassiner les paysans et pour terroriser la population, la faire fuir et s'appropriier de leurs terres. J'étais impressionné par ses histoires, mais, par prudence, je ne les avais cependant pas enregistrées. Son histoire un peu longue comme elle la bien décrite, était presque semblable à celle d'un mauvais film, pourtant, avec les sentiments qu'elle mettait dans ses réponses, j'ai constaté qu'il s'agissait de la vérité.

Son oncle a été assassiné par des groupes paramilitaires, il avait pris un contrat pour transporter des vaches à une députée de la région, il était propriétaire d'un camion qui prêtait cette sorte de services ; toute sa famille au complet a commencé à le chercher lors de sa disparition. Huit jours après, ils l'ont trouvé mort dans un dépotoir sur une autoroute proche de Barranquilla, le député avait disparu, encore vivant et les paramilitaires l'avait cherché partout. La femme était impliquée parce qu'elle n'avait pas voulu que cet assassinat reste impuni. Elle avait fait des demandes devant les autorités pertinentes. Toujours dans l'impunité, elle a réussi à identifier qui étaient les assassins, elle a dû partir à cause de menaces contre elle et sa famille ; elle avait commencé l'université en administration.

Avec deux enfants, sa situation économique était bonne, son mari travaillait et avait son propre business. Sa situation à Cartagena était stable, mais elle devait vivre dans le quartier El Pozón, secteur « Las moras » parce que son argent n'était pas suffisant pour vivre dans autre quartier plus cher. Malgré tout, elle avait réussi à s'intégrer au quartier en participant à des groupes de femmes, à des activités communautaires, et elle cherchait de l'aide pour les personnes déplacées. Elle m'a parlé de l'insécurité qui parfois était présente dans le quartier, de la situation sociale dangereuse de certains secteurs, elle m'a parlé de la prostitution infantile à cause des problèmes d'argent des parents ; des filles de 15 ans qui devaient vendre leur corps.

Elle m'a confirmé les rumeurs sur les tours faits par les groupes paramilitaires durant

la nuit, Cela l'a beaucoup fragilisée face à sa vie, car elle ne pouvait pas reconnaître les gens pendant le jour. « *Nous n'avons aucune idée de qui est qui, nous voyons tout le monde comme des civils normaux* ».

Pour elle, cette situation d'incertitude est grave. Elle continue en me racontant que le quartier a une population de 40.000 habitants. Elle a beaucoup de nostalgie de sa vie d'avant l'assassinat de son oncle ; sa situation économique n'est plus la même, et sa vie a été bouleversée par les circonstances. Elle s'implique dans des activités communautaires parce qu'il faut faire quelque chose, selon ses propres mots, « *la vie n'a plus le même sens* ».

On se rend compte que cette femme comme personne déplacée involontaire, vit une situation un peu différente des cas antérieurs, parce qu'elle apporte un capital culturel plus fort, en raison de son niveau économique et intellectuel. Cela lui donne plus de pouvoir pour connaître les lois et la capacité d'intégration, si l'on se réfère aux théorisations de Pierre Bourdieu.⁵⁵

Parler avec ces gens-là, m'a fait beaucoup d'effet. Des sentiments d'impuissance me venaient, ainsi que des questionnements sur ce que je pouvais faire pour eux. Je voyais leur misère, et mon seul intérêt était de faire mes entrevues pour mon mémoire. Mes conflits spirituels me faisaient me questionner. Il y avait, en même temps, la nécessité de me comporter comme un intervenant social, froid, loin de la réalité que j'avais écoutée. Pourtant, je me suis décidé à continuer et on a quitté la maison de cette femme intéressante pour aller rencontrer mon prochain interviewé qui était finalement un homme de 40 ans qui, avec un grand sourire, m'a invité à entrer dans sa maison.

⁵⁵ BOURDIEU, Pierre, (1984), *Symbolic violence*, Sage publications, London.

4.2.4 Cas d'un paysan (Dans le secteur Las moras)

Il s'agissait d'un paysan que vivait de son travail, l'agriculture. Il vendait ses récoltes à Cartagena, les dimanches tout de suite après avoir ramassé le plus possible de produits tels que maïs, canne à sucre, et yucca. La vente se faisait en tous temps, dans le même marché public central, Bazurto, il arrivait vers 2 heures du matin, et il partait vers 7 heures pour retourner à son village, raison pour laquelle il ne connaissait pas bien la ville et que ses contacts d'amis y étaient presque nuls.

Le mot violence revint une fois de plus, il s'agit de la violence qui l'a fait quitter San Jacinto son village natal. Selon lui, au moment de dormir et durant la nuit, ils entendaient des balles, personne n'avait ensuite le courage de sortir, parce que, le lendemain, ils se rendaient compte qu'une personne avait été assassinée et qu'il s'agissait d'un voisin. Les motifs de ces assassinats, personne ne pouvait les savoir, la terreur avait commencé à l'affecter avec l'assassinat de son beau-frère ; sa fille était restée seule avec un enfant. Alors, ils ont décidé de quitter les lieux rapidement, parce qu'ils savaient qu'ils allaient mourir.

Avec les jours, arrive l'espoir de se procurer un emploi. Sa journée commence vers 2 heures du matin, il quitte la maison vers le marché public, espérant une possibilité de se trouver quelque chose qui pourra lui permettre de rapporter un peu d'argent à la maison et manger ce jour-là. Les causes de la mort de son beau-frère sont inconnues, il ne veut pas en parler, il considère que la vie à Cartagena est plus tranquille. Le seul problème, c'est le chômage qui l'a frappé, parce que, dans sa ferme, il avait de quoi manger remarque -t-il. Il me raconte qu'à San Jacinto tout le monde était obligé de se coucher ou de s'enfermer dans la maison vers 6 heures de l'après-midi à cause de la violence.

Mais il ne veut pas retourner à San Jacinto, il veut avoir un boulot stable et vivre tranquillement sans problèmes de démarches pour de l'aide gouvernementale ; il a décidé d'arrêter cela. En même temps, sa situation économique devient de plus en plus compliquée, ce qui ne lui permet pas de se donner le temps d'attendre dans les files des bureaux du gouvernement.

Ce cas montre l'acculturation qui reflète les changements concernant les valeurs, les attitudes, les croyances et les comportements que devraient avoir les personnes déplacées de Cartagena dans leur adaptation à un nouveau contexte. Selon François Villancourt, cela ne touche pas seulement les nouveaux arrivants, ils opèrent aussi dans la société d'accueil de la même façon. L'influence réciproque ne peut cependant se réaliser qu'à partir du moment où les acteurs développent des liens significatifs. Le concept d'acculturation reflète les changements concernant les valeurs, les attitudes, les croyances et les comportements que devraient avoir les personnes déplacées de Cartagena dans leur adaptation au nouveau contexte.⁵⁶

4.2.5 Cas d'une activiste communautaire. (Dans le secteur de Villa Pinzon)

Mon interviewée suivante était une dame dans la soixantaine, elle venait de Arjona. Elle me raconta que sa fille avait été assassinée par un groupe de personnes sans raison apparente, elle accuse le gouvernement de cet assassinat, selon elle, les gens du village ont été témoins que l'armée colombienne a pris des gens incluant sa fille. Ils ont été retrouvés morts le lendemain sur l'autoroute.

La dame avait suivi des études de secondaire, elle avait les services publics domiciliaires couverts, elle avait deux fils adolescents qui vont à l'école. Elle a un

⁵⁶ VILLANCOURT, François, (1994), *Le Réseau de soutien social et son impact sur le processus d'adaptation des immigrants*, Université du Québec à Montréal, Montréal.

hôpital près de chez elle un genre de CLSC, rarement elle visite un médecin. Son mari était propriétaire d'une ferme, où ils élevaient des vaches, au moment de son voyage à Cartagena, elle pensait seulement pouvoir se trouver un emploi, et le fait de quitter rapidement le village, ne leur avait pas permis de ramasser leurs meubles et ni de faire un déménagement tranquillement. Elle parle de la façon avec laquelle les groupes armés avaient encerclé le village, ces groupes prenaient les gens et volaient leurs fermes. Pour sortir pendant la journée, il fallait être accompagné de quelqu'un d'autre afin de se sentir protégé parce qu'il y avait toujours le risque d'être pris par l'armée. Le même jour de la mort de sa fille, les paramilitaires ont tué onze personnes.

Elle connaissait Cartagena parce qu'elle y a de la famille, et son frère lui avait cédé le terrain où elle habitait présentement, elle se sentait en sécurité à Cartagena. Son mari arrive à vendre des jus de fruits naturels dans la rue, et c'est avec cet argent qu'ils arrivent à vivre ; elle ne reçoit pas d'aide gouvernementale, mais elle a reçu de l'aide pour les déplacés de trois mois m'explique-elle.

Son intégration au quartier est directement reliée à sa participation à des activités communautaires telles que la soupe communautaire et les cours qu'offre le bien-être social. Ce sont des activités qu'elle aime beaucoup. Son mari partira bientôt vers des fermes communautaires qui ont été ouvertes pour aider les paysans déplacés, elle venait d'apprendre la nouvelle, elle était contente.

On peut noter ici un cas d'acculturation présentée par Berry qui l'explique comme une variable dépendante de la situation qu'a vécu l'individu dans son expérience de déplacement forcé ou pas. Elle est vue comme un facteur de stress pour les individus

qui vivent ce phénomène.⁵⁷

4.2.6 Cas d'une leader naturelle. (Dans le secteur de Villa Pinzon)

Ma sixième interviewée est une leader qui a mis en place un processus de déplacement de 100 familles qui habitaient dans un lac tout près de El Pozon. Elle est arrivée à Cartagena à cause de l'extorsion de l'une de ses voisines. La leader était propriétaire d'un motel qui recevait des étrangers qui travaillaient pour une multinationale. Cela faisait que les gens pensaient au village qu'elle avait de l'argent. Sa voisine a ainsi même commencé à lui demander de grosses sommes d'argent ; au début, elle n'avait aucune idée de ce dont il s'agissait, mais avec une recherche de la part des services de sécurité de l'Etat ils l'ont découverte.

Quand elle est arrivée à Cartagena, le premier lieu qu'elle a trouvé était proche du lac qui entourait le quartier secteur Villa Pinzon. Immédiatement, elle s'est rendu compte de la façon dont vivaient les gens, dans des conditions infrahumaines. Ce qui l'avait le plus affectée, c'était les enfants qui mangeaient des ordures. Elle a commencé à chercher des solutions possibles, elle a entrepris des démarches pour solutionner le problème d'habitation de 100 familles qui habitaient dans le lac.

Avec quatre sessions en administration, elle se sentait préparée pour affronter une situation pareille, elle a fait les démarches de déplacement pour les gens qui habitaient dans le lac ; elle a réussi presque à 100%, fait qui l'a faite se sentir fière d'elle-même. Maintenant, les conditions de vies de ces gens-là se sont améliorées, elle continue toujours les démarches dans les bureaux gouvernementaux. En même temps, elle nous dit qu'elle ne veut pas recevoir de politiciens, parce qu'elle considère

⁵⁷ BERRY, John, (1988), *Acculturation and psychological adaptation: a conceptual overview*, Berwyn, Swets, North America.

que c'est un processus humanitaire transparent.

Elle m'a informé de statistiques à Cartagena sur l'arrivée de 70.000 déplacés durant les deux dernières années, elle est impliquée dans plusieurs processus de déplacements dans différents quartiers de la ville. Elle considère que son effort a donné de bons résultats, parce qu'elle travaille directement avec des ONG nationales et internationales, avec les Nations Unies, qui croient en elle à travers le bon travail qu'elle a fait avec les familles réinstallées. Elle me raconte que jusqu'à ce moment-là, sans toucher la politique, elle a obtenu des résultats formidables en deux ans, par exemple, elle a trouvé un immense terrain où habitent présentement les 100 familles, et a réussi à se faire couvrir par les services publics, afin de changer et d'améliorer les conditions de tous. Pour elle, c'est la meilleure façon de prouver qu'avec la volonté, on peut faire de grandes choses pour le bien-être de l'humanité. La seule chose qui lui reste à couvrir, et non le moindre, est le service de santé.

Elle a réussi à mettre dans les systèmes de services publics gouvernementaux de santé 30% de la population de familles réinstallées, elle souligne qu'il reste encore 70% de gens, au moment de le faire, elle continuera une autre lutte, cette fois-ci avec des campagnes pour prévenir la grossesse et la prostitution de jeunes filles de 14 et 15 ans. Elle trouve ce fait démentiel et illogique avec la pauvreté vécue là-bas.

Ce cas est atypique, parce que ce qu'on se rend compte que cette femme a provoquée un processus différents des autres, elle montre une attitude essentiellement de lutte et d'accroissement,. Pour Berry, l'accent est mis ici sur la capacité d'adaptation des individus et leur niveau de stress, lequel serait déterminé essentiellement par leurs attitudes. De la même façon, Berry mentionne que l'attitude fait référence à la manière de se tenir, au comportement qui correspond à une certaine disposition

psychologique de l'individu, à l'affectation de ce qu'on n'éprouve pas.⁵⁸

Après ces six premières entrevues, s'est terminé mon premier voyage. J'ai entrepris par la suite, une fois à Montréal, la transcription des entrevues, dont j'ai présenté le contenu au directeur du mémoire François Huot. Une révision majeure a été faite, ce qui a permis de constater qu'il fallait faire au moins quatre entrevues de plus pour avoir un échantillon plus grand.

Le second voyage a été plus sécurisant dans la façon de parler avec les gens, et de se sentir en confiance avec soi-même pour faire les entrevues. Pendant le premier voyage, j'ai appris de quelle façon aborder les gens, et à gagner mieux leur confiance, ce qui me donnait plus de force pour parler et essayer d'aller un peu plus loin dans mes investigations.

4.2.7. Cas de Sonia, une veuve de la « violencia » (Dans le secteur du Sagrado Corazon de Jesus)

Le jour de mon arrivée au quartier El Pozon, les mêmes femmes du premier voyage m'attendaient comme prévu dans un dépanneur, près de la rue où on devait entreprendre la marche qui amènerait aux secteurs à visiter. On est donc parti tout de suite, après les salutations de rigueur, pour se rendre dans le secteur « Sagrado corazon de Jesus ».

Sonia est la septième personne interviewée. Ouvertement elle m'a raconté en détail et avec des dates son histoire. Le 29 février 2000, sa vie a changé pour tous les membres de sa famille. Ils ont décidé d'aller vivre dans une ferme loin de leur village

⁵⁸ BERRY, John, (1988), *Acculturation and psychological adaptation: a conceptual overview*, Berwyn Swets, North America.

natal, *La maria*. Elle raconte qu'ils vivaient de la pêche et aussi de cultures, faisaient la « raspa » de la feuille de coca (dit en espagnol pour le traitement que les paysans colombiens donnent à la feuille de coca de façon manuelle). Avec ça, la famille de Sonia pouvait vivre sans difficulté, parce qu'ils gagnaient, par personne et par kilos amassés, de 50.000 ou 60.000 pesos par jour (30 ou 40 dollars canadiens). Ils partaient travailler quinze jours et ils gagnaient entre 400.000 ou 500.000 (200 ou 250 dollars canadiens).

Mario, l'époux de Sonia, voulait poursuivre avec « *la raspa* ». Sa femme restait souvent seule avec les enfants sans argent et sans possibilité de travailler, et elle sollicitait parfois des prêts aux dépanneurs du village. Mario voulait louer une ferme et la payer petit à petit. Sonia se rappelle qu'il lui le disait que sur les hectares qu'ils allaient louer, il allait semer, et avec la récolte il allait payer la ferme peu à peu.

Ils ont déménagé à la ferme un mois avant que Mario ne soit tué. Le jour où il a été tué, le 29 février, Sonia était enceinte de six mois. Les paramilitaires ou la guérilla (Sonia n'est pas sûre de savoir de quel groupe il s'agissait, pour elle les deux groupes s'habillent de la même façon) sont arrivés tôt le matin. Dans cette région-là, les gens commençaient alors à vraiment s'inquiéter parce que les mêmes groupes, les paramilitaires et de la guérilla, étaient déjà entrés par la force dans beaucoup de fermes. Leur façon d'agir était de menacer les gens, obligeant aussi les propriétaires des fermes à leur vendre leur maison. Dans le cas où le propriétaire ne voulait pas, il se faisait expulser. Selon Sonia : « *les gens étaient forcés de vendre sans le vouloir* ». Ou alors, les travailleurs des fermes restaient à travailler pour les paramilitaires. « *Les gens du village au complet ne savaient pas s'ils devaient travailler pour eux* », continue à me raconter Sonia, « *ou survivre avec la pêche qui n'est pas une chose certaine, parce que, vous savez !, il y a des jours où on peut ramasser beaucoup de poissons et des autres non. De la même façon qu'on peut manger du yucca ou du poisson frit, ou, on peut ne manger absolument rien* ».

Ces groupes armés ont commencé à faire des démarches pour recruter les paysans pour les amener à la guerre. Les paramilitaires recrutent les hommes du village et laissent les femmes seules avec les enfants, mais dans le cas où ils trouvent plus de femmes que d'hommes, ils prennent des femmes. C'était le premier contact de Sonia avec les paramilitaires, elle n'oublie pas ce moment-là parce que le village était resté sans défense. Il n'y avait pas d'hommes. Les hommes qui ne partaient pas vivaient de la pêche et ils semaient du yucca, mais ils devaient apporter presque toute la récolte aux paramilitaires, sinon, ils étaient assassinés.

La première fois que ces groupes ont fait la *marcha* (marche, recrutement de gens par les groupes paramilitaires dit Sonia), Mario n'a pas pu y aller. « *C'est la vérité, il travaillait avec « la raspa » de la coca* ». Pourtant, son frère est parti le remplacer, mais pour les paramilitaires ce n'était pas suffisant. Ils sont retournés au village peu de temps après avoir fait « la marcha » affirme Sonia. Selon elle, les hommes du village avaient beaucoup souffert la première fois qu'ils avaient été recrutés. Ils devaient supporter le froid, la famine, et l'horreur de ne pas savoir à quel moment ils allaient mourir. La plupart des gens dans la seconde « marcha » n'ont pas été obligés de partir.

Sonia et sa famille étaient alors dans la ferme. Ils vivaient en tension parce qu'ils ne savaient pas si Mario allait revenir vivant. « *En plus, il partait et nous restions sans rien à manger* », dit Sonia, « *Je restais toute seule avec les enfants* ». Elle se posait alors beaucoup de questions: « *Qu'est-ce que nous pouvons faire ? Nous ne pouvons pas vivre de la pêche ; je ne sais pas comment lancer un « ataralla* ». *Ils ont une grandeur de trois ou six mètres* ». Pour elle, c'était dur : « *Imaginez-vous, nous sommes restés dans le village seulement que des femmes, et si l'homme n'aide pas à la maison, il n'y a pas de l'argent pour manger. Ces deux mois où nous étions seuls,*

ça a été un calvaire !. Non seulement pour moi, mais pour tout le village de La maria ».

Mario est finalement revenu seulement quand tous les hommes ont été libérés par les paramilitaires. Il ne pensait pas qu'il serait un jour dans une « marcha ». Pour lui, ça a été terrible affirme Sonia, parce que les hommes étaient obligés d'arrêter tous les camions sur les autoroutes pour voler la marchandise. Ils devaient tout donner ensuite aux paramilitaires, et il ne restait rien pour nous. Sonia dit que Mario lui avait raconté pour aller prendre leur douche, cela se faisait par groupes et par tours. *« Il racontait que dans les groupes, il y avait beaucoup d'hommes qui ne voulaient pas suivre les paramilitaires, mais ils avaient peur de mourir alors, ils ont été obligés la plupart du temps ».*

Quand Mario arrivait à la maison, il apportait parfois de la nourriture. Cette situation-là était arrivée deux fois. La première en 1999 et la deuxième en 2000. Pour la deuxième « marcha » Mario n'avait pas voulu y aller, mais les paramilitaires les avaient obligé à leur donner toute la récolte de maïs et de poisson. Les voisins de Sonia lui ont raconté que les paramilitaires avaient organisé une réunion. Ils avaient dit que Mario n'avait rien à apporter à la cause, mais Sonia savait qu'ils ne pouvaient pas apporter quelque chose tous les jours, *« parce que si mon mari les apportait un jour, me dit-elle, nous n'avions rien à manger ».* Ils venaient de commencer à travailler dans la ferme, ils n'avaient pas d'argent, le propriétaire de la ferme leur avait prêté de l'argent pour qu'ils puissent travailler. Avec la première récolte, ils ont engagé cinq ouvriers. Au total, les ouvriers travaillaient du lundi au vendredi. *« Mario disait qu'il allait économiser pour acheter une maison ici à Cartagena, c'était notre illusion »*, déclare Sonia. Ils voulaient acheter une maison et vivre dans la tranquillité. Mario voulait ouvrir un dépanneur, mais leurs rêves ont été détruits en moins de six mois.

Le jour où ils ont tué Mario, assure Sonia, les paramilitaires sont arrivés tôt le matin. Ils sont entrés de force dans la maison qui était divisée en deux : une partie faite en matériel et l'autre en palmier. La maison n'avait pas de portes, elle n'avait seulement qu'un toit. Le dernier enfant de Sonia venait de naître et ils ne pouvaient pas mettre de murs, parce que le climat dans la région était chaud et humide. En même temps, ils ne se sentaient pas en sécurité pour être volés. « *Cette nuit-là, les ouvriers allaient rester* », m'affirme Sonia. Finalement, ils se sont décidés à partir parce que le jour suivant, ils allaient chasser « *et comme nous n'avions pas les outils pour la chasse, ils étaient obligés de quitter* » termine Sonia. Le lendemain, elle avait envoyé les enfants chez sa mère dans un autre village et était restée avec celui de deux ans et celui de trois mois. Ils étaient tous les quatre ensemble, Sonia, Mario et les enfants. Les paramilitaires sont arrivés à peu près vers 3 heures du matin avec un grand chien qui a commencé à japper. Comme le frère de Sonia était parti avec les ouvriers, Mario a pensé qu'il s'agissait de lui. Puis le chien est devenu nerveux et faisait beaucoup de bruit. « *Je n'avais jamais pensé qu'il s'agissait de ces groupes-là* », me dit alors Sonia.

Cette nuit-là, Mario était sorti voir dans l'obscurité, et un homme habillé en militaire lui avait demandé pour un des ses ouvriers. Mario a répondu qu'il n'y avait personne et Sonia est sortie alors. Mais le militaire lui a dit tout de suite de rester à l'intérieur. Elle voulait persuader le monsieur en lui disant que ses enfants pleuraient, qu'il faisait trop chaud l'intérieur, mais il lui a fait signe de rentrer. « *Ils étaient en uniforme* », me rappelle Sonia. Le reflet de la lumière faisait que Sonia était capable de voir l'homme en uniforme. Subitement, elle a senti la lumière directement sur son visage, ce qui faisait qu'elle voyait seulement le mouvement de la main du paramilitaire. Tout à coup sa réaction a été de rentrer dans la maison, avec ses enfants de chaque côté de ses bras. Mario a crié au monsieur de laisser Sonia tranquille. Il a mentionné qu'il n'allait pas lui faire de mal. Le paramilitaire a indiqué à Mario de le suivre parce qu'il y avait une embuscade et qu'il y avait des personnes blessées. Ils ne

l'ont même pas laissé s'habiller, « *même pas avec un bermudas, ni même pas pour me dire au revoir* », s'exclame Sonia. Quinze minutes plus tard, elle a entendu des détonations.

Les paramilitaires ont détruit le peu de choses qu'elle avait : cadenas, matelas et toute la maison au complet. Quand elle s'est rendu compte de ça, c'était comme si quelque chose s'était déchiré de sa poitrine. Elle a commencé à trembler, a pris ses enfants fermement dans ses bras. Le chien a recommencé à japper. Puis, elle a entendu son frère arriver. Il lui a recommandé de s'en aller chez sa mère, mais Sonia n'ai pas eu le sentiment de le laisser seul et a décidé de partir chercher Mario avec lui. Ils ont regagné le bord du fleuve, et ont eu la surprise de trouver Mario étendu de l'autre bord du fleuve. Il était mort avec trois tirs de balles dans la tête. C'est sa fille qui l'a vu ; elle a crié : *regarde mamá ! papá dorme là-bas !*. Le frère de Sonia lui a dit de rester loin. Il est parti parler à la police, Sonia a repris des forces et est allée chez sa mère après avoir dénoncé le décès.

Sonia avait peur de sortir du village. Les paramilitaires l'envoyaient des messages par son frère lui disant de les informer de sa décision de rester ou de quitter le village. Sa réponse était tout le temps de ne pas savoir exactement quoi faire, parce qu'elle n'avait pas de l'argent. « *Ils n'ont jamais dit qu'ils me donneraient des billets pour quitter le village* », affirme Sonia. Son frère nerveux lui a recommandé de partir rapidement parce qu'elle était un témoin important du meurtre de son mari. Sonia préférait alors ne pas trop sortir de la maison ; elle paniquait, croyant qu'elle allait être tuée.

Avec des larmes dans ses yeux, Sonia raconte que l'année de la tragédie a été terrible pour elle et sa famille ; il avait de jours où ils n'avaient rien à manger, pas même pour un café. « *Mes enfants pleuraient beaucoup, je n'avais pas d'argent pour les nourrir* », m'affirme-t-elle. Ses voisins l'aidaient de temps en temps avec une tomate,

du riz, mais elle n'avait pas de salaire fixe pour ses dépenses. Des camions de distributions d'aliments arrivaient toutefois au village les mercredis et les jeudis. Sonia a demandé à une femme qui faisait la distribution des aliments aux supermarchés du village de la laisser laver les légumes pour un salaire minimum. Avec ça, elle a réussi à amasser de l'argent pour quitter définitivement le village après avoir vendu sa maison en bois, « *C'est un oncle de Mario qui l'a achetée, pour 200.000 (120 dollars canadiens)* », remarque Sonia. Avec cet argent, elle a acheté les billets pour quitter le village et il lui est resté 80.000 pesos (35 dollars canadiens). « *Regardez monsieur, avec vos questions, je me rappelle de tout ce qui m'est arrivé !* » m'a interpellé Sonia qui me raconte que dans l'autobus qui l'a amenée jusqu'à Cartagena, elle angoissait parce que les paramilitaires sont normalement sur les autoroutes. En allant vers l'arrêt d'autobus, un paramilitaire lui a demandé si elle avait décidé de quitter, il l'a souhaité de la chance. « *J'ai eu beaucoup de douleur du passé, beaucoup de pression sur ma poitrine* ». Sonia pleure, me demande d'arrêter l'enregistreuse.

Avec beaucoup de sentiments mélangés, Sonia raconte qu'au début, les frères dominicains lui donnaient de la nourriture, elle devait alors se déplacer vers un autre quartier pour ramasser le marché. Sur la situation incertaine qu'elle allait affronter à Cartagena, Sonia me parle de ses obsessions ; elle demandait souvent à Dieu de ne pas la laisser mourir de faim avec ses enfants. Sonia ne savait pas où aller, « *J'avais trois sœurs ici à Cartagena, je suis arrivée chez elles* ». Mais ses sœurs n'avaient pas d'argent pour l'héberger ajoute-t-elle, « *Elles n'avaient pas un emploi stable, j'allais être une charge pour elles* ». Puis, Sonia a trouvé un emploi de domestique, un jour où elle attendait l'autobus. Un monsieur l'a interrogée sur sa situation. Puis, il lui a parlé de l'endroit pour les personnes déplacées, il a mentionné qu'il s'agissait d'un programme d'habitation d'une ONG internationale et du gouvernement. De cette façon Sonia y a eu une maison en bois. Elle s'y sent aujourd'hui plus tranquille, et a commencé à bâtir sa maison, sur le terrain reçu en don par l'ONG.

L'adaptation de Sonia à la ville a été compliquée. Elle affirme néanmoins qu'elle n'a plus peur maintenant, elle se sent un peu plus sûre ; la seule chose qu'elle envisage c'est de trouver un emploi stable. Dans le quartier où elle habite présentement, dans le secteur « *Sagrado Corazon de Jesus* », tout le monde sont des personnes déplacées par la guerre interne du pays, ce qui fait que la situation n'y est pas très facile. S'il y a des jours où elle n'arrive pas à manger, elle exprime avec impatience qu'elle va trouver un capital pour ouvrir son propre dépanneur « *mais les personnes ne prêtent pas d'argent sans intérêts* », ajoute-t-elle. Elle rêve d'acheter une auto, pour travailler comme chauffeur de taxi, pour avoir au moins quelque argent pour manger le jour.

Sonia parle de sa relation avec ses enfants ; encore là c'est difficile. Selon elle, elle devient parfois désespérée et elle n'a plus de patience à cause de sa situation économique. Elle a travaillé dans une usine ce qui lui a permis de survivre pendant six mois, mais elle attend toujours son argent car son cheque a été mal fait. Elle croit aussi que l'administrateur lui a volé des jours de travail. Elle est obligée de garder la maison d'un voisin qui lui donne à dîner, repas qu'elle doit diviser par six. Sonia dit que elle n'a pas eu d'aide du gouvernement pour avoir de la nourriture parce qu'elle n'a pas obtenu les registres de naissance de ses enfants. Elle n'a pas eu d'argent pour envoyer quelqu'un à « *la maria* » les récupérer. Elle n'a pas eu la force d'y aller elle-même, elle a eu peur d'être assassinée. Sonia depuis janvier 2005, ne travaille plus.

Ce cas montre une discontinuité éprouvée dans l'identité personnelle de Sonia. Il y a une rupture entre le passé et ce qui est anticipé pour l'avenir. Simon parle du processus historique du milieu d'origine, c'est ce qu'on peut constater dans cette histoire où il n'y a plus ou presque plus de pertinence pour Sonia qui est à charge de solutionner sa nouvelle vie avec un emploi pour qu'elle et ses enfants mangent.

« L'avenir ne peut donc plus être perçu ou imaginé en terme familial et d'images connues et socialement partagées ». ⁵⁹

4.2.8 Cas d'une femme avec 9 enfants. (Dans le secteur du Sagrado Corazon de Jesus)

Claudia est un cas spécial. Je le remarque parce qu'elle a 9 enfants est c'est vraiment triste de la voir sans argent, sans presque rien pour manger, et vivant dans des conditions infrahumaines. Mon cœur est brisé en deux. Je n'ai pas de mots, de questions, mais j'arrive tout de même à parler. Claudia pleure. Je vois qu'elle n'a pas de dents. Ses enfants sont autour d'elle. Pourtant, je vois qu'elle a de la force, elle commence son récit, je la sens nerveuse, elle regarde l'enregistreuse :

« Je viens juste d'arriver de Zaragoza, un village du département d'Antioquia (Nord de la Colombie). Nous avons une ferme, près du village, où nous vivions avec nos 9 enfants, nous avons un dépanneur à Zaragoza. Ils sont rentrés pendant la nuit, nous dormions à ce moment-là. Ils nous ont demandé de sortir immédiatement de la ferme. Nous avons le travail des légumes, des vaches, le dépanneur, et en plus, mon mari ramassait de l'or dans les mines de la région.

Dans le dépanneur, on devait vendre à tout le monde : la guérilla, les paramilitaires et la population civile du village. Nous n'avions pas de problème avec les gens. Mais cette nuit-là, la guérilla nous a dit qu'ils étaient obligés de nous expulser de notre propre terre, parce que nous vendions de la nourriture dans le dépanneur aux paramilitaires. Nous avons été obligés de quitter rapidement avec les vêtements que nous avons : nos pyjamas.

⁵⁹ Barouh Simon Ida et Simon Jean Pierre, (1988), *Les étrangers dans la ville : le regard de sciences sociales*, l'Harmattan. Paris.

La nuit, lorsque la guérilla les a expulsés de leur ferme, ils ont beaucoup marché parce que la région est pleine de grandes montagnes. De plus, il faisait noir, ils étaient nerveux, ils pensaient que la guérilla venait en arrière d'eux. Ils sont arrivés à l'autoroute vers 6 heures du matin, le premier autobus qui a passé, ils l'ont arrêté. Ils l'ont pris sans savoir où ils allaient, le plus important à ce moment-là pour eux étant de quitter les lieux. Le chauffeur de l'autobus s'est rendu compte de leur situation et il ne leur a pas chargé les billets. Des passagers leur ont donné de l'argent voyant leurs figures terrifiées.

« Nous sommes allés tout de suite vers Cartagena. Comme nous ne connaissons personne ici, nous dormions dans les parcs, nous demandions de l'argent dans la rue, de la nourriture, les gens nous regardaient comme des insectes, c'était la pire situation de ma vie ! », s'exclame Claudia. Un jour, nous avons rencontré un monsieur qui était, lui aussi, une personne déplacée, mais il avait une maison. Il nous a invités à vivre quelques jours avec lui. Il nous a emmenés devant le gouvernement et les fonctionnaires qui eux nous ont amenés ici, au champ. »

Claudia raconte que ça a été dur, surtout à cause de la façon dont les gens les regardaient dans la rue. Ils étaient perdus, ils ne savaient pas où aller, à qui demander de l'aide. Ça s'est très mal passé à cette époque-là. Claudia m'explique : *« Nous n'avons eu l'aide de personne et on ne connaissait pas quelqu'un qui pouvait nous aider. Je n'appartiens pas à une église, mais j'ai demandé à Dieu de m'aider, et quand un homme de la rue est apparu dans nos vies pour nous orienter, je peux dire que c'était un miracle ! On continue la lutte ici, l'ONG internationale a offert à mon mari un projet à la criée de poissons. Mes enfants sont à l'école ici, ils sont nourris dans la même école »,* m'affirme Claudia.

Claudia me raconte que son mari n'a pas voulu lui raconter exactement ce qu'il a négocié avec la guérilla et pourquoi ils ne sont pas morts. *« Je ne comprends pas*

pourquoi nous avons été choisis pour être expulsés, parce que mon mari n'appartenait pas à des groupes illégaux », affirme Claudia. « Il était tout le temps avec nous et au travail. La seule chose que je peux vous assurer c'est que nous avons laissé toutes nos affaires, la propriété, les meubles, les vaches, nos richesses », soutient Claudia. Elle et sa famille ont de la difficulté à s'en sortir parce que l'argent que gagne son mari n'est pas suffisant pour améliorer leur condition de vie.

Ce cas dénote le déracinement du milieu social de ceux qui sont transplantés dans un autre milieu. Ce déracinement a des implications à plusieurs niveaux si l'on se réfère à Simon : la marginalité individuelle et collective d'une part, être nouveau dans un contexte social différent, et d'autre part, l'entendue de leurs expériences et des relations sociales est diminuée, la valeur de leur capital culturel change dans la mesure où ils fonctionnent dans un nouveau marché économique, social et politique. Cela nous rapproche des explications de Pierre Bourdieu, quand il dit que les échanges peuvent exprimer des relations de pouvoir. Les êtres humains sont sensibles aux variations de l'accent, du vocabulaire, et de la syntaxe qui sont le reflet de différentes positions dans la hiérarchie sociale. On est attentif à la façon individuelle de parler, avec les différents degrés d'autorité. Pour que les gens, la famille de Claudia reprend sa situation d'origine, ils doivent traverser plusieurs étapes lors leur intégration à un nouveau contexte social, économique, et culturel.

4.2.9 Cas d'un vendeur de sucreries dans la rue. (Dans le secteur du Sagrado Corazon de Jesus) .

Julian me raconte son histoire, sans peur. il est une personne qui parle beaucoup, peut être a cause de son métier de vendeur dans la rue. Avant d'enregistrer on a assez parlé pour que je me rende compte que Julian a bien compris mon sujet de recherche. Je le trouve intelligent, lorsqu'il commence à me raconter son histoire. Pour cette raison je transcris ici son récit sans interruption, pour être fidèle à ses sentiments, à sa

façon de raconter ses expériences de vie, à sa capacité de parler. Malheureusement, quand on traduit, on perd beaucoup de mots, mais j'ai fait quand même un effort pour être fidèle à ses mots :

« Mon village a été pris par les groupes paramilitaires, depuis déjà six ans. Il n'y a pas de présence gouvernementale pour empêcher ces gens de contrôler nos vies. Il y a un seul policier qui travaille dans le village et collabore avec ces groupes-là, ooohhh ! Oui tout le monde le sait au village. Je suis le dernier enfant de trois, mes parents sont vraiment pauvres et ils n'ont pas permis que je sois choisi pour être dans les files des paramilitaires. Dans le village, nous sommes obligés de faire des dons aux groupes paramilitaires, soit en espèce ou soit par notre collaboration directe. En participant avec eux à des actions de guerre comme d'aller au combat contre la guérilla, aller chez les riches pour avoir de l'argent ou voler les camions qui transportent de la nourriture pour les grands supermarchés des villes. Les paramilitaires obligent la population civile à les suivre dans ces actes de vandalisme. J'ai décidé de quitter le village, car pour moi, c'était horrible de voir comme nous étions opprimés dans nos droits fondamentaux et ni le gouvernement, ni la police, ni l'armée n'étaient présents pour empêcher cette situation. Me déplacer a fait partie d'une grande aventure pour moi, c'était comme de sauter dans l'inconnu. En principe, il faut avoir convaincu toute une partie des paramilitaires pour pouvoir laisser le village. J'ai été obligé de mentir, je leur ai dit par exemple que je devais visiter de la famille à Cartagena qui avait gagné de l'argent, argent que je pourrais leur remettre. Et surtout je leur ai dit que j'aimais la cause paramilitaire. Ils ont étudié mon cas, pendant deux semaines, mais ils n'ont pas accepté ma requête. La seule possibilité de sortir s'est présentée quand ma mère a été malade. Dans l'hôpital du village, il n'y avait pas de médecine pour la guérir, alors j'ai été obligé à l'accompagner à l'hôpital de Cartagena. C'est à ce moment-là, après la récupération de mamá, que j'ai décidé de rester dans la ville. Je ne savais pas encore que le gouvernement avait des programmes pour aider les personnes déplacées. J'ai

commencé à marcher et ai demandé aux gens dans la rue de m'orienter, parce que je ne savais pas comment arriver chez un cousin qui habitait là depuis longtemps. Comme ça j'ai pu arriver à trouver aussi du travail.

Mon premier emploi a été de vendre des bonbons dans les autobus. Je me rappelle bien de ce jour-là, j'étais nerveux et je ne savais pas comment approcher les gens. Mais une force interne m'a permis de le faire. Je fais ça depuis un an, mais je suis fatigué, j'aimerais trouver un emploi stable, avec un salaire fixe. On souffre beaucoup dans la rue, des humiliations. Les gens sont forts et ils me traitent comme un marginal la plupart du temps.

Je voulais suivre l'université, mais je n'ai pas assez d'argent pour vivre et étudier en même temps. Maintenant, nous sommes quatre dans un appartement, nous nous entraïdons. Si je paie le gaz, mon colocataire paie l'électricité et comme ça on peut arriver à vivre. Je ne peux pas retourner vers mon village, parce qu'ils m'ont signalé comme un informateur de la guérilla. Ils ont menacé aussi mes parents plusieurs fois en leur disant que si j'arrivais au village, j'allais être tué devant tout le monde comme un déserteur de la cause.

Dans mon cas, l'adaptation à la ville est un processus horrible, parce qu'on souffre beaucoup ici. On a besoin d'argent pour avoir les commodités qu'offrent les grands centres commerciaux, le luxe. Et vivre pauvrement, c'est être dans la misère parce qu'il n'y a pas de travail, en plus, la façon d'être des gens ici est agressive. Au village, non ! Les gens y sont agréables et aimables avec nous. Ici, c'est différent. C'est comme vivre dans une forêt avec des animaux, je ne suis pas couvert par un organisme de santé, je suis inscrit dans un système gouvernemental pour les personnes défavorisées, « sisben ». Jusqu'à maintenant je ne sais pas comment c'est parce que heureusement je ne suis pas malade. Mais les gens qui l'ont utilisé m'ont dit qu'il faut faire de grande files pour être servi. Je ne suis pas sûr de ça, des fois, je pleure dans ma solitude. J'aimerais changer mon système de vie, avoir des

opportunités de travail, pour étudier et changer ma condition sociale, j'espère un jour !, j'espère un jour ! ».

Julian a terminé son récit, en me demandant de l'aider à trouver un emploi, ce qui pour moi a été difficile de par ma condition d'étudiant à Montréal. Mes sentiments se sont vus confrontés dans cette situation délicate pleine d'humanité.

Ce cas nous indique comment une personne déplacée doit reconstruire ses champs d'activités, ses réseaux de relations sociales et institutionnelles. Ce processus de reconstruction doit, premièrement avoir lieu au niveau cognitif et symbolique », selon Simon. La personne s'y engage avec le capital individuel et social à sa disposition, capital qui vient en général de son propre milieu social (groupe famille, groupe ethnique, religion milieu professionnel, groupement politique) et il va sans dire, de leurs caractéristiques personnelles⁶⁰.

4.2.10 Cas d'un paysan survivant à la guerre (dans le secteur du Sagrado Corazon de Jesus)

Mes sentiments sont brisés. Je n'arrête pas de pleurer. Les femmes qui m'accompagnaient dans cette démarche m'ont demandé d'aller dans un dépanneur et d'acheter une bouteille d'eau. Mon engagement était de finir les entrevues, je ne pouvais pas rester plus longtemps et je devais parler avec la dernière personne. J'ai dû trouver des forces, et après avoir parlé plus d'une demi heure avec ces femmes courageuses, elle m'ont donné de la force. Ces gens ont touché le fond de mon cœur.

⁶⁰ BAROUH SIMON, Ida et SIMON, Jean-Pierre, *Les étrangers dans la ville*, l'Harmattan, Paris, 1988.

Omar est la dernière personne contactée. J'ai décidé comme dans le cas de Julian de transcrire complètement son témoignage, qui, vraiment, m'a marqué. J'ai été témoin de la brisure d'une balle dans l'estomac d'Omar, un trou couvert par des petits tissus coupés. Je vivais en direct les traces physiques de la « violencia », voici son témoignage :

« J'habitais dans un village tranquille avant que ne commence la lutte pour la terre entre les paramilitaires, la guérilla et l'armée colombienne. Nous habitions là toute la famille : mes parents, mes frères, nous étions 6 en total. Moi, j'ai décidé de ne pas étudier, alors j'aidais mon père dans les travaux de la ferme. Normalement, notre vie se déroulait avec le travail de la ferme et nos marches pendant les après-midi dans le village. Nous étions connus comme des personnes honorables, c'est la façon correcte d'agir de mon père qui nous a donné cette reconnaissance. Un jour est arrivé un paramilitaire qui a dit à mon père de faire attention parce que des rumeurs commençaient à percer ; des gens disaient que nous étions des collaborateurs de la guérilla. Ce qui était faux ! Nous ne voulions pas entrer dans la guerre !

À peu près un mois après cette visite, un militaire de l'armée est venu nous avertir de ce que disaient les gens du village : nous aidions les paramilitaires et la guérilla. Mon père a commencé à nous empêcher de sortir avec des gens inconnus, ce qui a contribué à mon histoire ou mon drame.

Le jour où ils sont arrivés, ils étaient beaucoup de paramilitaires. Ils se sont identifiés. Ils voulaient de l'argent en échange de ne pas nous tuer. Nous devions leur donner chaque mois une quantité considérable d'argent, parce qu'ils disaient que nous étions riches, mais mon père n'a pas accepté. Deux jours plus tard, ils sont rentrés pendant la nuit, ont pris mon frère et mon père. Ma mère et moi, nous sommes sortis par en arrière. Nous avons entendu des détonations, nous paniquions et ce que nous avons fait a été de courir. J'ai dit à ma mère de courir et d'informer le village.

Moi, j'étais préoccupé par mon frère et mon père. Ils avaient quitté déjà quand je suis revenu. Deux heures après, la ferme était toute détruite. J'ai vu alors mon père et mon frère, devant la porte de la maison, morts, c'était un moment horrible ! Je ne savais quoi faire : prendre les corps ou m'en aller informer les gens du village. J'avais peur en réalité, très peur. Ma surprise a été alors d'entendre des bruits. Ils étaient retournés me chercher, alors je me suis mis à courir. Puis, j'ai senti que quelque chose avait traversé mon estomac. J'ai touché avec ma main, j'avais beaucoup de sang. Je ne me souviens pas comment j'ai eu assez de forces pour continuer à courir. Je suis arrivé au village et un ami m'a emmené chez mon cousin, qui a pris son auto et m'a amené à l'hôpital d'un village près du nôtre. J'ai été très gravement atteint, j'ai passé trois jours, entre la vie et la mort !

Le directeur de l'hôpital a recommandé à mon cousin de m'emmener par sécurité à Bogotá. Pour lui, c'était plus sûr, parce que la région était pleine de paramilitaires et tout le monde savait que mon père et mon frère avaient été assassinés. Ma mère était partie vers Medellín. Elle avait téléphoné à mon cousin par cellulaire, et elle savait ma situation. Alors, trois jours après, mon cousin et moi sommes partis vers Bogotá. Je suis arrivé dans une auberge pour les personnes déplacées, mais j'étais blessé, et pourtant ils m'ont référé un hôpital de la capitale. J'ai commencé à guérir, et en même temps j'ai commencé à m'impliquer dans des organisations de droit de la personne, avec l'organisation nationale autochtone. Je ne suis pas autochtone, je suis paysan, mais ils m'ont très bien reçu, et ils m'ont orienté sur comment réclamer mes droits devant le gouvernement.

Ma mère est venue me visiter à Bogotá. J'ai décidé de venir à Cartagena parce que le médecin m'a recommandé la tranquillité. Suite à la blessure de la balle, ils ne pouvaient pas m'opérer, parce que la balle touchait presque la colonne. S'ils pratiquaient l'opération, je pouvais rester immobilisé. J'attends que la balle sorte

toute seule, et pour l'instant je ne peux pas travailler, c'est ma mère qui m'aide à vivre.

De temps en temps, des organismes d'aide passent par ici, et nous donnent de l'aide en nourriture, en santé avec la révision d'un médecin, et ils nous invitent pour des cours de formation. Moi j'ai fait des cours pour chercher un emploi, mais dans ma condition, les gens me traitent comme un handicapé. C'est vraiment difficile de trouver un emploi où je n'utilise pas la force, parce que je n'ai pas de profession. Pour l'instant, je suis seul. Je parle avec les voisins, des journalistes se sont intéressés à mon cas, mais j'ai peur de parler. J'ai fait une demande de résidence devant l'ambassade du Canada sur la recommandation de l'attaché culturel de l'ambassade et de l'organisation autochtone. J'attends la réponse, je dois quitter le pays, je fais des cauchemars et je n'ai pas de la confiance en personne ici.

C'est vraiment horrible ! Je pense que tout le monde sont des informateurs des paramilitaires. Je sens qu'ils vont arriver d'un moment à l'autre. La vie est difficile ici ; j'ai du mal à m'adapter parce que normalement ma vie était dans la campagne, avec les vaches, avec les animaux. Ici, ce que je vois ce sont des autos, des dépanneurs, et des centres commerciaux, nous ne pouvons pas socialiser avec les gens parce qu'ils nous regardent avec peur. Ils pensent que nous allons les voler, et ce n'est pas vrai. Ce que nous voulons, c'est nous faire des amis, c'est tout ! Dans le village, on parle avec tout le monde. Ici, on passe des jours et des jours tous seuls sans prononcer un seul mot. Parfois, la vie devient difficile, c'est la force interne que nous avons qui nous maintient vivants ; c'est ma vie. »

Si l'on se fie à ce qu'affirment León et Rebecca Grinberg⁶¹, tous ces cas montrent le facteur déterminant d'affectation de la personne déplacée involontairement, et les conditions dans lesquelles se réalise le déplacement. Ils révèlent le type d'angoisse

⁶¹ GRINGERG, León et Rebecca (1986), *Psychanalyses du migrant et de l'exilé*, Cesura éd. Lyon.

mobilisée de façon prédominante, ainsi que l'intensité des défenses qui se dressent contre elles et les possibilités d'élaboration. Pourtant, la personne forcée à se déplacer dans sa trajectoire, son adaptation, son intégration, son acculturation, a beaucoup plus de difficultés à se réaliser que dans le cas de l'émigration volontaire. Ce cas-ci reflète, on peut dire, l'acculturation quand l'interviewé remarque les changements concernant les valeurs, les attitudes, les croyances et les comportements de gens de Cartagena, par rapport à son village d'origine.

Le phénomène des personnes déplacées en Colombie s'est accru dans les dernières décennies ; c'est la raison pour laquelle les villes colombiennes vivent de nouvelles situations. Si on regarde le panorama de la catastrophe humanitaire des personnes déplacées de force en Colombie, il devient plus critique si on se rend compte que 75% du contingent des trois millions de personnes déplacées est formé par des femmes, des jeunes et des enfants qui ont moins de 17 ans. Ils sont des êtres humains qui, depuis leur bas âge, vivent l'expérience de la douleur, des souffrances dans la ville, d'habitations abandonnées dans la forêt, et, ce qui est le plus dérangeant, la famine qui devient une habitude et qui au jour le jour modifie leurs organismes. Le cas de la guerre interne colombienne, comme dans plusieurs autres pays sur la terre tels que l'Éthiopie, l'Afghanistan, l'Amérique centrale et du sud, est devenu un cas d'analyse de première importance. Dans ces circonstances, les paysans et les indigènes sont obligés de quitter leur habitat pour aller vers les grandes villes de Colombie qui les accueillent normalement dans la misère des bidonvilles. Néanmoins, les Colombiens sont habitués à voir les personnes déplacées à côté de chaque lumière de circulation, ou à d'autres endroits de la ville et ils le considèrent avec indifférence. Ils les acceptent comme partie intégrante du paysage urbain.

Comme conclusion, on peut mentionner que les conséquences psychosociales de faits de la « *violencia* » sont des violations des droits humains et des normes humanitaires. Comme cadre référentiel à ces histoires, on note des excès sur les individus, destructeurs dans différents contextes sociaux, et se retrouvant à différentes

génération. Ceci s'applique également aux cas de disparitions forcées qui, du point de vue émotif, ont des implications sur différents membres d'une même famille même si tous n'étaient pas nés au moment des faits. Ces faits de « violencia » affectent les aspects psychosociaux des individus et les structures sociales. Ils fragilisent les normes de cohabitation et brisent la confiance mutuelle entre les citoyens et envers les institutions, qui soutiennent en même temps certaines valeurs souhaitées par les uns basées sur la domination, la force et l'exclusion. Ceci est flagrant dans les récits qu'on vient de rapporter. Ceci se répercute aussi dans les pratiques culturelles des communautés affectées. Notamment dans l'isolement et les sentiments des victimes dans leurs histoires de douleur et de tragédies.

CHAPITRE 5

ANALYSE DE LA RECHERCHE

Suivant le point 3.8 des méthodes d'analyses du chapitre 3, on a défini l'analyse de la recherche, on a vérifié tout le matériel et on a analysé les outils essentiels du travail fait pendant les voyages à Cartagena. On a considéré pertinent d'intégrer la méthodologie employée afin de rendre scientifique ce travail de recherche. On a alors fait l'analyse à travers le style ethnographique, usant de méthodes basées sur l'observation participante et sur des rencontres avec des informateurs privilégiés.

Dans ce chapitre, on trouve les différents facteurs de déplacement des personnes choisies pour cette recherche, l'analyse par catégories des entrevues, le processus du déplacement comme un échange de pouvoir, la réponse des organismes aux personnes déplacées, les possibles causes du déplacement et le pourquoi on expulse la population civile de leur endroits de résidence entre autres.

5.1 Caractéristiques de la population étudiée à Cartagena

La population déplacée de cette étude est représentée principalement par des femmes soit, comparé avec les statistiques nationales de Colombie, 49%-58% de la population et près de 80% des membres des groupes avec des enfants. D'origine paysanne, petits propriétaires ou travailleurs dans les travaux agraires, cette population est plus souvent de races noire ou indienne, même si un petit pourcentage de blancs la compose. Les familles sont généralement nombreuses, formées de groupes de quatre

à sept personnes. 80% d'entre elles ont été séparés par dispersion des membres lors de conflits intrafamiliaux ou d'assassinats. Le niveau de scolarité est précaire ; près de la moitié des gens interviewés sont du primaire, et 20% du secondaire. Ils se mobilisent principalement de façon individuelle. 22% des déplacements ont été massifs ; la plupart des familles proviennent d'autres déplacements dans les villes ou d'autres villages. Quand ils arrivent en ville, ils sont normalement sans emploi. Ils arrivent dans les zones marginales des villes. Dans le cas de Cartagena, ils s'entassent sans services publics essentiels de base, côtoyant rats, moustiques, etc. et autres causes de problèmes sanitaires courants.

L'impact initial se voit dans les changements des conditions de vie de ces personnes. Celui-ci reste toutefois difficile à établir, parce que ces changements dépendent de nombreux facteurs : s'il y a ou non une brisure physique directe, du type d'événement, de l'expérience précédente, de l'âge, de la présence de maladies, du type de ressources personnelles et sociales sur lesquelles ils comptent. Les investigations mentionnent à divers niveaux les changements suivants⁶² :

5.1.1 Les adultes

On identifie dans les études que près de 80% de la population adulte présente des signes d'altérations émotives. Prédominent les plaintes de types anxieux et dépressif avec des manifestations somatiques.

Quelques facteurs émotionnels sont : la sensation d'étrangeté, l'incertitude, la peur, les crises de pleurs, des changements dans l'état d'attention, des altérations dans le sommeil, une démotivation généralisée, des idées de vengeance et de mort.

⁶² SUMMERFIELD, D, (1998), *El impacto de la guerra y de las atrocidades en las poblaciones civiles*, Avre, Bogotá.

Les symptomatologies indiquent, en ordre de fréquence : des douleurs de tête, de la fatigue musculaire, des sensations d'évanouissement, des palpitations et des tremblements du corps, l'implantation de maladies comme des gripes ayant une haute incidence sur tous les groupes d'âges. On souligne également des affectations respiratoires, avec une prévalence majeure dans les groupes de petits de cinq ans, ainsi qu'une fréquence élevée d'hypertension.

Un autre problème de santé associé est le haut niveau d'adolescentes enceintes, soit 14,7%, lié parmi d'autres aux difficultés d'accès aux services de santé, à cause des distances des habitations mais surtout de l'absence de leur appartenir, et des coûts.

5.1.2 Les groupes familiaux

Les effets initiaux notés dans les groupes familiaux en général sont la peur, le manque de confiance, l'incertitude, le changement abrupt de rôles, l'interruption soudaine de la scolarisation. La suspension de traitement médical pour les familles va de pair avec une diminution de l'intérêt de participer à des activités communautaires, des causes de séparations, des conflits intrafamiliaux, des difficultés avec les enfants, et sporadiquement des manifestations de « *violencia* » intrafamiliale débouchant aussi sur des situations tout aussi inquiétantes de « *silence* ».

5.1.3 Les communautés

La perte de confiance, la peur, la difficulté à se réorganiser, détérioration et désintégration du réseau social, des coutumes, de l'identité culturelle... : les communautés ne connaissent pas de normes de référence dans le cas du déplacement, elles ne croient en outre pas aux actions de l'Etat. Chômage généralisé, intimidations aux leaders populaires, stigmatisations des organisations qui travaillent avec les personnes déplacées, soumission et impunité.

Ces changements sont le produit de diverses conditions. D'un côté beaucoup de manifestations émotionnelles et de comportements sont des réponses au stress, à la tension élevée issue des efforts liés à l'adaptation. Au niveau cognitif, les efforts pour confronter les changements confrontent des crises⁶³ : de confusion, de tristesse, liées à la difficulté à prendre des décisions, à l'instabilité émotionnelle... Les changements ici ne sont encore pas isolés ; ils répondent à la situation complexe individuelle et sociale des conditions des personnes déplacées.

5.2 Les catégories d'analyse

On a classifié en catégories les entrevues. On a analysé les personnes déplacées interviewées selon la méthode de l'ethnographie et de l'observation participante comme on l'a mentionné dans le chapitre 3. De la même façon, on a établi des catégories à partir des similitudes de sens, utilisées comme des éléments précieux d'information dans l'investigation.

La Colombie est un pays multiracial dans lequel on peut distinguer plusieurs catégories ethniques ou raciales qui produisent différentes contraintes sociales. Les marginalités individuelle et collective se font remarquer parce que les personnes déplacées doivent vivre dans un nouveau contexte social. Pourtant, l'ampleur des relations sociales a diminué. Pour Simon, il existe un paradoxe chez le déplacé, l'identité et l'altérité, ce qui veut dire que les personnes déplacées doivent devenir autres en restant elles-mêmes. On a étudié les catégories suivantes :

⁶² FURNHAN, A; BOCHNER, S. (1994), *Cultural shock. Psychological reactions to unfamiliar environments*. Routledge, London.

5.2.1 Le déplacement forcé : des effets de discontinuité et d'échanges obligés

Les échanges humains peuvent exprimer des relations de pouvoir dans la hiérarchie sociale. Ces échanges sont visibles notamment à travers les variations de l'accent, du vocabulaire, le niveau d'éducation et le niveau économique. Pierre Bourdieu⁶⁴ fait ce constat, et nous situe dans la problématique des échanges interculturels, individuels et collectifs, lesquels sont présents dans le processus vécu par une personne déplacée dans des circonstances forcées ou pas. Ces personnes apportent leur capital culturel, ce qui indique que, d'une façon ou d'une autre, les gens vont entremêler leur capital avec celui des gens d'accueil.

Selon Pierre Bourdieu, les différents degrés d'autorité remarqués dans les mots utilisés par les individus sont manipulés avec inégalité. Pour lui, c'est la personne qui sait comment utiliser les mots qui aura la position de pouvoir. De son côté, Ida Simon, auteur du livre « *Les étrangers dans la ville* »⁶⁵ parle de l'effet de discontinuité qu'une personne éprouve dans son identité personnelle et de la rupture entre le passé et ce qui est anticipé pour l'avenir, ce qui doit être indubitablement révélé dans un processus de déplacement forcé. La discontinuité et la rupture apparaissent en effet ouvertement chez les personnes déplacées interviewées au long de la recherche.

Cette manifestation est vue dans la psychologie individuelle laquelle est évidente dans tous les problèmes d'adaptation, de chômage et d'habitation. En même temps, ces personnes déplacées dévoilent leur déracinement dans la marginalité individuelle et collective. C'est ce que Simon explique à travers les différentes étapes vécues par la personne déracinée, soit : l'identité, l'altérité, le concept de deuil, les réponses du mécanisme de défense de l'individu contre une situation originelle traumatisante et

⁶³ THOMPSON, John B., (1984), *Studies in the theory of ideology*, Cambridge, London.

⁶⁵ SIMON BAROUH, Ida, SIMON, Jean-Pierre, (1988), *Les étrangers dans la ville, l'insertion des immigrés : approche conceptuelle Abou sélim*, L'Harmattan, Paris.

ses récurrences secondaires.

Pour Léon et Rebecca Grinberg⁶⁶, le concept de deuil implique un processus dynamique et complexe. Le type d'angoisse est identifié pleinement chez les personnes déplacées de cette investigation. Ceci est prouvé plutôt dans leur déracinement et dans leur problème d'adaptation à la ville de Cartagena. On a remarqué, en même temps, que chez ces personnes déplacées, il y a des signes de stress inconscient que l'on retrouve cités chez les auteurs dans leur interprétation du problème. Pour assimiler la situation précaire dans laquelle elles vivent, ces personnes déplacées manifestent clairement leur malaise à travers cette attitude.

Un autre point d'analyse est celui de l'assimilation. Pour Léon et Rebecca, elle est liée à l'état de l'individu, c'est-à-dire à son intégration, et à son assimilation structurelle. En d'autres termes, la pénétration de l'individu dans les structures occupationnelles, sociales, politiques, et culturelles. Pour les personnes forcées à se déplacer de cette étude, cela se traduit à travers leur incapacité à rentrer dans certaines structures officielles s'elles n'ont pas d'aide extérieure. Aussi, la marginalisation que doivent vivre les personnes déplacées forcées lors de leur arrivée à Cartagena est interprétée par les mêmes auteurs comme l'apparition d'un déséquilibre biologique, psychologique ou social. Cela amène à remarquer dans nos analyses des entrevues que ces personnes déplacées vivent un grand manque d'appui et de collaboration extérieurs de la part des institutions et de l'état.

Le déplacement forcé en Colombie entraîne une analyse de la notion des effets des adaptations sociales et psychologiques qui peuvent se produire sur l'individu déplacé.

⁶⁶ GRINGERG, León et Rebecca, (1986), *Psychanalyses du migrant et de l'exilé*, trad. Cesura éd. London.

On associe cette contrainte aux histoires étudiées, et on remarque qu'il y a néanmoins des personnes qui ont la capacité de contrôler la force externe qui a provoqué leur problème (cas de la femme politique et de la leader communautaire).

Dans les cas étudiés, les personnes déplacées sont souvent du même peuple ou de la même minorité. Mais la raison est que la région de « Montes de maria », région de provenance des gens interviewées, est une des régions les plus touchées par le conflit armé colombien. Les villages d'où proviennent la plupart de gens sont dans cette région et les habitants sont vus comme tels par les agents de persécution. On évoque les définitions d'Albert dans l'article *Réfugiés de l'intérieur*⁶⁷.

Selon le HCR, ces phénomènes se produisent sous la pression de forces sous-jacentes étroitement imbriquées, d'ordre politique, économique, ethnique, écologique ou bien liées à la situation dans le domaine des droits de l'homme. Ces personnes vivent la culpabilité d'avoir vécu sur l'une des terres les plus riches de Colombie. Ils ont assisté au conflit de pouvoir entre les groupes paramilitaires et des guérillas qui se disputent la terre qui ne leur appartient même pas.

On comprend bien maintenant que les personnes déplacées forcées sont des personnes qui sont obligées de laisser leur terre, leurs foyers, comme résultante ou pour éviter les effets du conflit armée en situation de « *violencia* » généralisée. On se rend compte que Sonia, Julian, et toutes les personnes interviewées souffrent des violations à leurs droits humains ; ils ont été obligé d'abandonner leur résidence ou leurs activités économiques fréquentes. « Normalement, notre vie se déroulait avec le travail de la ferme et nos marches pendant les après-midi dans le village. Nous étions reconnus comme des personnes honorables, c'est la façon correcte d'agir de mon père

⁶⁷ ALBERT, Sophie, (1993), *L'enjeu de la protection*, Éditions la Découverte, Paris.

qui nous a donné cette reconnaissance ». Cet exemple montre le discours du paysan, du cas d'étude no 10. À travers cette affirmation, il se rassure sur sa représentativité passée en tant qu'individu dans la société à laquelle il appartient. En tant que personne déplacée, leur intégrité physique, leur sécurité ou liberté personnelle ont été vulnérabilisées et se trouvent directement menacées.

5.2.2 L'acculturation : la recherche de meilleurs opportunités de vies

En reprenant le chapitre 2, les explications de Villancourt font référence à la possibilité de déterminer l'attitude d'acculturation dans deux domaines d'intérêt : le cas No 6 de la leader naturelle, qui manifeste son intérêt à continuer à représenter socialement la communauté qu'elle a choisie à travers son action envers le plus démunis, démontre la force de la volonté intérieure de la personne, et de son degré d'intégration à la nouvelle société. Dans cette perspective, on assume l'interprétation de Villancourt⁶⁸ de la femme leader comme son désir personnel d'entretenir des relations interethniques d'un côté, et de développer en même temps leur identité culturelle, leurs coutumes, etc.

Dans le même sens, Simon⁶⁹ explique que l'accommodation au milieu physique de l'endroit d'accueil tient compte de l'aménagement de l'espace de ces personnes déplacées qui signale la différence qualitative entre l'habitat nouveau et l'ancien.

5.2.3 L'intégration : l'attitude et la force de la volonté

⁶⁸ VILLANCOURT, François, (1994), « *Le Réseau de soutien social et son impact sur le processus d'adaptation des immigrants* », *Mémoire l'intégration structurelle*, Université du Québec à Montréal, Montréal.

⁶⁹ BAROUH SIMON, Ida et SIMON, Jean-Pierre, (1988), *Les étrangers dans la ville, le regard des sciences sociales*, l'Harmattan, Paris.

Le modèle d'adaptation ou d'intégration selon Berry concerne l'attitude de la personne, laquelle doit traverser quatre étapes : l'assimilation, l'intégration, la séparation (ou ségrégation) et la marginalisation). Dans ce contexte, les personnes qu'on a interviewées pour cette recherche ont révélé ces étapes lors leurs témoignages, étapes qui correspondent à la recherche incessante de la part de ces personnes déplacées de trouver un espace dans la nouvelle société d'accueil. Dans le cas de Cartagena, ils recherchent l'opportunité soit par leur travail, dans des réunions avec les voisins, ou encore dans des cours de formation communautaire d'intégrer des mouvements communautaires, des ONG's ou d'accéder à des politiciens pour trouver leur place . Selon l'analyse, ceci est un effet inconscient des individus qui ont participé à cette investigation, parce qu'on s'est rendu compte qu'ils n'ont pas la capacité de percevoir ces étapes.

Dans les étapes de l'intégration, c'est ce point qui nous intéresse ici : celui, selon Berry, juste avant que l'individu ne pénètre les structures occupationnelles. Cela veut dire que pour la plupart des personnes déplacées de Cartagena, on considère qu'elles ont des problèmes éducationnels qui ne leur permettent pas de s'ouvrir rapidement à l'espace social. Cette étape d'intégration pour les personnes déplacées de Cartagena est souvent lente et difficile. C'est d'ailleurs l'action des ONG et des leaders communautaires qui va pousser ces gens à les aider à échapper à leur isolement. On se permet de relier ici la séparation, catégorie que Berry mentionne comme en lien significatif avec les institutions propres à la société d'accueil et avec ses membres⁷⁰. Ceci se remarque encore dans les entrevues quand les interviewées manifestent leur capacité de regrouper des gens, d'assister à des cours donnés par les ONG, ou de chercher à travers les politiciens des solutions à leurs problèmes sociaux.

⁷⁰ BERRY, J.W., (1986), *International Review of applied Psychologie*, Swets North America, New York.

On soutient que les personnes déplacées interviewées ont trouvé une solidarité de la part des gens du quartier où elles se sont installées. Ceci a représenté une partie importante du développement de la vie des personnes déplacées et contribué à la diminution du trauma causé par le déracinement obligé. Ces personnes déplacées n'ont alors pas remarqué de choc culturel, même si l'on remarque que ces gens-là proviennent de la même région culturelle et ethnographique. Les seuls éléments qui sont apparus chez ces personnes déplacées et à tenir en considération, c'est par rapport à leur sentiment de nostalgie et à leur condition de vie passée. On a prouvé à travers les sentiments d'insécurité que ces personnes vivaient des effets collatéraux manifestés par eux-mêmes dans leur façon de voir la vie. Par exemple : ils ne se sentent pas en sécurité dans le quartier où ils habitent. Pour eux, être intégré au quartier représente avoir des amis, avoir de bons voisins et de la solidarité entre eux. Ils voient la vie dans leur quartier très tranquille, sans problèmes sociaux imminents tels que la prostitution, ou la délinquance.

On peut affirmer avec ces réponses que c'est le secteur du quartier qui déterminera si certains phénomènes sont présents, comme celui de se sentir marginalisé, manifestation qui est présente dans l'état atteint par les immigrants, ou pour les personnes arrivant dans un nouvel endroit lorsqu'elles n'ont pas réussi à s'intégrer. Cet état pour Berry s'accompagne généralement d'un déséquilibre biologique, psychologique ou social, comme on l'a souligné au chapitre 2. Ces personnes seraient reliées directement à leur origine culturelle, régionale, économique et éducative. C'est évident dans cette recherche quand on sait que ces personnes déplacées, sont des paysans d'ethnie noire ou indienne, des ethnies qui pendant des siècles ont été discriminées en Colombie. Surtout que, contradictoirement, Cartagena a été pendant la Colonie un port d'esclaves qui recevait des noirs en provenance d'Afrique. Ceci resté dans la pensée de beaucoup de gens de « *Cartageneros* » qu'être noir signifie être inférieur. Même si ces gens ont gagné beaucoup d'espace dans leurs droits civils fondamentaux dans la constitution nationale de 1991, on considère qu'il existe encore

subtilement de la discrimination sociale pour la couleur de la peau.

5.2.4 L'ethnie : les Afrocolombiens et les minorités ethniques, un point faible du déplacement

Selon le Codhes⁷¹ 33% de la population expulsée des régions (83.650) correspond aux Afro colombiens, qui ont été dans l'obligation de se déplacer en abandonnant leur territoire, et en perdant leurs racines culturelles. Dans cette étude, 99% des personnes interviewées correspondent à des personnes d'ethnies noires. Seulement 1% ont été d'ethnie blanche. (Voir annexe 4 des photographies)

Pour le réseau de solidarité, sur le total de la population déplacée entre janvier 2000 et juin 2002, on estime que 17.72% correspondent à la population noire et 3.75% à la population autochtone. Pour l'Etat, le 20.5% de la population déplacée pendant deux ans et demi correspond aux groupes ethniques⁷². Si on compare proportionnellement les populations autochtone et noire qui existent en Colombie, d'après les statistiques de 1993 (3.34%), l'incidence de la « violencia » et du déplacement forcés provoqués est entre 7 et 10 fois plus forte dans les populations autochtones et noires du pays que dans le reste des groupes populationnels.

Le déplacement forcé, en étant proportionnellement plus concentré dans les groupes d'afro colombiens et d'autochtones, nécessite et réclame plus qu'une politique d'Etat. Un objectif culturel particulier donne effectivement du respect aux différences culturelles, génératrices de mécanismes d'attention en accord à la diversité des intérêts, d'expectatives, et des besoins. La reconstruction du capital social des

⁷¹ CONSULTARÍA PARA LOS DERECHOS HUMANOS Y EL DESPLAZAMIENTO, (2003), *Boletín*, CODHES, Bogotá.

⁷² RED DE SOLIDARIDAD SOCIAL, (2002), *Balance de las políticas de atención a la población desplazada 1998-2002*, Red de solidaridad, Bogotá.”

populations déplacées part de la reconnaissance de multiples formes d'interpréter la réalité et de vivre et d'assumer en même temps la « *violencia* » comme le déplacement même.

5.2.5 Le capital social : perdu ou cherché par les personnes déplacées

L'importance des réseaux de coopération horizontale dans les zones les plus touchées du pays, dans lesquelles la « *violencia* » a expulsé les populations rurales, n'est pas bien évaluée, mais quelques chiffres disponibles⁷³ permettent d'avoir une idée de son importance. Dans ces endroits où la présence de l'Etat est pratiquement impossible, les besoins qu'on peut considérer primaires doivent être résolus à travers des gestions pré-institutionnelles qui normalement sont associées à des associations informelles qui se chargent de s'occuper du peu de ressources (disponibilité de main d'oeuvre, de terres vides ou en possession discutée, de forêts libres, etc.) sur lesquelles ces collectivités ont un certain contrôle.

Quand ces collectivités sont déplacées, comme dans le cas des personnes interviewées, de façon individuelle ou unifamiliale (80% des déracinées), ceci a comme conséquence l'acquisition des biens par groupes armés. Elles perdent ainsi leurs biens propres, ainsi que leurs liens de coopération avec d'autres dont dépendaient certaines opportunités de progrès. Cette étude démontre que les personnes qui fuient la « *violencia* » politique se dirigent, probablement sans une claire conscience de tout cela néanmoins, vers les endroits dans lesquels il y a une haute charge collective de capital social.

Ce processus est théorisé par Simon qui explique d'abord que la personne, en

⁷³ MARINO DE BOTERO, Margarita, (2000), *El capital social como determinante del desarrollo sostenible*, Conciencias, colegio verde de Villa de leyva, Bogotá.

arrivant dans un nouveau contexte doit reconstruire ses champs d'activités, ses réseaux de relations sociales et institutionnelles. Ce processus de reconstruction doit, premièrement, avoir lieu au niveau cognitif et symbolique. On s'y engage avec le capital individuel et social à sa disposition, capital qui vient en général de son propre milieu social (groupe famille, groupe ethnique, religion, milieu professionnel, groupement politique) et, cela va sans dire, de leurs caractéristiques personnelles⁷⁴. On comprend cela⁷⁵ comme une mesure de disposition intersubjective reliée proactivement avec les autres, en fonction des intérêts communs essentiels les plus hauts.

Pour Bourdieu, les relations servent à soutenir l'existence de la domination. Selon lui encore, si une culture reproduit son propre système d'éducation et en même temps devient arbitraire, c'est certain qu'elle reproduira la domination de groupes et des classes. On peut observer dans ce contexte les mouvements sociaux pour légitimer leurs rôles dans un espace hiérarchisé. Ce capital social des individus déplacés de Cartagena ira se diluer dans un nouveau contexte social, avec les enfants de ces personnes. En effet, la dynamique imposée par un capital social plus grand imposera ses valeurs et ses coutumes. Comme l'indique bien Simon, l'identité et l'altérité vont ainsi représenter un paradoxe chez le déplacé qui se doit de devenir autre tout en restant lui-même. Ces critères servent dans le cas de nos entrevues ; il s'y manifeste en effet une perte d'identité des personnes déplacées lorsqu'elles cherchent à s'éloigner de leurs problèmes, ou lorsqu'elles ont le désir d'être vues comme parties intégrantes de la société qu'elles ont choisie. Comme elles n'aimeraient pas être vues comme des déplacées, elles cherchent la possibilité de se faire des amies, de se trouver un travail, de grandir économiquement.

⁷⁴ BAROUH SIMON, Ida et SIMON, Jean Pierre, (1988), *Les étrangers dans la ville, le regard des sciences sociales*, l'Harmattan, Paris.

⁷⁵ MARINO DE BOTERO, Margarita. (2000), *El capital social como determinante del desarrollo sostenible*, Conciencias, colegio verde de Villa de leyva, Bogotá.

On interprète que ce capital social n'est pas mêlé à une reconnaissance de la part des individus. Les gens n'ont pas la force consciente de contrôler leurs problèmes psychosociaux ; pour eux, le plus important est de pouvoir solutionner leurs problèmes économiques, sociaux, et sexuels. L'adaptation sociale et culturelle dans la ville ou dans le quartier où ils habitent se fera par la force même du processus migratoire.

5.2.6 La santé

En Colombie, le droit à la santé apparaît pour la première fois au niveau constitutionnel en 1936, avec l'incorporation du droit à l'assistance publique,⁷⁶ dans l'acte législatif No 1 de 1936, lequel a établi : « *l'assistance publique c'est une fonction de l'Etat. On devra la prêter à ceux qui n'ont pas les moyens de survivance et du droit pour l'exiger des autres personnes qui sont dans l'incapacité pour travailler. La loi déterminera la forme et comment donner cette assistance et dans les cas elle doit être donnée directement par l'Etat* ».

Malheureusement, cette loi fondamentale n'est pas applicable dans beaucoup des cas, à cause de la corruption à tous les niveaux, politiques, institutionnels etc. Ceci nous a permis comprendre dans cette étude que les personnes déplacées ne sont pas couvertes par une assistance médicale gouvernementale. Elles sentent l'absence des politiques du gouvernement pour les aider à se sortir de leurs conditions de vies précaires. L'aide consiste seulement en une assistance médicale, la nourriture et une habitation pendant 3 mois, même si les personnes déplacées sont couvertes par un régime de protection de santé appelée SISBEN, qui leur couvre gratuitement l'assistance d'un médecin. Mais les médicaments et les services hospitaliers dans des

⁷⁶ CORTE SUPREMA DE JUSTICIA, (1975), *La asistencia Publica*, Bogotá.

cas d'urgence à de leur condition de pauvreté, ces personnes déplacées, considèrent que ce n'est pas assez, et que, dans la plupart des cas, le SISBEN est souvent plus donné aux personnes qui n'en ont pas besoin, mais qui y accèdent grâce à la corruption politique.

5.2.7 La misère : le choix entre la mort et la famine

Si l'on considère que dans la logique humaine se déplacer de façon volontaire ou forcée signifie améliorer sa condition de vie, c'est généralement le contraire dans ce cas des personnes déplacées de Cartagena. Elles arrivent normalement dans les espaces urbains dans lesquels elles s'intègrent à des niveaux plus bas et de plus grande misère qu'avant. Selon une enquête du réseau de solidarité sociale de Colombie⁷⁷, dans laquelle s'applique la quête SISBEN à un échantillon aléatoire de foyers déplacés et non déplacés dans cinq grandes villes, on trouve que 54% des foyers non déplacés sont dans une situation de vulnérabilité et d'exclusion, tandis que dans les foyers déplacés, le pourcentage est de 85%. Dans chaque 100 foyers déplacés, 31 sont hautement vulnérables à la pauvreté et 54 se trouvent dans la limite de l'être. Seulement 2% des foyers se trouve dans l'échelle sociale de 4, 5,6 de SISBEN.

5.2.8 La raison militaire : la recherche d'appui actif par la population

Beaucoup des personnes déplacées ont abandonné certaines zones à cause de l'intensité des disputes entre la guérilla et les paramilitaires qui les ont obligées à les rallier ou à fuir. Les récents déplacements interurbains, qui commencent à être visibles aux yeux des observateurs et des politiques de l'Etat, sont aussi le produit de

⁷⁷ RED DE SOLIDARIDAD, (1998-2002), *Balance de las políticas de atención a la población desplazada*, Red de solidaridad, Bogotá.

cette raison militaire qui opère avec une singulière intensité dans les périmètres urbains des grandes villes. Toutes les parties en confrontation, incluant les forces régulières de l'Etat, essaient de s'assurer l'appui actif de la population civile.

5.2.9. La présence institutionnelle : de mineure à majeure

Un autre aspect qui souligne les différences entre les municipalités qui produisent la plupart des personnes déplacées par la « violencia » en comparaison aux endroits qui les reçoivent, c'est le niveau de présence institutionnel. Les municipalités qui génèrent plus du 9% des personnes déplacées ont un niveau de présence institutionnelle inférieur ou près de la moyenne nationale (00.9 points), mais les vingt municipalités qui reçoivent le 66% de toutes les personnes déplacées ont un niveau de présence institutionnelle supérieur à la moyenne nationale : +2,37 points.

5.3 Des facteurs étudiés du déplacement

Comme intervenant social, j'ai la préoccupation de comprendre et de participer à la difficulté que l'individu peut avoir à s'adapter aux circonstances imprévisibles. Comment ces individus sont-ils capables de répondre aux besoins primaires de subsistances ? Quels ont été leurs problèmes psychologiques ? Quelles ont été leurs difficultés culturelles pour faire face au processus de déracinement ? Comment ont-ils affronté leur nouvelle vie ? Quels ont été leurs outils pour se défendre ? Je me suis posé tous ces questionnements pour arriver à la question principale de ma recherche. En fait, ces gens déplacés vivent un choc psychologique et culturel manifesté principalement dans la peur et dans leur incapacité à trouver un emploi pour combler leurs besoins primaires comme la nourriture, l'habitat etc. Évidemment, les personnes déplacées de cette recherche sont confrontées quotidiennement de façon inconsciente,

ce qui est remarqué par Pierre Bourdieu⁷⁸ dans la problématique des échanges interculturels individuels et collectifs. Ces personnes apportent leur capital culturel, ce qui indique que les gens entremêlent leur capital avec celui des gens d'accueil. Ce fait signale, à tout moment, lors des entrevues, comment ces personnes déplacées ont mentionné indirectement le besoin de se sentir partie intégrée à la société d'accueil.

Selon Pierre Bourdieu, ces gens iront marquer différents degrés d'autorité dans les mots utilisés, ce qui pourra affecter les individus et induira indubitablement une manipulation utilisée avec inégalité. Pour Bourdieu, c'est la personne qui sait comment utiliser les mots qui aura la position de pouvoir. La confirmation de cet énoncé est présente dans la recherche à travers l'insatisfaction manifestée par des personnes déplacées face au manque d'éducation qui les a empêchées de connaître les lois plus facilement et d'assurer la défense de leurs droits civils. Comme on l'affirme au chapitre 2, on assure que si les personnes déplacées de cette recherche avaient eu un meilleur niveau d'éducation, leur processus d'intégration et leur positionnement économique auraient été plus faciles, ce qui aurait impliqué aussi une meilleure orientation pour trouver un emploi, une maison, etc.

La problématique des personnes déplacées s'accroît en Colombie en raison des tensions produites par la guerre interne. On a déterminé le problème et on est conscient des réalités humaines dépourvues de solutions immédiates. La lutte des individus dans leur désir de s'en sortir, d'obtenir ce qu'ils sont venus demander, et leur peur de l'inconnu et du changement, font que les habitants des quartiers marginaux de la ville de Cartagena de Indias prennent des attitudes particulières afin de se protéger et de se prémunir contre leurs craintes. Mais également, pour trouver des forces pour développer les capacités d'une personne, d'une famille, d'un groupe,

⁷⁸ THOMPSON, John B., (1984), *Studies in the theory of ideology*, Cambridge, London.

d'une communauté ou se situer comme sujet conscient et responsable. Accroître les ressources sociales permet aux sujets d'avoir la maîtrise sociale de leur existence, sans laquelle on peut parler d'aliénation de la liberté humaine.

Entre les facteurs du déplacement qu'on a étudiés, celui de la problématique des personnes déplacées confrontées à leur manque de scolarisation, d'assistance médicale et sociale, et de leurs conditions de vie précaires, etc., est interprété comme une impuissance de l'individu à faire face au monde technique et industriel comme celui de Cartagena. De la même façon aussi, ces gens n'ont pas d'orienteurs pour les aider à trouver rapidement un emploi ; on a perçu que ces gens avec passivité attendent l'aide de quelqu'un qui puisse leur donner des outils pour se sortir de la situation de misère dans laquelle ils vivent.

Dans cette analyse, on a prouvé que le mot *violencia* est présent au long des entrevues, fait que l'on comprend à cause du déplacement forcé, et par le langage employé quotidiennement dans les médias colombiens pour expliquer la guerre. C'est un mot qui est présent dans la mémoire collective des Colombiens, en raison de l'époque vécue qui représente pour la Colombie une des périodes de plus sanglante de son histoire. Cette recherche a été réalisée directement sur le terrain et avec la rencontre de réfugiés involontaires qui prouvent les conditions inhumaines que ces individus traversent.

Un sentiment de peur généralisé a été présent dans les entrevues, le mot « *violencia* » est devenu endémique dans le vocabulaire de ces personnes déplacées. La pression exercée par la guérilla, les paramilitaires et l'armée apportent un effet psychologique chez la personne déplacée, ce qui veut dire qu'ils ont peur d'identifier les vrais responsables de leur déplacement forcé. Le sentiment d'insécurité, le manque d'espoir sont présents parce qu'ils ne se sentent pas protégés par le gouvernement ; ils sont souvent isolés et oubliés par les instances parapubliques. Leur manque de

scolarisation, leurs conditions de vies précaires, et l'absence d'une assistance sociale adéquate, ne leur donnent pas beaucoup de force intérieure pour affronter le monde technique de la ville.

On peut souligner sur le processus psychoculturel des déplacés de Cartagena qu'ils vivent l'adaptation dans le sens de l'assimilation naturelle. En même temps, l'intégration qui est proposée au niveau communautaire, dans les relations avec les nouveaux voisins, est vue par eux, comme un mécanisme de mobilité sociale. Ceci doit être vécu selon eux comme un travail naturel pour solutionner leurs problèmes primaires d'emploi, d'habitation, d'éducation, et de santé. On remarque dans les entrevues, le bas niveau de scolarisation des interviewés ; ceci fait penser au manque de présence gouvernementale dans les régions éloignées des villes. La problématique du déplacement des paysans est possiblement visible comme le résultat d'un manque de présence étatique au long de l'histoire colombienne. C'est une constante pour 95% des personnes consultées ; vivre dans une ville industrialisée, être dépourvu de places dans les écoles publiques pour les enfants, de programmes sociaux d'habitation, et gagné par le chômage, entraînent indubitablement des crises pour les nouveaux arrivés et pour les personnes d'accueil à divers degrés tant psychologiques que sociaux.

On a vérifié que les personnes déplacées interviewées dans leur grande majorité étaient des paysans, d'origine ethnique noire et indienne. Or, ce n'est pas surprenant que ce soient les paysans les plus vulnérables dans un conflit comme celui de la Colombie. Comme explication dans la logique de la guerre aussi, les paysans habitent dans les terres les plus riches. Ces terres deviennent la cible de multinationales, des groupes paramilitaires, des guérillas, des narcotrafiquants et de l'armée colombienne. Les paysans sont au milieu de la guerre et sans la protection gouvernementale pour survivre. Dans des circonstances normales de guerre, les paysans selon leurs témoignages, en raison en grande partie de la peur engendrée par le conflit, ne

connaissent pas la vérité, l'essence même du conflit. Cette situation révèle une grande faiblesse pour gérer leur problématique de guerre ; ils doivent abandonner leur territoire comme une réaction naturelle de surprotection.

À travers les analyses des données, on voit quelle est l'adaptation de ces personnes déplacées dans les circonstances nouvelles de leur processus d'installation dans les quartiers où elles arrivent. Dans ce processus, il existe le développement naturel des caractéristiques d'une nouvelle vie qui est la réponse à des besoins primaires : chercher un emploi, se faire de nouveaux amis, se trouver une aide du gouvernement etc. Ainsi, dans ce même processus, on a vu leur intégration dans leur participation à des activités communautaires du quartier ; c'est essentiel de réussir à entrer en interaction avec les nouveaux voisins, et de s'impliquer dans des mouvements associatifs etc. Avec ce phénomène de mobilité, on considère que ces personnes déplacées doivent se forcer à trouver des solutions à leurs problèmes les plus nécessaires ; un emploi, une habitation, l'éducation, la santé etc. On constate l'évidence des responsabilités qui sont partagées dans une démocratie -équilibre social- lesquelles sont présentes à travers les ressources employées par les institutions qui favorisent les personnes déplacées et la recherche du côté des personnes impliquées dans leur problématique de base : emploi, éducation, services essentiels.

Avec ces évidences, on peut nommer des facteurs qui sont découverts dans les entrevues, comme le stress, auxquelles doivent se soumettre les personnes déplacées lors du processus d'acculturation. Néanmoins, on a un aperçu de la capacité des personnes déplacées pour s'adapter aux nouvelles réalités, ce qui fait penser que leur stress sera déterminé essentiellement par leur disposition à faire face aux circonstances qu'ils doivent vaincre au jour le jour. Les problèmes des personnes déplacées se remarquent par l'harmonisation entre le groupe culturel dominant dans cette recherche par les habitants de Cartagena, et les groupes d'acculturation donc les personnes déplacées. On souligne ici l'interprétation de Bourdieu qui indique

qu'autour du goût et d'un fort capital culturel mesuré en termes de compétences ou de pratique culturelle, un individu dans un nouvel espace ira toujours confronter ses propres valeurs culturelles, qui sont attachées aux positions qu'il leur assigne. Il reste ainsi pertinent d'intervenir afin de mettre en place le nouvel équilibre social plus égalitaire puisque naturellement le groupe des déplacés n'a pas su trouver un arrangement adéquat entre eux.

La situation précaire des habitants des quartiers marginaux de la ville de Cartagena de Indias en Colombie m'a fait beaucoup réfléchir. Cette ville est la préférée des Colombiens pour séjourner pendant les vacances. Cependant, depuis 5 ans, elle commence à recevoir une grande masse de personnes déplacées par la guerre interne du pays, ce qui a fait grandir les problèmes socioéconomiques engendrés par la violence du conflit armé. Ces problèmes se sont accrus quand on regarde de près les statistiques du nombre de « *cartageneros* » qui vivent dans la pauvreté extrême, 75%. Les personnes déplacées doivent confronter le défi de vivre dans une ville, la plupart d'entre eux étant d'origine paysanne et d'ethnies noire et indienne, raison valable pour comprendre que ces gens sont condamnés à l'aliénation, l'anonymat et à l'exclusion sociale. Ce motif révèle que ses droits civils et démocratiques ne sont pas respectés.

La Colombie est un pays qui vit une guerre civile non déclarée depuis plus de 40 ans. La « *violencia* » y a toujours régné, plus de 300.000 morts ont été laissés par ce conflit politico social, ce qui a développé chez les Colombiens des problèmes de division au pouvoir. Des groupes armés se sont formés comme les guérillas, les paramilitaires et les narcotrafiquants. Ceci a dégénéré dans un conflit sans fin avec comme résultat le déplacement massif des paysans vers les grandes villes. Les paysans colombiens vivent maintenant au milieu du feu provoqué par la guerre entre l'armée nationale, qui représente l'état, les guérillas et les groupes paramilitaires. C'est en Colombie que l'on retrouve le plus grand nombre de personnes déplacées au

monde après le Soudan et l'Angola.

Le conflit politique a tourné à l'anarchie. L'État, devenu simple protagoniste parmi d'autres, lutte pour s'emparer de dépouilles de plus en plus minces, et n'est plus en mesure d'assurer à la population une quelconque protection nationale. On peut dire que le 90% de personnes déplacées en Colombie sont des réfugiés involontaires. Si on fait référence aux explications de Véronique Lassailly-Jacob dans son livre « *Déplacés et réfugiés* »⁷⁹, les paysans colombiens sont forcés par des circonstances imprévisibles, la guerre. Cela veut dire que ces paysans n'ont pas le choix, et pourtant ils s'associent immédiatement, lors leur arrivée à Cartagena, aux facteurs de crise démographique, économique et écologiques.

La présence de la guérilla correspond de manière plus précise à l'implantation de ces pôles dans les départements de Caqueta, Guaviare, Vichada, Vaupes Sucre, Cordoba, Chocó, et Bolivar dont la capitale est Cartagena. Actuellement, on peut dire que durant le premier mois de gouvernance du président actuel Alvaro Uribe Vélez, avec une guerre totale, on calcule qu'il y a eu en Colombie, 149.387 personnes en fuite pour survivre à la dégradation du conflit armé. Ce sont des paysans qui ont dû quitter leur terre, sans travail. Ils s'improvisent vendeurs ambulants, s'agrègent au marché noir et parfois se retrouvent mêlés à la petite délinquance. Selon cette recherche et selon des études de Ida Simon, les personnes déplacées souffrent de différents problèmes psychoculturels fondamentaux : « *L'avenir ne peut donc plus être perçu ou imaginé en terme familier et d'images connues et socialement partagées* ».⁸⁰

Un facteur déterminant d'affectation de la personne déplacée involontairement est les

⁷⁹ LASSAILLY-JACOB, Véronique, (1993), *Les réfugiés dans le monde : l'enjeu de la protection*, La Découverte, Paris.

⁸⁰ BAROUH SIMON, Ida et SIMON, Jean Pierre, (1988), *Les étrangers dans la ville, le regard des sciences sociales*, L'Harmattan, Paris.

conditions dans lesquelles se réalise le déplacement, ce qui, dans ce cas, est parfaitement applicable aux personnes interviewées pour cette recherche. Pour Léon et Rébecca, elles déterminent le type d'angoisse mobilisée de façon prédominante, ainsi que l'intensité des défenses qui se dressent contre elles et les possibilités d'élaboration⁸¹. Dans cette circonstance, selon Berry, l'acculturation qui n'est pas un conflit culturel est simplement un facteur de stress pour les individus qui vivent ce phénomène, ce que constate notre recherche puisqu'elle indique que les personnes interviewées sont en train de vivre ce processus de stress. Berry explique aussi que l'attitude ou le comportement de l'individu correspondent à sa disposition psychologique ; l'individu présentera quatre formes d'adaptabilité : l'assimilation, l'intégration, la séparation et la marginalisation.⁸²

5.4 L'impact psychosocial de la « violencia » au niveau individuel et collectif

Le problème du déplacement ne concerne pas seulement la population qui se voit dans l'obligation d'émigrer. Il concerne aussi personnes, familles et communautés, qui par le fait de fuir des menaces, des assassinats, des ordres de laisser leurs terres, sont vulnérabilisées dans leurs droits fondamentaux comme celui de la vie, du libre développement de la personnalité, de la mobilité, de la protection ou d'être privée arbitrairement de leurs propriétés, tout en souffrant dans leur dignité d'êtres humains.

On parle d'impact comme de quelque chose qui choque, qui provoque des répercussions importantes dans les structures psychologiques (émotionnelles, cognitives, relationnelles) et collectives des personnes victimes des événements violents. C'est fréquent aussi d'associer le terme d'impact à l'expression traumatique, acception qui suggère une brisure, une douleur ou un traumatisme comportemental,

⁸¹ GRINGERG, León et Rebecca, (1986), *Psychanalyses du migrant et de l'exilé*, Cesura éd. Lyon.

⁸² BERRY, Jhon, (1988), *Acculturation and psychological adaption : a conceptual overview*, Swets North America, New York.

comme traditionnellement on l'emploie dans le modèle médical. Il suggère la présence de brisures ou des conséquentes malades.

Cela vaut la peine de préciser, comme l'a signalé Baro⁸³ que ce phénomène d'impact est le résultat d'actes ou de situations imprévisibles, soudaines et de grande intensité, comme peuvent l'être un tremblement de terre ou un accident de transit. Mais dans des situations de « *violencia* » sociopolitique, les événements ont été annoncés. Leur intensité est un produit libre d'autres hommes qui l'ont planifié. Alors, il faut comprendre l'impact non comme un effet individuel, mais dans sa relation avec des conditions sociales particulières dans lesquelles se produit le fait, et, inclusivement, ne pas comprendre seulement les effets, mais les antécédents de tels événements.

Pour ça, on comprend comme Baro, que l'impact psychosocial comprend trois aspects ; un de caractère dialectique, ou l'événement n'est pas seulement produit par la société, sinon l'individu est en relation avec elle et en fait partie tant au sens de détérioration que de progrès des personnes. Deux : l'attention et la solution de l'impact psychosocial ne sont pas seulement dans les individus, mais dans leurs racines et dans leurs structures sociales. Et trois : les relations sociales des individus ne sont pas les causants des impacts, sinon dans la maintenance de celle qui nourrit et multiplie les cas. « Le trauma psychosocial constitue ainsi la cristallisation concrète des individus, des relations sociales aberrantes et déshumanisées, comme celle qui prédomine dans des situations de guerre civile⁸⁴ ».

Le concept de trauma psychosocial ci-haut mentionné comprend les notions de l'effet qui fait souffrir ceux qui sont affectés par des situations de « *violencia* ». La

⁸³ BARO, Martin, (1990), "*Guerra y trauma psicosocial del niño salvadoreño*", UCA editores, San Salvador.

⁸⁴ BARO, Martin, (1990), "*Guerra y trauma psicosocial del niño salvadoreño*", UCA editores, San Salvador.

référence « trauma » est alors encore comprise dans les milieux sociaux et scientifiques comme quelque chose d'individuel, qui demande une attention médicale, et où il y a une cause univoque. Mais il découle aussi d'une variété d'implications et de significations, ainsi que cité par Summerfield, impliquant des idéaux de bien-être mental, selon la communauté que le qualifie, devant également se donner de l'attention⁸⁵.

Cette idée de conséquences et d'effets produits, dans la psyché des individus et des collectivités, la guerre, permet d'abandonner les implications pathologiques que peut avoir le terme trauma. Une autre explication de l'impact de la « *violencia* » est aussi reliée à la tendance à considérer qu'il peut exister des réponses universelles à ces événements. On a trouvé qu'il existe des changements, mais une grande quantité de conditions individuelles et sociales qui font que ceux-ci diffèrent considérablement et que les effets rapportés dans de nombreuses investigations sont la résultante de descriptions de réussites.

5.5 Une analyse psychosociale : nécessité et bienfaits d'une intervention sociale auprès des personnes déplacées

L'apparition des sentiments d'impuissance et de peur pour ne pas revivre des moments mal vécus est une composante présente dans tous les cas de personnes déplacées interviewées. On a observé une nostalgie mêlée de tristesse au souvenir des biens matériels laissés et des histoires vécues antérieurement. Quitter son village sous des menaces de mort provenant de groupes paramilitaires, dans certains cas, ou de groupes de guérillas, dans les autres cas, a été une autre composante d'analyse. Un groupe minoritaire d'interviewés a raconté que l'armée colombienne était un des

⁸⁵ SUMMERFIELD, D., (1998), *El impacto de la guerra y de las atrocidades en las poblaciones civiles*, Avre. Bogotá.

principaux provocateurs du déplacement forcé en compagnie des paramilitaires et des guérillas en troisième lieu. On a découvert dans ces analyses la nécessité incontournable de la part des personnes déplacées de quitter leur village. Elles avaient besoin d'une place sécuritaire, loin de la guerre. Elles étaient toutefois conscientes qu'elles n'allaient pas trouver une amélioration de leur qualité de vie dans la ville, par contre, elles étaient sûres de trouver un lieu sans ingérence de la part de groupes armés dans leurs vies.

Quand il se produit un traumatisme, tous les sens se brisent. La perception du monde change ; il y a un état d'impuissance qui en résulte. Au niveau interne, le traumatisme « gèle » la personne, et paralyse sa pensée. La personne ne sait entre autres pas comment se conduire parce qu'elle sent que certaines choses sont loin de sa compréhension. Ces réflexions, nous les avons comprises lors des entrevues faites aux personnes déplacées. Quand elles disaient qu'il n'y avait pas de mots pour exprimer ce qui leur était arrivé, ces personnes parlaient de leurs expériences et s'arrêtaient aussi en milieu de phrase pour pleurer. Elles disaient qu'elles avaient perdu quelque chose, et une grande partie de ce qui a été perdu, c'étaient aussi les mots pour arriver à exprimer et à comprendre. Comment était-il possible qu'un autre être humain ait été capable de leur faire ceci ou cela ?, me disaient-elles.

L'intervention sociale est bien importante parce qu'elle donne un espace aux victimes pour commencer à parler de faits sans se sentir seules, et dans un processus naturel. Il s'agit de comprendre ce qui s'est passé, pour qu'elles (les victimes) puissent chercher des mots dans les groupes, et donner une signification à tous ces faits, inclusivement avec l'aide des autres.

La valeur de ce processus est dans l'affirmation de leurs expériences qui valide la situation qu'elles ont traversée. Il ne s'agit en effet plus de garder tout cela dans le silence et le secret comme elles l'ont fait souvent, mais de s'ouvrir en sentant l'appui d'une personne compréhensive et tolérante, capable de leur rendre la dignité et le

respect qu'elles méritent.

Comme intervenant, je dois recommander de chercher une justice de réparation aux victimes de ces conflits armés. Grâce au pouvoir des mots, à celui d'être écouté par d'autres, le pouvoir du témoignage et d'une justice qui pourra être bien respectée par des intervenantes sociales, il faut arriver à ce que ces personnes puissent parler sans plus se sentir opprimées. Toute personne qui souffre de ces mêmes problèmes, devrait pouvoir communiquer entre elles, converser sans un esprit d'invitation et de respect afin d'analyser leur cœur et redécouvrir les vestiges d'humanité qui demeurent en elles. Ainsi, les gens déplacés peuvent être capables de parler ouvertement de leurs problèmes de déplacement, de raconter les atrocités vécues lors leur déracinement, et finalement de pouvoir se libérer du traumatisme en parlant ouvertement : « maintenant je peux m'éveiller en sentant que mon être aimé, qui a été tué, qui a été déshumanisé, assassiné comme s'il n'avait pas été un être humain, a été reconnu comme un être humain ».

En Afrique du Sud, beaucoup de blancs continuent à nier les méfaits de l'apartheid. Ils luttent pour ne pas admettre qu'il s'agissait d'un système cruel, non parce qu'ils voient la vérité mais parce que la vérité fait mal. S'ils admettaient avoir appuyé un système pervers, alors, par définition, ils admettraient qu'eux-mêmes étaient mauvais et pervers. Or ceci menace leur sens de l'humanité, en préférant continuer à vivre avec un sentiment de bien-être moral erroné, il étouffent une réalité pourtant tout à fait autre et cause de souffrances considérables.

Le paradoxe de la rancune

Ce qui arrive dans les processus de pardon entre des victimes et leurs tortionnaires, je l'appelle, comme intervenant, « *la paradoxe de la rancune* ». Il s'agit en effet d'un paradoxe parce qu'il y a un bourreau qui s'approche de sa victime, et d'une certaine

façon, se déshabille devant elle et lui dit : « je vous demande pardon, je vous demande de laver ma culpabilité. Ce n'est pas pour nettoyer les pages de l'histoire sinon que pour reprendre mes droits comme être humain, et retourner m'unir au royaume de l'humanité morale ».

L'Etat colombien doit faire publiquement des interventions entre intervenants et victimes pour qu'il reste dans la mémoire, de la population et des victimes, de la reconnaissance et une récupération de leur dignité humaine. L'intervention restauratrice parle de quelque chose de brisé, des morts, des vies passées, des vies perdues, mais en réalité ce qui est brisé dans l'humanité, c'est ce qui unit les êtres humains entre eux, cette sensibilité qui les connecte. Et quand on la brise, quand cette compassion se brise, on peut tuer, et détester.

5.6 Le traumatisme et la résilience

Concernant le traitement sur les effets causés sur la population déplacée, la littérature sur l'attention psychosociale affirme comme nécessaire de :

- ne pas encadrer l'attention comme un composant psychiatrique
- ne pas rendre victime la population déplacée, et par le contraire, lui donner de l'empowerment.
- développer des objectifs multisectoriels intégraux, en coordination interinstitutionnelle

Néanmoins, quelques pratiques décrites dans des documents sont écrites dans des langages de la psychopathologie et impliquant des arrangements médicamenteux, psychiatriques et psychothérapeutiques. De ces perspectives, on considère que les personnes, objets de l'attention, ont été psychiquement « traumatisées » par les

événements générateurs du déplacement⁸⁶. La douleur, on peut supposément la réparer avec des interventions destinées à éliminer des dysfonctions psychologiques d'ordre somatique, cognitif, affectif, ou d'interaction sociale.⁸⁷

De plus, on considère que l'événement générateur du déplacement influe de manière directe sur les personnes, en générant sur beaucoup d'entre elles une série de réponses étranges et des comportements qui ne sont pas habituels et qui, évidemment, sont des réponses normales dans une situation d'extrême anormalité. L'impact dans ce sens n'est pratiquement pas générateur de brisure ou de traumatisme sur tous les affectés. La plupart d'entre eux reprennent leurs comportements habituels, une fois cessée la condition de *violencia* qui a produit le déplacement et le comportement anormaux. Dans ce sens, on ne devrait pas parler dans tous les cas sans discrimination de traumatisme ou de brisure psychique s'il y a besoin d'un traitement psychothérapeutique. La nécessité d'appui et d'accompagnement dans les moments d'urgence est alors claire, mais en tenant compte que la base du nouveau répertoire des conduites qui apparaissent est l'événement et pas la psyché brisée⁸⁸.

Le concept utilisé aujourd'hui pour parler de la récupération psychique, une fois cessée la condition de *violencia*, est celui de la résilience, qui désigne la capacité des personnes affectées à reprendre l'équilibre et à assumer des attitudes qui les protègent dans des situations de grave incertitude et de danger.

5.7 La réponse de la part des organismes d'aide aux personnes déplacées

⁸⁶ JIMENEZ CABALLERO, Carlos, (1999), *Des víctimas et victimaires*, UNICEF, Buenos Aires.

⁸⁷ VELÁSQUEZ, Susana, (1998) *Entrevista de consulta y orientación en casos de violación*, Cecym, Buenos Aires.

⁸⁸ VELÁSQUEZ, Susana, (1998) *Entrevista de consulta y orientación en casos de violación*, Cecym, Buenos Aires.

Devant un problème si sérieux, la société colombienne est en retard par rapport à l'articulation d'une vraie stratégie pour faire face à ce drame. Même si on sait qu'il existe des solutions de la part du gouvernement et des ONG, on constate qu'avec la croissance du problème, la définition des réponses et des programmes avance lentement. Les efforts ont été dirigés la plupart du temps vers la planification de solutions sporadiques qui couvrent un pourcentage minimum pour trouver des résultats et résoudre les besoins basiques alimentaires, de santé et d'habitation des personnes déplacées. Tout ceci fait diminuer proportionnellement l'assistance du nombre de nouvelles personnes déplacées. Cette logique fait que beaucoup de familles restent marginalisées, solitaires, pleines de brisures, opprimées intérieurement, fatiguées de faire la course, épuisées dans leur espoir et pleines de frustrations pour confronter le défi qui est présenté par la nouvelle réalité. L'analyse de la situation des personnes déplacées regarde de près la définition des causes du déplacement, la protection des personnes déplacées et les solutions immédiates pour les aider à retourner vers leur endroit d'origine. Les personnes déplacées internes, comme des citoyens de leur pays, nécessitent du respect ; les autorités civiles doivent les aider à appliquer leurs droits de citoyens, tels que leur droit de la liberté de circulation dans le pays ou de résidence dans l'endroit d'où ils ont été expulsés. Il faut souligner que le déplacement, et le conflit qui en est la cause, sont le syndrome fondamental d'un problème profond structurel que vit la Colombie. À part de produire un fort impact émotionnel, le déplacement normalement désintègre la famille de base et détruit une importante liaison sociale et culturelle avec la communauté. Non seulement il empêche les parents de pouvoir aider leurs familles, mais il limite sévèrement les opportunités éducatives des enfants et l'accès à l'hygiène.

Si la paix n'existe pas, le cessez-le-feu n'existera jamais, ni le déplacement. Et tant que n'existent pas de nouvelles formules pour résoudre le conflit social, la guerre ne finira pas. Les conflits sont l'axe de la dynamique historique, sociale, politique et

culturelle de Colombie. La situation de pauvreté, la faiblesse de l'état, les luttes pour la terre, et contre l'inégalité dans la distribution des ressources sont les facteurs qui se manifestent dans la confrontation des groupes militaires hors la loi et des forces de l'état. La guerre colombienne est une façon concrète pour des personnes qui décident de détruire ceux qui sont contre leurs intérêts. C'est pour cette raison que la prévention envisage dans une première instance un processus de structuration à long terme, laquelle doit être complétée par des actions immédiates de protection et d'accompagnement.

La relation des agents externes qui offrent de l'aide doit se centraliser dans un processus de construction mutuelle. Elle doit émettre toujours la responsabilité d'une solution définitive aux problèmes basiques comme l'habitation et l'alimentation des personnes affectées. Ces solutions pourront donner la possibilité de récupérer les conditions qu'avaient ces personnes avant le déplacement, et aideront à améliorer la qualité de vie intégrale des gens reconnus avec des droits et des devoirs. Ces processus d'aide traversent toutes les dimensions de la vie de la personne déplacée et exigent des agents qui les accompagnent avec des attitudes de respect, d'écoute, de flexibilité, de transparence et de la patience. Le travail des organisations religieuses et des organismes de coopération internationale a déjà été fondamental à ce titre.

D'un autre côté, la connaissance des autres pays sur la situation grave que connaît la Colombie, a provoqué l'arrivée de dons, en médicament, nourriture, vêtements et autres éléments. Il y a beaucoup de projets d'aide aux personnes déplacées qui ont commencé à fonctionner cette année 2005, avec l'appui de divers organismes. La demande, l'investigation, et la collecte de données des ONG, des universités et des églises ont permis de vérifier et de clarifier le panorama de la situation dans les régions et au niveau national. Les réseaux d'information, les groupes interdisciplinaires pour la réflexion et les efforts pour la divulgation constituent un autre apport important de ces institutions. Les organisations de personnes déplacées

ou de droit de la personne avancement des programmes spécifiques d'appui. Il existe aussi des programmes d'aide psychosociale, d'orientation juridique, de santé. Chaque étude est définie selon la spécificité de l'intervention, même si on sent la nécessité d'intégrer une vision globale de l'humain pour chaque action, parce que ce caractère d'intégralité, on ne peut pas le réussir seulement avec une participation interinstitutionnelle dans les initiatives. Il est nécessaire dans ces conditions que la personne déplacée trouve et soit capable de recommander des programmes capables d'intégrer les différentes attentes.

Changer de perspective, c'est considérer davantage les personnes que les masses. On présume un critère autant existentiel que chronologique pour comprendre que la personne déplacée cessera seulement de l'être quand ses vies interne et externe seront stabilisées. En même temps également, ces personnes seront dans la capacité de manifester leur intention de devenir des acteurs sociaux dans la construction de leurs projets, comme des sujets capables de réinventer leur vie dans ces scènes, même si la mémoire de « la violencia » continue.

Comme conclusion à ce chapitre, on peut dire que les personnes ont développé, ont construit des identités. On apprend et on travaille dans un milieu de réseaux et de relations humaines, on est médiatisé par les capacités de symbolisation et de verbalisation réussies. Les actes de « violencia » sociopolitique et leurs conséquences sur les personnes et les communautés sont à l'origine d'un effet nocif de la santé mentale, et leur degré varie dépendamment des circonstances personnelles, des ressources familiales et du développement communautaire. L'impact de ces événements n'est pas imprévisible et dans des occasions délibérées, ils sont cette intention. Les effets du déplacement sont conditionnés aussi par les caractéristiques des relations sociales qu'on maintient avant et après le déplacement et par les procès des identités sociales et culturelles qui sont affectées.

L'intervention sociale implique la reconnaissance d'une situation sociale anormale et oblige à adopter une attitude éthique et politique cohérente avec la solidarité humaine dans le cadre des droits fondamentaux. L'attention de l'intervention sociale doit permettre d'adoucir des effets dans la santé mentale des victimes de faits violents, au niveau individuel et collectif, en mettant de l'avant le sens de l'autonomie, de la liberté et de la capacité d'autodirection des individus. Cette attention exige de se diriger vers divers niveaux d'identifications et de nécessités à travers une vision et la participation de la communauté à ces diverses disciplines. Dans un procès d'accompagnement, non thérapeutique ou de traitement, pour agir comme des médiateurs dans un procès de récupération émotionnelle d'identité, on emploie des méthodologies concrètes et on privilégie les procès de groupes. L'intervention sociale implique la capacité des agents de ces actions et la coordination des efforts avec des organismes privés et gouvernementaux ; oblige et implique communautés et gouvernements récepteurs de la population déplacée. Finalement, c'est une option de vie à la convivialité et à la paix en Colombie.

CONCLUSION

Le cas de la guerre interne colombienne, comme dans plusieurs autres pays sur la terre tels que l'Éthiopie, l'Afghanistan, l'Amérique centrale et du sud, est devenu un cas d'analyse de première importance. Les paysans et les indigènes sont obligés de quitter leur habitat pour aller vers les grandes villes de Colombie qui les accueillent généralement dans la misère des bidonvilles et dans ce cas d'étude ceux de Cartagena. Dans l'actualité, il existe en Colombie plus de 3 000.000 de personnes déplacées ; c'est critique si on sait que 75% de ce contingent est formé par des femmes, des jeunes et des enfants qui ont moins de 17 ans et qui sont dans leur majorité d'ethnies noires.

Le déplacement forcé en Colombie a son point d'origine dans les zones rurales du pays ; dans le cas de Cartagena, dans la zone appelée « Montes de Maria ». Cartagena est une ville qui représente pour les déplacés une meilleure protection ou un meilleur anonymat, en raison de la nature touristique de la ville. Or, vivre dans une zone urbaine, être dépourvu de places dans les écoles publiques pour les enfants, de programmes sociaux d'habitation, et gagné par le chômage, entraînent indubitablement des crises pour les nouveaux arrivés et pour les personnes d'accueil à divers degrés tant psychologiques que sociaux.

La problématique du déplacement des paysans est possiblement à considérer comme le résultat d'un manque de présence étatique au long de l'histoire colombienne. C'est une constante chez 95% des personnes consultées. On a vérifié que les personnes déplacées interviewées dans leur grande majorité étaient des paysans et il n'est pas surprenant que ce soient les paysans d'ethnie noir les plus vulnérables dans un conflit

comme celui de la Colombie. Comme explication dans la logique de la guerre aussi, les paysans habitent dans les terres les plus riches ; l'adaptation de ces personnes déplacées dans les circonstances nouvelles dans les quartiers marginaux de Cartagena, se passe à chercher des réponses aux besoins primaires : chercher un emploi, se faire de nouveaux amis, se trouver l'aide d'une ONG ou du gouvernement. On constate dans la recherche que les personnes déplacées de Cartagena rencontrent beaucoup de problèmes face à l'intervention sociale, et au suivi de la part du gouvernement pour qu'ils puissent améliorer leur situation psychosociale.

Dans un contexte de « violencia » armée, selon mon point de vue d'intervenant social et comme un directeur de l'ONG ASCI, avec les interprétations des entrevues faites, j'étais motivé à penser que ces gens déplacés cherchaient à trouver une réponse claire de la part de l'Etat colombien pour récupérer leur dignité et de leur passé. Or, un contexte de réparation, selon mes interprétations, affecte de façon spécifique et transcendentale les circonstances émotives des individus et des relations desquelles ils font partie. L'impact se manifeste individuellement et dans les groupes sociaux les plus proches, comme dans les relations de couples ou familiales, les scénarios écolier ou de travail jusqu'aux plus complexes comme les mouvements sociaux, les organisations politiques ou les associations de divers ordres qui, par extension, incluent toute la société.

Ces victimes des violations de droits humains et des infractions au Droit International Humanitaire DIH manifestent, entre plusieurs choses, des émotions de peur, de rage, de culpabilité, des sentiments de vulnérabilité et d'humiliation. Celles-ci pourraient faire preuve d'un autre type de survivance extrême, impliquant l'ambiance publique et rentrant en termes moraux dans une forte contradiction. Ces gens déplacés et victimes identifieront sûrement, dans le pouvoir du victimaire, l'action absente ou omission de l'Etat pour les protéger et/ou éviter leur situation.

Il est fréquent, à l'occasion de procès judiciaire et/ou de documentation sur le succès,

de rapporter différentes déclarations et d'évoquer les expériences traumatisantes qui amènent de nouvelles émotions comme, l'impuissance, la rage, la peur, la culpabilité, et le désespoir. Sans un accompagnement adéquate, ces émotions se retrouvent dans des procès judiciaires qui deviennent le lieu d'une nouvelle exposition aux faits douloureux, lesquels peuvent présenter de fait un handicap potentiel en termes subjectifs et sociaux, si on n'obtient pas une réparation efficace.

Un des défis les plus difficiles dans l'intervention est d'établir, auprès des gens déplacés ou victimes de faits de « *violencia* », le cumul des préjugés sociaux avec lesquels l'état et une grande partie de la société regardent leur condition. Au jour le jour en effet, cette catégorie de victimes ne génère pas l'empathie positive qui des autres victimes, par exemple des désastres naturels.

Les personnes déplacées doivent affronter l'isolement et la stigmatisation, avec une fréquence qui doit démontrer que leurs histoires sont vraies, que leurs histoires se sont passées tel qu'ils les ont racontées et qu'encore ils ne sont pas responsables, pas plus que les êtres aimés les plus proches. Dans ce sens, c'est un devoir de la société de promouvoir des réponses favorables à l'état en reconnaissance des droits des victimes pour un recensement adéquat. Limiter le phénomène de l'impunité donnerait comme message à la société une compréhension et une solidarité envers ceux qui ont été victimes. Et cela exprimerait que l'Etat n'assure pas de convivialité avec les conduites des oppresseurs.

Face aux violations, on parle ici de violations parce que dans ce contexte évidemment il existe des violations de droits humains, réparer signifie restaurer ou rectifier un acte injuste. Dans des termes psychosociaux, il s'agit de donner un pouvoir à la victime, de façon que ce soit possible de transformer leurs sentiments de peine, d'isolement ou de stigmatisation. Il existe diverses formes de réparation, parmi lesquelles la restitution des droits vulnérabilisés, la récupération intégrale des

victimes et de leurs familles, l'indemnisation ou des mesures de satisfaction, des garanties de non-répétition des faits... Ceci ne signifie pas que j'ai une solution totale, ni que le même type de réparation soit souhaitable pour toutes les victimes, car dans chaque cas, on doit analyser toutes les variables qui entourent la communauté déterminée. Mais il faut avoir présent à l'esprit les considérations d'ordres culturel et ethnique, le réseau social de supports, les ressources d'affrontement personnelles et collectives, les types de faits violents, leur amplitude et leur durabilité, ainsi que la présence ou non d'impunité, entre autres. De façon cohérente, ne pas être étranger aussi au fait que ces expériences de « *violencia* » sociopolitiques ont un impact différencié.

Comme intervenant social, je considère que la réparation doit passer et traverser des souvenirs douloureux et se transmettre par le don d'outils aux sujets, familles et aux communautés de façon à ce qu'ils soient dans la capacité émotionnelle d'assumer de façon autonome les défis et les nouvelles opportunités. Aussi, un accompagnement psychologique et un réseau social favorable dans un exercice de droits où l'impact émotionnel des expériences vécues ne sont pas un obstacle doivent se mettre en place. La construction de récits et des significations sur soi-même comme sujet social et politique ne prétend pas continuer à travers un récit anxieux et douloureux des victimes et comprend un rétablissement du réseau social dans un cadre public.

Une partie essentielle du procès de réparation psychosociale inclut l'atteinte aux droits à la vérité et à la justice. La vérité, comme la mémoire, fait que les sociétés sont conscientes de ce qu'ont vécu les victimes et encore plus, de ce qu'elles sont disponibles à prendre des actions pour transcender l'isolement qui est perpétré contre elles dans leur condition. Il s'impose donc que soient sérieux et sincères les efforts de l'Etat pour donner la justice. La réparation psychosociale favorise le rétablissement de relations que les victimes peuvent construire dans différents contextes et encore la réparation de l'Etat propre. Cela veut dire que l'Etat, comme abstraction d'une

collectivité sociale, est capable, via des normes et des politiques, de développer et d'introduire les échanges nécessaires qui permettent d'ajuster leur fonctionnement. Dans la mesure de ces échanges et de façon stricte, on applique des lignes internationales en matière de respect des droits humains, orientées à éviter les doutes dont des faits aussi graves que ceux exposés ici peuvent retourner.

Peut-être que l'un des dilemmes du point de vue émotionnel vu comme un obstacle majeur pour les victimes est de pouvoir dépasser leur propre condition. C'est-à-dire qu'elles se voient obligées comme conséquence de se construire un nouveau discours émotionnel qui demande des changements dans l'identité qu'elles s'étaient construite en état de victimes et qui devra céder la place à l'édification d'une nouvelle identité.

L'histoire est pleine de manifestations extrêmes de cruauté contre l'humanité, mais par contraste presque toujours ne nous sont pas présentés les mécanismes fonctionnels qui donnent des garanties à la réparation appropriée pour les victimes de ces faits. Les victimes de violations plus graves contre la dignité humaine ont eu peur ou aucune voix, et, dans la plupart des cas, encore dans le plus récent, la Yougoslavie et le Rwanda, on n'a pas pu avoir accès aux réparations de base. Comme il s'agit de violations des droits humains, il est indispensable que la logique de délits communs soit délimitée par des formes de punition pour l'offenseur. Dans le cas colombien, le risque est que ne soit pas assuré un jugement relié avec la gravité des crimes et comme il s'agit de violations massives de droits humains, il faudrait dans tous les cas une législation plus marquée et apte à confronter ces délits d'inhumanité.

BIBLIOGRAPHIE

- ACNUR, (2000), *La situación de los refugiados en el mundo*, España.
- ASSEMBLEE NATIONALE DE FRANCE, (2001), *Rapport*, Assemblée nationale de France, Paris.
- ALAPE, Arturo, (2003), « *Desplazados sin tierra* », *Revue Semana*, Bogotá.
- ALBERT, Sophie, (1993), *L'enjeu de la protection*, Éditions la découverte, Paris.
- ANGARITA, C.E, (2000), *Estado, Poder y Derechos Humanos en Colombia*, Corporación René García, Bogotá.
- BARO, Martin, (1990), "*Guerra y trauma psicosocial del niño salvadoreño*", UCA editores, San Salvador.
- BAROUH SIMON, Ida et SIMON, Jean-Pierre, (1988), *Les étrangers dans la ville : le regard de sciences sociales*, l'Harmattan, Paris.
- BARTLE, Phil, (2004), *Internet bm038@scn.or*.
- BEGAG, Azouz, (1984), *L'immigré et sa ville*, Presses universitaires de Lyon, Lyon.
- BENITEZ, R., (1999), *Procesos de paz en la teoría y en la práctica*. D boek et Larcier. Hamburgo, Alemania.
- BERQUIS, Charles, (1999), *Café y conflicto en Colombia*, Ancora Editores, Bogotá.
- BERRY, John, (1988), *Acculturation and psychological adaptation: a conceptual overview*, Swets North America, New York.
- BERRY, J.W., (1986), *International Review of applied Psychologie*, Pocket, New York.
- BLANQUER, Jean-Michel, (2002), *Las dos colombias: Presente, pasado y futuro de la violencia*, Editorial Norma, Bogotá.

- BOURDIEU, Pierre, (1984), *Symbolic violence*, Sage publications, London.
- CABALLERO, Antonio, (2002), *Revue Semana*, Bogotá.
- CARVAJAL, Leonardo, (1993), *Integración, pragmatismo y utopía en América Latina*, Bogotá.
- CHOMSKY, Noam, (2002), *De Vietnam al Amazonas*, Editorial Norma, Cali.
- CODHES-UNICEF, (2003), *Les droits humains et le déplacement de Colombie*, Codhes-Unicef, Bogotá.
- CONSULTARÍA PARA LOS DERECHOS HUMANOS Y EL DESPLAZAMIENTO, *Boletín*, CODHES, Bogotá.
- CORTE SUPREMA DE JUSTICIA, (1975), *La asistencia Publica*, Corte suprema, Bogotá..
- CROIX ROUGE, (2003), *Personnes déplacées*, Croix Rouge, Genève.
- D.A.N.E., (2003), *Statistiques de Colombie*, D.A.N.E., Bogotá.
- DEBBASH, Charles, (1980), *Alto comisionado de las naciones unidas*, ACNUR, New York.
- DELER, J. P., (1998), *Un espace marqué par la métropolisation*, Problèmes d'Amérique Latine, Paris.
- DELMAS, (1995), *Le bel avenir de la guerre*, Gallimard, Paris.
- DE TAILLY, Françoise, (1981), *La Colombie et le déplacement*, Éditeurs, Neuchâtel, Switzerland.
- FORERO, J., (1994), *Economie paysanne, structure agraire et système alimentaire dans la région andine de la Colombie*, IHEAL, Paris.
- FURNHAN, A; BOCHNER, S., (1994), *Cultural shock. Psychological reactions to unfamiliar environments*, Routledge, London,
- GLHONDES, Pierre, (1996), *Crises et mutations politiques*, IHEAL, Paris.

GRINGERG, León et Rebecca, (1986), *Psychanalyses du migrant et de l'exilé*, Cesura éd. Paris.

GUBERMAN, Nancy, BEEMAN, Jennifer, (2002), *Méthodologie et intervention sociale II : Analyses qualitatives*, Recueil de textes, École de Travail Social, Université du Québec à Montréal, Montréal.

GUTIÉRREZ, L., DENIS, L., (1989), *La Etnografía como metodología de investigación*. Universidad Nacional Experimental "Simón Rodríguez", Caracas.

HAMMERSLEY, M., (1983), *Ethnography: Principles and practice*, Tavistock. New York.

HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS, (1993), *Rapport Annuel*, HCUR, New York.

HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS, (1993), *Les réfugiés dans le monde, l'enjeu de la protection*, Éditions la Découverte, Paris.

HUOT, François, (2002), *Notes du cours Fondements théoriques maîtrise*, Université du Québec à Montréal, Montréal.

HUYETTE, P., (1994), *Du secteur informel au système d'emploi en Colombie*, Université de Picardie Jules Verne, Paris.

JACQUES, André, (1985), *Les Déracinés, réfugiés et migrants dans le monde*, La Découverte, Paris.

JIMENEZ CABALLERO, Carlos, (1999), *Des victimes et victimaires*, UNICEF, Buenos Aires.

LASSAILLY-JACOB, Véronique, MARSHAL, Jean-Yves, QUESNEL, André, (1999), *Déplacés et Réfugiés, la mobilité sous contrainte, Migrant malgré eux, une proposition de typologie*, Collection colloques et séminaires, Paris.

LASSAILLY-JACOB, Véronique, (1993), *Les réfugiés dans le monde : l'enjeu de la protection*, la Découverte, Paris.

LEMOINE, Maurice, (2000), « *Colombie, une nation deux États* », *Le Monde diplomatique*, Paris.

LEMOINE, Maurice, (2000), *Plan Colombie, passeport pour la guerre*, *Le Monde diplomatique*, Paris.

LOCKE, John, (1994), *Identité et différence*, La Découverte, Paris.

LOZANO, F., OSORIO, F. E., (1999), *De víctimas de la violencia a buscadores de la paz*, Universidad Javeriana, Bogotá.

MACO, A., (1999), *Intégration et identité. Stratégies et positions de jeunes issus de l'immigration*, De Boek et Larcier, Paris.

MARINO DE BOTERO, Margarita, (2000), *El capital social como determinante del desarrollo sostenible*, Conciencias, colegio verde de Villa de leyva, Bogotá.

MARSHAL Jean-Yves, (1993), *Le déplacement : ses causes, sa dynamique*, Éditions la Découverte, Paris.

MASSEY et DOUGLAS S, (1987), *The social process of international migration from western Mexico*, University of California Press, Los Angeles, USA.

MASSONNANT, (1987), « *Observer* », *les techniques d'enquête en sciences sociales : observer, interviewer, questionner*, Dunod, Paris.

MAYER, Robert, (2002), *Méthodes de Recherche en intervention sociale*, Morin éditeur, Boucherville.

MEDELLIN, Fernando, RINAUDO, Ulises, (2000), *Los desafíos de la política de reasentamiento de la población desplazada por violencia*, William Partridge ed., Bogotá.

MINISTERIO DE LA DEFENSA, (2001), *2ème rapport droit international humanitaire*, Ministerio de la defensa, Bogotá.

MORENO GUERRERO, Hernando, (2000), *Índice de vulnerabilidad especial del desplazamiento en Colombia para el 2000*, ACNUR, Bogotá.

MUNERA RUIZ, Leopoldo, (1988), - *Relations de pouvoir et mouvement populaire en Colombie*, édition l'Harmattan, Belgique.

NIETO ZULUAGA, Jaime, (1998), *Antecedentes y tendencias del desplazamiento forzoso en Colombia: Memorias del foro "desplazados internos en Antioquia"*, Medellín.

OSORIO, F. E., LOZANO, F., ORJUELA, A., PEREZ, M. (2000), *Entre la supervivencia y la resistencia*. Pontificia Universidad Javeriana, Bogotá.

OSORIO PEREZ, Flor Edilma, (2000), *Le déplacement en Colombie*, Universidad Javeriana, Bogotá.

PECAUT, Daniel, (1996), *Crises et mutations politiques*, éditions de l'IHEAL, Paris.

PERETZ, H., (1998), *Les méthodes en sociologie : l'observation*, la Découverte. Paris.

PETRAS, James, (2002), *Colombia de Vietnam al Amazonas*, Fundación para la investigación y la Cultura, Cali, Bucaramanga, Bogotá.

RED DE SOLIDARIDAD, (1998-2002), *Balance de las políticas de atención a la población desplazada*, Red de solidaridad, Bogotá

RENAN, E., (1887), « *Qu'est-ce qu'une nation ?* », Pocket, Paris.

RÉSEAUX DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE DE COLOMBIE, (2004), *L'impact du déplacement massif en Colombie*, Rss. Bogotá.

ROBERT, Paul, (1984), *Dictionnaire*, la tipografica, Italie.

ROMERO, Flor Alba, (1998), *Población desplazada por violencia*, Bibliografía temática Universidad Nacional de Colombia, Bogotá.

RUIZ, Daniel, (1998), *Qui a limité durant 16 ans, l'exercice de la force de l'état*, Universidad Nacional, Bogotá.

SALAZAR, M., HERNANDEZ, E., MONTOYA, A., (2003), *Identificación de la Oferta para la Atención a la población desplazada por Violencia Política en Colombia*, Cruz Roja, Bogotá.

SANDOVAL, Marbel, (1999), *Desplazados una historia sin contar*, Universidad Javeriana, Bogotá.

SUMMERFIELD, D, (1998), *El impacto de la guerra y de las atrocidades en las poblaciones civiles*, Avre. Bogotá.

SOTO, Godoy, (1999), *La Colombie a la croisée des chemins*, Editions de l'université de Bruxelles- Bruxelles, Belgique.

SPRADLEY, J.P., (1979), *The ethnographic interview*, Holt, Rinehart and Wriston, New York.

THOMPSON, John B., (1984), *Studies in the theory of ideology*, Cambridge, London.

TOKATLIÁN, Juan, (1994), *Economía y política del narcotráfico*, Tercer Mundo Editores Bogotá.

TOVAR VALENCIA, Álvaro, (1992), *Testimonio de una época*, Planeta colombiana Editorial, Bogotá..

TREMBLAY, Philippe, (2001), *La protection internationale des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays*, Université du Québec à Montréal, Montréal.

VALENCIA, Hernando, (1993), *La justicia de las armas*, Tercer Mundo Editores, Bogotá.

VAN MAANEN, (1988), J. *Tales of the field*. University of Chicago Press. Chicago.

VELAZQUEZ, Susana, (1998), *Entrevista de consulta y orientación en casos de violación*, Cecym, Buenos Aires.

VIDALES, Carlos, (1997), *Publie en Internet*, www.members.tripod.com, Estocolmo.

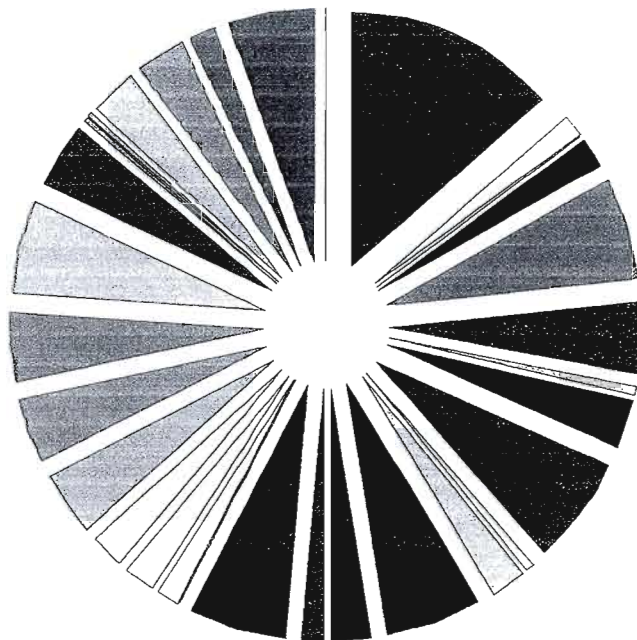
VILLANCOURT, François,(1994), « *Le Réseau de soutien social et son impact sur le processus d'adaptation des immigrants* ». Université du Québec à Montréal, Montréal.

ZULUAGA NIETO, Jaime, (1998), *Antecedentes y tendencias del desplazamiento forzado en Colombia*. Memorias del foro desplazados internos en Antioquia, Medellín.

ANNEXES

ANNEXE 1

BUREAU DE CONSULTANTS POUR LES DROITS HUMAINS ET LE DÉPLACEMENT
Nombre de personnes déplacées par départements (Réception)
Par trimestre année 2003 – Chiffres Codhes
1 mai 2005
Source: populations déplacées-Sisdhes



AMAZONAS	_	136
ANTIOQUIA	_	27831
ARAUCA	_	2967
ARCHIPIELAGO DE SAN ANDRES	_	0
ATLANTICO	_	3547
BOGOTA	_	13074
BOLIVAR	_	9775
BOYACA	_	1322
CALDAS	_	6147
CAQUETA	_	14117
CASANARE	_	1453
CAUCA	_	4150
CESAR	_	12493
CHOCO	_	5172
CORDOBA	_	2682
CUNDINAMARCA	_	13329
GUAINIA	_	161
GUAVIARE	_	2919
HUILA	_	3930
LA GUAJIRA	_	4146
MAGDALENA	_	8714
META	_	8474
NARIÑO	_	8990
NORTE DE SANTANDER	_	12233
PUTUMAYO	_	8386
QUINDIO	_	694
RISARALDA	_	331
SANTANDER	_	6621
SUCRE	_	5816
TOLIMA	_	3421
VALLE DEL CAUCA	_	11412

ANNEXE 1.1

Trimestre ->	1	2	3	4	SUBT
AMAZONAS	48	40	21	27	136
ANTIOQUIA	9319	8553	7999	1960	27831
ARAUCA	551	1774	557	85	2967
ARCHIPIEALGO	0	0	0		0
ATLANTICO	795	375	1471	906	3547
BOGOTÁ	2520	2944	4853	2757	13074
BOLIVAR	5140	1628	1354	1653	9775
BOYACA	436	456	194	236	1322
CALDAS	684	1189	4039	235	6147
CAQUETA	2064	3606	4067	4380	14117
CASANARE	532	392	409	120	1453
CAUCA	1783	1006	738	623	4150
CESAR	4895	3233	2526	1839	12493
CHOCO	2395	740	867	1170	5172
CORDOBA	1213	999	188	282	2682
CUNDINAMARCA	7203	4295	953	878	13329
GUAINIA	105	30	10	16	161
GUAVIARE	736	176	1634	373	2919
HUILA	1244	1047	1017	622	3930
LA GUAJIRA	2506	578	619	443	4146
MAGDALENA	3046	1976	1702	1990	8714
META	1254	1499	4163	1558	8474
NARIÑO	1801	2508	2302	2379	8990
NORTE DE	4107	3871	2844	1411	12233
PUTUMAYO	3479	2010	1921	976	8386
QUINDIO	259	0	332	103	694
RISARALDA	1321	1306	15	689	3331
SANTANDER	1499	2005	2033	1084	6621
SUCRE	1895	1354	1244	1323	5816
TOLIMA	645	382	1444	950	3421
VALLE DEL	4161	1962	4045	1245	11413
VAUPES	7	0	19	0	26
VICHADA	83	30	0	24	137
EXTERIOR	0	0	0	0	0

ANNEXE 2

Liste des questions principales par catégories adressées aux interviewés

1	Sur l'éducation :
A	Avez-vous suivi des études primaires, secondaires ou universitaires ?
B	Avez-vous une accessibilité aux services sociaux de base (logement, santé et éducation)?
C	Vos enfants vont-ils à l'école?
2	Sur la santé :
A	Avez-vous de l'assistance médicale ?
B	Avez-vous un hôpital près de chez vous ?
C	Depuis quand n'avez-vous pas visité un médecin ?
3	Sur le déplacement :
A	De quelle région de Colombie venez-vous ?
B	Comment était votre situation avant de quitter votre région ?
C	Avez-vous souffert dans votre trajectoire lors du déplacement ?
D	Combien de membres de votre famille ont été obligés de se déplacer ?
E	Avez-vous eu le temps de décider de quitter votre village ?
F	Pouvez-vous nous raconter de quelle façon vous avez été obligés de quitter votre village ?
4	Sur l'installation dans le quartier :
A	Qui vous a référé à Cartagena comme ville pour émigrer ?
B	Qui vous a donné le terrain où vous habitez présentement ?
C	Avez- vous peur de vivre dans la ville ?
D	Avez- vous des services publics domiciliaires ?
5	Personnelles.
A	Avez-vous des amis ?
B	Avez-vous un travail ?
C	Voulez-vous nous raconter comment est votre vie présentement ?
D	Comment vous sentez-vous à Cartagena ?
E	Recevez-vous de l'aide pour vivre ?
6	Sur le quartier
A	Est -ce- qu'il existe de la délinquance et de la prostitution dans votre quartier ?
B	Est-ce- que votre quartier répond à vos attentes de vie ?
C	Êtes vous intégré à la communauté ? Si oui, comment ? Si non, pourquoi ?